CHARLES DE GAULLE

ARCHIVES ET HISTOIRE

Charles de Gaulle

Archives et histoire

Isabelle Chave et Nicole Even (dir.)

DOI : 10.4000/books.pan.289
Éditeur : Publications des Archives nationales
Lieu d'édition : Pierrefitte-sur-Seine
Année d'édition : 2016
Date de mise en ligne : 24 février 2016
Collection : Actes
ISBN électronique : 9782821868106

<http://books.openedition.org>

Référence électronique

CHAVE, Isabelle (dir.) ; EVEN, Nicole (dir.). *Charles de Gaulle : Archives et histoire*. Nouvelle édition [en ligne]. Pierrefitte-sur-Seine : Publications des Archives nationales, 2016 (généré le 10 décembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pan/289>>. ISBN : 9782821868106. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pan.289>.

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Publications des Archives nationales, 2016
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

En 2012, les Archives nationales ont publié l'inventaire des archives du général de Gaulle, président de la République de 1959 à 1969, l'un des éléments du vaste ensemble des archives présidentielles, conservées sans interruption de la IV^e République à nos jours. Ce fonds, constitué de 1971 à 1985 selon la volonté du fondateur de la V^e République, avait déjà fait l'objet de premiers outils d'orientation, mais jamais encore, dans son intégralité, il n'avait donné lieu à un ouvrage exhaustif, prenant en compte des données inédites : sources photographiques, documents relatifs aux événements d'Algérie et à la modernisation de la France, pièces complémentaires reçues ou acquises depuis lors...

La journée d'étude organisée le 20 novembre 2012, dont les actes sont ici accessibles en ligne, a mis en valeur chacun des grands aspects précisément évoqués par ces sources, donnant à voir sous un oeil nouveau les choix politiques du Général, ses directives, ses lettres aux écrivains et artistes contemporains par exemple et tant d'événements gravés dans la mémoire collective.

Elle a évoqué d'abord son rôle dans la fondation de la V^e République et des institutions nouvelles, puis, à travers lui, la place de la France dans le monde des années soixante, en particulier les affaires algériennes et l'action présidentielle vue de l'étranger. L'entourage direct du Général n'a pas été oublié, que ce soit à l'Élysée, dans le monde politique ou parmi les siens : ce regard particulier sur l'homme d'État et les réseaux construits sont abordés en troisième partie, avant une analyse du rôle nouveau joué par l'image dans la vie politique au cours de cette décennie décisive.

ISABELLE CHAVE

Conservateur en chef du patrimoine, responsable du département de l'Exécutif et du Législatif aux Archives nationales

NICOLE EVEN

Conservateur en chef du patrimoine, responsable du pôle Grands Organes de contrôle de l'Etat et des fonds présidentiels Charles de Gaulle et Jacques Chirac au département de l'Exécutif et du Législatif, Archives nationales

SOMMAIRE

Introduction

Jacques Godfrain

L'état des recherches sur De Gaulle, les gaullistes et le gaullisme

Gilles Le Béguec

L'inventaire des archives présidentielles de Charles de Gaulle

Nicole Even

Charles de Gaulle et la République

De Gaulle et l'écriture de la Constitution

Didier Maus

L'écrivain en chef de la Constitution

Un écrivain qui parle plus qu'il n'écrit

Que nous apprennent les archives présidentielles sur la notion d'offense au président de la République ?

Olivier Beaud

L'état de la question : ce que les sources secondaires nous apprennent des offenses à De Gaulle

L'enrichissement de la connaissance des offenses à De Gaulle par les archives présidentielles : un tableau plus complexe, plus précis et plus concret

Charles de Gaulle et le monde

Le domaine réservé

L'apport des archives présidentielles de Charles de Gaulle

Maurice Vaisse

Le domaine de la Défense

Le domaine des Affaires étrangères

L'apport du fonds de Gaulle pour la question de l'Algérie

De Gaulle à la lumière des archives britanniques

Julian Jackson

Charles de Gaulle parmi les siens

De Gaulle et les gaullistes à l'Élysée (1959-1969)

Bernard Lachaise

Les conseillers du général de Gaulle à l'Élysée (1959-1969)

Éric Chiaradia

Plusieurs types de conseillers dans l'« entourage »

Peut-on conseiller le général de Gaulle ?

Une large contribution à la présidentialisation

L'entourage du général de Gaulle

Une figure exemplaire : René Brouillet

Jean-Yves Perrot

Un profil classique pour l'entourage du général de Gaulle

Un membre du cercle immédiat du Général

Une figure forte et singulière

Yvonne de Gaulle

Frédérique Neau-Dufour

Charles de Gaulle devant l'objectif

Les représentations de Charles de Gaulle, président de la République

Sources photographiques du fonds 5 AG 1 des Archives nationales

Marie-Ève Bouillon

Les fonds d'origine publique

Les sources d'origine privée ou indéterminée

Conclusions

Serge Berstein

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ces actes résultent de la journée d'étude tenue aux Archives nationales, site de Paris (hôtel de Soubise), le 20 novembre 2012.

Introduction

Jacques Godfrain

- 1 Rien n'est moins innocent que le regard jeté par une génération d'hommes sur les archives de ceux et celles qui l'ont précédée. L'indifférence pour l'archive écrite caractérise parfois les mondes où la transmission s'opère par l'oralité ; au contraire, les civilisations les plus inquiètes sont souvent grandes consommatrices - et productrices - d'archives. Ces dernières années, le prestige de l'archive audiovisuelle est venu bousculer celui du papier. Pour autant, nos contemporains continuent d'investir beaucoup dans ces traces manuscrites ou imprimées du passé, comme si elles étaient seules à pouvoir, désormais, dire la vérité des choses.
- 2 Or, le « goût de l'archive », pour reprendre l'expression d'une historienne fameuse, n'a jamais été aussi démocratique qu'aujourd'hui. Jamais non plus les archives n'ont été si nombreuses, ni si ouvertes. Ce mouvement vers le public, que vit aussi la Fondation Charles-de-Gaulle, doit être accompagné de guides critiques et d'appareils scientifiques, sous peine d'égarer le « lecteur », ou l'amateur d'archives, dans la masse documentaire. Car, si cette journée d'étude rassemble d'éminents universitaires, spécialistes de telle ou telle dimension de l'action du général de Gaulle, les archives classées et inventoriées par Nicole Even seront, demain, consultées par d'autres que par les professeurs de la Sorbonne, de Sciences-Po ou de Bordeaux. De jeunes et timides étudiants, des journalistes aguerris, des retraités érudits en demanderont l'accès et cotoieront dans les salles de lecture d'éminents enseignants... À tous, ce répertoire numérique détaillé établi par les Archives nationales servira donc désormais de guide dans l'action du plus grand des Français. C'est donc un plaisir, pour la Fondation Charles-de-Gaulle, que de saluer ce travail et d'ouvrir la journée d'étude destinée à l'accompagner.
- 3 Du reste, De Gaulle avait, lui aussi, le « goût de l'archive ». Ceux qui ont lu sa correspondance ou consulté ses agendas savent le soin scrupuleux qu'il apporta à la rédaction de ses *Mémoires de guerre*, puis *d'espoir*, insistant auprès de tel de ses anciens compagnons pour obtenir une précision, sollicitant tel autre pour la copie d'une lettre ou d'une décision, se constituant pour lui-même, enfin, une masse d'archives impressionnante, matériau selon lui indispensable à l'écriture de mémoires.
- 4 En ces temps troublés, où la mémoire est plus que jamais un enjeu, il est nécessaire de formuler le vœu que les chercheurs professionnels ou amateurs sauront comprendre

l'horizon d'attente qui aimantait les décisions du Général, comme le champ d'expérience qui l'amenait à les prendre. Tant il est vrai que le plus premier des devoirs de l'historien est de « regarder alors avec les yeux d'alors », comme l'écrivait Aragon, avant d'ordonner ce regard pour le rendre intelligible à nos contemporains et successeurs.

INDEX

Mots-clés : Fondation Charles-de-Gaulle

AUTEUR

JACQUES GODFRAIN

Président de la Fondation Charles-de-Gaulle

L'état des recherches sur De Gaulle, les gaullistes et le gaullisme

Gilles Le Béguec

- 1 Après avoir remercié chaleureusement les Archives nationales et tous ceux qui ont participé à la conception et à la réalisation de l'important instrument de travail présenté à l'occasion de cette journée d'étude, en particulier Nicole Even, membre assidu de cet organe de réflexion et de proposition qu'est la Fondation Charles-de-Gaulle, je concentrerai mon propos d'historien, et spécialement de directeur de thèse, intéressé toujours de plus près à l'histoire du gaullisme, à l'état des recherches sur De Gaulle, les gaullistes et le gaullisme.

Les études gaulliennes se portent bien

- 2 Depuis maintenant plusieurs dizaines d'années, la recherche dans le domaine des études gaulliennes n'a pratiquement jamais cessé de progresser. Une telle performance est d'autant plus remarquable, qu'à de rares exceptions près, l'histoire politique abusivement qualifiée de « classique » tend à devenir en France un secteur sinistré. Il vaut la peine de s'interroger brièvement sur les raisons d'un pareil dynamisme. Elles sont de divers ordres. On retiendra les quatre principales.
- 3 La personnalité du général de Gaulle et les temps forts de la geste gaullienne continuent à fasciner de nombreux historiens, même si l'on assiste depuis quelques années, au moins dans le cas français, à un déplacement des centres d'intérêt en direction de l'environnement politique, culturel, familial, voire, mais c'est plus rare, amical du Général. On regrettera toutefois que la question centrale du « gaullisme », considérée dans sa nature singulière et ses significations historiques multiples, demeure un peu négligée. La conséquence en est que la recherche reste ainsi parfois prisonnière d'idées reçues et de stéréotypes.
- 4 La seconde raison tient à l'importance et à la qualité de la contribution apportée par les associations dites « mémorielles », au premier rang desquelles la Fondation Charles-de-Gaulle. Mais il faut également faire mention des manifestations à caractère scientifique

organisées dans le cadre des activités de l'Association Georges-Pompidou, du Centre d'études Edmond-Michelet, installé à Brive, et, de façon plus ponctuelle, des sociétés d'amis de quelques-unes des grandes figures du mouvement gaulliste, Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, par exemple, ébauche de recensement qui ne prétend pas à l'exhaustivité.

- 5 Un troisième facteur de dynamisme réside dans le travail de fourmi, au meilleur sens de l'expression, réalisé par un petit nombre d'équipes universitaires fonctionnant en réseau. Citons tout spécialement l'équipe réunie par Bernard Lachaise, professeur d'histoire contemporaine à l'université Michel-de-Montaigne-Bordeaux III, membre du conseil scientifique de la Fondation Charles-de-Gaulle, auteur du programme *Gaulhore-Gaullistes : hommes et réseaux* de l'Agence nationale de la recherche, équipe épaulée par le Centre aquitain de recherche en histoire contemporaine¹, le Centre d'histoire de Sciences-Po et le Centre régional universitaire lorrain d'histoire.
- 6 Il faut se féliciter enfin du haut degré d'implication des Archives nationales et des relations de travail, d'une rare efficacité, mises en place depuis plusieurs années entre leurs services et les associations mémorielles (essentiellement la Fondation Charles-de-Gaulle et l'Association Georges-Pompidou), sans oublier le service des archives du Centre d'histoire de Sciences-Po.

Un avenir plein de promesses

- 7 Les études gaulliennes se portent bien, et le bilan des recherches est impressionnant. Mais le principal motif de satisfaction réside dans les perspectives plus que prometteuses qui se dessinent sur le court et le moyen terme. Cette profession de foi d'optimisme historiographique puise sa justification dans un triple constat.
- 8 En premier lieu, les années qui viennent de s'écouler ont été marquées par l'émergence d'une génération de jeunes chercheurs, souvent très motivés, qui sont parvenus à mener à bien des travaux d'une excellente qualité scientifique. On pense tout spécialement ici à ceux qui ont consacré leur thèse à la question des entourages (c'est-à-dire soit à telle ou telle collaboration privilégiée du général de Gaulle - Louis Joxe ou Gaston Palewski, pour se borner à faire état de deux exemples récents² -, soit à une équipe considérée dans sa totalité) ou bien, dans un registre différent, aux mouvements d'inspiration gaulliste, en particulier pour la période de la V^e République³. Plusieurs d'entre eux prétendent poursuivre dans les voies ainsi tracées et participent de manière active à l'organisation ou à l'animation de séminaires, colloques ou autres journées pédagogiques.
- 9 Ensuite, comme l'atteste de façon hautement symbolique la présence du professeur Julian Jackson, professeur à l'Université de Londres, membre du conseil scientifique de la Fondation Charles-de-Gaulle, engagé dans la rédaction d'une nouvelle biographie de l'homme du 18 Juin, la geste gaullienne continue de retenir l'attention de nombreux chercheurs étrangers. Fidèle à la règle consistant à parler d'abord de ce que l'on connaît le moins mal, on se bornera à citer ici le cas, exemplaire à bien des égards, de l'Italie. Dans le domaine longtemps négligé des études gaulliennes, une impulsion nouvelle a été donnée au début des années 2000 par Gaetano Quagliariello, professeur à la Libre Université internationale des sciences sociales (LUISS) Guido Carli, auteur d'un ouvrage fondamental, *De Gaulle e il Gaullismo*, paru en Italie en 2003 et publié, dans la version française, en 2007, sous le titre de *La Religion gaulliste*⁴. Sous la houlette de

Gaetano Quagliariello et de Paolo Pombeni, professeur à l'université de Bologne, un véritable pôle de recherche s'est ainsi récemment constitué. Les sujets les plus divers ont été abordés, depuis les relations complexes entretenues par Raymond Aron avec le gaullisme (Lucia Bonfreschi) jusqu'au couple franco-allemand à l'époque de De Gaulle et de Konrad Adenauer (Gabriele D'Ottavio) en passant par les allocutions télévisées du Général (Riccardo Brizzi) et les rapports avec le monde catholique (Michele Marchi, qui prépare actuellement une biographie de Georges Pompidou)⁵.

- 10 Enfin, de nouveaux matériaux continuent d'être mis à la disposition des chercheurs. On fait allusion à l'ouverture de nombreux fonds d'archives privés, en France (en particulier à la Fondation Charles-de-Gaulle) ou à l'étranger (les papiers François-Xavier Ortoli, par exemple, conservés à l'Institut européen de Florence) et à la publication quasi ininterrompue de livres de souvenirs. L'année 2011-2012 a été ainsi une année particulièrement faste, la moisson étant d'autant plus riche que beaucoup de ces livres sont aussi des ouvrages de réflexion, prenant très souvent en compte les travaux des historiens. On se bornera à citer : *Avec De Gaulle et Pompidou* de Robert Poujade, paru en 2011⁶ ; *Pour l'honneur du gaullisme. Contre-enquête sur un héritage* de Jean Charbonnel⁷ ; *Le 30 mai 1968, la guerre civile n'aura pas lieu* de Jacques Belle⁸, et, tout récemment, *Une expérience française. 50 ans au cœur de la République* de Pierre Lelong⁹. Tout laisse à penser que la source n'est pas prête à se tarir.
- 11 Il reste à formuler un double souhait. Les rédacteurs de l'inventaire *Archives de la Présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969)* ont eu l'excellente idée d'incorporer un texte d'ensemble de quatorze pages, très complètes, de mise au point sur l'état présent des sources qualifiées de « sources complémentaires ». Tous les historiens travaillant sur De Gaulle et le gaullisme leur en sauront gré. Mais ils peuvent également considérer ce premier effort de recensement systématique comme une invite à aller beaucoup plus loin, c'est-à-dire à passer à la réalisation d'un guide de recherches d'une portée encore plus ambitieuse, tenant compte, en particulier, des fonds documentaires, de nature publique ou de nature privée, conservés en dehors de l'Hexagone.
- 12 Dans un ordre d'idées un peu différent, l'heure a sonné de l'engagement d'une entreprise débouchant sur la réédition de la série *Discours et Messages*. La masse des documents de diverse nature mise aujourd'hui à la disposition des historiens confère à une telle entreprise un caractère à la fois nécessaire et réalisable dans des délais relativement rapprochés, si l'on considère tout au moins la question sous un aspect uniquement scientifique. Tel est un des objectifs que compte se fixer la Fondation Charles-de-Gaulle pour les années qui viennent.

NOTES

1. Les 1^{er} et 2 décembre 2011 s'est tenu à Bordeaux, sous les auspices de l'ANR-Gaulhore, un colloque sur le thème : *Les Gaullistes de 1958 à 1981 : diversité et originalité d'une famille politique*.

Organisée sous l'impulsion de Bernard Lachaise, cette manifestation scientifique a entièrement renouvelé la question, tout en ouvrant de nombreuses pistes de recherche.

2. Voir Chantal MORELLE, *Louis Joxe, diplomate dans l'âme*, Bruxelles, A. Versaille, 2010, 892 p. et Élisabeth GLASSER-YVERNEAU, *Gaston Palewski, acteur et témoin d'un demi-siècle de vie publique et politique française (1929-1974)*, thèse de doctorat inédite, 2008. Ces deux thèses ont été dirigées par Maurice Vaïsse et soutenues à l'IEP-Paris.

3. Voir Jérôme POZZI, *Les Mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux (1958-1976)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 390 p. (bibliographie très complète, tenant compte des travaux universitaires inédits), et François AUDIGIER et Frédéric SCHWINDT (dir.), *Gaullisme et Gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 421 p.

4. Gaetano QUAGLIARIELLO, *La Religion gaulliste*, Paris, Perrin, 2007, 611 p. Appareil critique très développé, avec de nombreuses références renvoyant à des ouvrages en langue italienne.

5. Riccardo Brizzi et Michele Marchi ont publié en 2008, aux éditions Il Mulino, de Bologne, une biographie très complète de *Charles de Gaulle*. Riccardo Brizzi est l'auteur d'un travail approfondi intitulé *L'uomo dello schermo. De Gaulle e i media*, Bologne, Il Mulino, 2010, 357 p. L'ouvrage sera prochainement traduit en langue française. Michele Marchi vient de publier, fin 2012, chez l'éditeur Rubbettino, un ouvrage de synthèse intitulé : *Alla ricerca del cattolicesimo politico. Politicæ religione in Francia da Pétain a De Gaulle*.

6. Robert POUJADE, *Avec De Gaulle et Pompidou*, Paris, Éd. de l'Archipel, 2011, 280 p.

7. Jean CHARBONNEL, *Pour l'honneur du gaullisme. Contre-enquête sur un héritage*, Paris, Riveneuve, 2011, 220 p.

8. Jacques BELLE, *Le 30 mai 1968, la guerre civile n'aura pas lieu*, Paris, Economica, 2012, 192 p.

9. Pierre LELONG, *Une expérience française. 50 ans au cœur de la République*, Paris, France-Empire, 2012, 428 p.

INDEX

Mots-clés : associations mémorielles, programme Gaulhore-Gaullistes, Fondation Charles-de-Gaulle

AUTEUR

GILLES LE BÉGUEC

Président du conseil scientifique de la Fondation Charles-de-Gaulle

L'inventaire des archives présidentielles de Charles de Gaulle

Nicole Even

- 1 Des remerciements liminaires doivent être adressés à tous ceux qui ont participé à la réalisation de l'inventaire des archives du général de Gaulle, président de la République, et dont les noms figurent dans l'ouvrage ; à la Fondation Charles-de-Gaulle, en la personne de son président, Jacques Godfrain, partenaire de cette manifestation, et sans laquelle rien de pertinent ne peut se faire quand il s'agit du général de Gaulle ; aux directrices successives des Archives nationales, Isabelle Neuschwander, puis Agnès Magnien, qui m'ont confié la mission de reprendre l'élaboration d'un instrument de recherche qui englobe le fonds De Gaulle dans son intégralité ; aux responsables successifs de l'ancienne section du ^{xx}e siècle des Archives nationales, spécialement Christian Oppetit, qui a suivi de près ce projet auquel il était très attaché et qui a trouvé les moyens pour la réalisation de cet inventaire, Catherine Mérot, qui reprit le projet en cours et continua à le soutenir, et enfin la responsable du département de l'Exécutif et du Législatif, instauré en 2012, Isabelle Chave, qui a, avec énergie et enthousiasme, finalisé l'inventaire, grâce à d'ultimes corrections, et participé à l'organisation de la présente journée d'étude ; à toute l'équipe de l'ancienne section du ^{xx}e siècle qui a supporté ce projet, parfois envahissant, pendant trois ans ; enfin, à Maurice Vaisse, d'une aide irremplaçable pour l'organisation de cette journée d'étude.
- 2 Classer les archives du général de Gaulle, président de la République, peut sembler une tâche longue et impressionnante ; ce fut d'abord et avant tout un honneur. Lorsque « le plus illustre des Français » franchit les portes de l'Élysée pour la cérémonie d'investiture, le 8 janvier 1959, c'était non seulement un nouveau président de la République qui arrivait à la tête de l'État, mais aussi l'homme du 18 Juin. Avec lui, un nouveau régime s'installait, la V^e République, fondée par l'adoption d'une nouvelle Constitution, le 4 octobre 1958. Désormais, la réalité du pouvoir était à l'Élysée puisque, selon le mot du Général lui-même, pour que le pouvoir s'exerçât, « encore eût-il fallu qu'il y eût un chef et qu'il y eût un État ». À l'Élysée arrivaient, avec le fondateur de la V^e République, quarante-cinq collaborateurs. Le premier groupe, d'où se détachaient les plus anciens compagnons du général de Gaulle, Geoffroy de Courcel, René Brouillet,

Pierre Lefranc et Olivier Guichard, semblait une sorte d'« académie de la France libre, de la Résistance et du Rassemblement du peuple français », selon les mots de l'historien Jean Lacouture. Mais, peu à peu, allait venir une équipe forgée, comme pour la plupart des hommes publics français, par le Conseil d'État, la Cour des comptes, le Quai d'Orsay, l'École normale supérieure et bientôt par l'École nationale d'administration.

- 3 Il faut maintenant en arriver à l'inventaire lui-même. Dans sa structure, il reflète l'histoire du fonds, constitué au fur et à mesure de la remise des documents. Il est composé de deux parties, intitulées selon leur provenance. La partie dite « Élysée » conserve surtout les documents concernant les relations internationales et les dossiers relatifs aux voyages présidentiels et au protocole, alors que la partie dite « Solférino » conserve, principalement, les documents relatifs aux affaires algériennes et à la modernisation de la France. Pour autant, l'une et l'autre se complètent pour ne constituer qu'un seul fonds. Dans ces deux parties, se retrouvent les archives du secrétariat particulier, dirigé par Xavier de Beaulaincourt, de 1945 à 1970. C'est là que sont conservés les trente-quatre volumes reliés des manuscrits des discours prononcés par le Général, tant en France qu'à l'étranger : discours à la jeunesse allemande de Ludwigsburg du 9 septembre 1962, discours de Mexico du 3 octobre 1964 (« *Marchamos la mano en la mano* »), discours de Moscou du 30 juin 1966 (« C'est une visite que la France de toujours rend à la Russie de toujours ») ou encore le célèbre discours de Pnom-Penh du 1^{er} septembre 1966. Devant une foule immense, le général de Gaulle prononça, en uniforme, alors que le bruit des bombardements américains sur le Nord-Viêt Nam était parfaitement audible, un discours qui rappelait que tout peuple était libre, par la grandeur de son passé et de sa civilisation, et qu'il n'avait pas à subir le diktat d'un grand frère quel qu'il fût. Par ailleurs, c'est là que se trouvent les dossiers du Conseil des ministres du général de Gaulle. C'est là aussi que sont conservés les dossiers de personnalités, ceux-là même mentionnés par Claude Dulong dans son ouvrage *La Vie quotidienne à l'Élysée au temps de Charles de Gaulle*. Ils illustrent la riche correspondance, souvent inédite, que le général de Gaulle entretenait avec le monde non seulement politique, mais aussi intellectuel et artistique de son temps et tout spécialement avec les écrivains : François Mauriac, André Malraux, Romain Gary, Jean Cocteau ou encore Jean-Paul Sartre, qui ne ménageait pourtant pas ses critiques à l'encontre du chef de l'État, qui, en retour, lui répondait avec bienveillance. L'illustre écrivain échappa, d'ailleurs, à l'inculpation et à la condamnation, lors de l'affaire du « Manifeste des 121 », sur ces mots du Général : « On n'arrête pas Voltaire ».
- 4 Les archives du Cabinet, successivement dirigé par René Brouillet, Georges Galichon puis Gérard de La Villèbrunne sont réparties également dans les deux parties du fonds. Le général de Gaulle considérait que le Cabinet avait en charge la Nation, donc ceux qui la composent, c'est-à-dire les Français. L'intense activité du Cabinet a produit les riches dossiers des voyages présidentiels, tant en France qu'à l'étranger (par exemple, en République fédérale d'Allemagne, du 4 au 9 septembre 1962, ou bien en Amérique latine, du 21 septembre au 16 octobre 1964), souvent consultés par les chercheurs. Le Cabinet mettait au point l'emploi du temps présidentiel dans les agendas, dont la collection est conservée de 1958 à 1969.
- 5 Le secrétariat général, dans l'esprit du général de Gaulle, établissait les relations de la Présidence avec l'État. Successivement dirigé par Geoffroy de Courcel, Étienne Burin des Roziers puis Bernard Tricot, c'était un rouage essentiel de la présidence de la République. Les conseillers et chargés de mission avaient à traiter des affaires

algériennes, de la politique étrangère et de tous les aspects de la vie politique, financière, économique et sociale du pays, sans oublier les affaires constitutionnelles et juridiques. Les archives, très complètes, de René Brouillet, de Bernard Tricot et de Jean-Jacques de Bresson sur les événements d'Algérie fournissent des sources essentielles sur l'aspect le plus tragique de la Présidence du général de Gaulle. Le fonds de Jacques Patin, chargé de mission pour les affaires juridiques, reste largement inédit sur les affaires algériennes, les attentats contre le chef de l'État ou les événements de Mai 1968. Sont également conservés, dans leur intégralité, les fonds des conseillers économiques et financiers, notamment ceux de Jean-Maxime Lévêque, de Jean Méo et de Jean Dromer. Ils contiennent les notes de synthèse hebdomadaires rédigées pour le général de Gaulle, les dossiers concernant tous les sujets relatifs à la vie économique et à la modernisation de la France, du plan de stabilisation du franc de 1963 au lancement de la rénovation du quartier des Halles à Paris, de la fermeture des mines de charbon et de la dure grève des mineurs de Decazeville à l'adoption de la loi d'orientation sur l'agriculture et aux dossiers sur les grandes infrastructures. Cet ensemble constitue une source riche de plusieurs milliers de documents inédits, qui, je l'espère, feront, dans un avenir proche, l'objet de travaux de recherche. Le secrétaire général - c'était une innovation - assistait au Conseil des ministres. C'est ainsi qu'est conservée une collection complète des dossiers du Conseil des ministres, avec, dans certains cas, les notes manuscrites prises en séance, notamment celles de Bernard Tricot entre 1967 et 1969.

- 6 Pour achever ce rapide aperçu de la richesse de ces archives, un fonds paraît particulièrement intéressant pour les chercheurs : celui du service photographique, qui comporte des tirages de lecture et leurs négatifs pour les événements qui se sont déroulés tant à l'Élysée que dans les autres résidences présidentielles, visites des chefs d'État étrangers, remise des lettres de créance des ambassadeurs, ou bien encore remises de décoration et chasses présidentielles.
- 7 Au fil des cartons, des registres et des feuillets, les archives du premier président de la V^e République font écho à ces phrases de Serge Bernstein, extraites de son livre *La France de l'expansion* : « [Le général de Gaulle] n'en reste pas moins le personnage historique majeur de la France du xx^e siècle pour avoir été capable de négocier l'adaptation de son pays aux conditions du moment [...]. Puisque la politique n'est après tout que l'art du possible, ce n'est pas un mince succès que de rendre un peuple fier de lui-même en transmuant par le discours le vil plomb des faits en or de la légende. »

INDEX

Mots-clés : voyage présidentiel

AUTEUR

NICOLE EVEN

Conservateur en chef du patrimoine aux Archives nationales, département de l'Exécutif et du Législatif, responsable du pôle Grands Organes de contrôle de l'État et des archives présidentielles de Charles de Gaulle et de Jacques Chirac

Charles de Gaulle et la République

De Gaulle et l'écriture de la Constitution

Didier Maus

- 1 Il ne fait aucun doute que, pour l'histoire, la Constitution du 4 octobre 1958 est synonyme de la « Constitution de Gaulle ». Toute son action depuis son retrait du 20 janvier 1946, aussi bien du temps du RPF que de la « traversée du désert », vise à stigmatiser le système institutionnel mis en place à l'automne 1946, à le vouer aux gémonies et à faire campagne pour son remplacement par une constitution mettant fin aux « systèmes des partis ». Chacun, au printemps 1958, a en mémoire les véhémentes critiques des discours de Bayeux (16 juin 1946)¹ et d'Épinal (29 septembre 1946)², ainsi que le modèle idéal présenté à Bayeux.
- 2 La courte déclaration d'investiture du 1^{er} juin 1958 ne laisse aucun doute sur les intentions de celui qui va devenir le dernier président du Conseil de la IV^e République : « La cause profonde de nos épreuves [...], c'est la confusion, et par la même l'impuissance des pouvoirs »³. Le programme gouvernemental, si tant est que cette expression ait un sens dans le contexte de ce début juin, comprend, au-delà des mesures urgentes pour l'Algérie et l'ordre public, le projet de révision de l'article 90 de la Constitution et le mandat donné au Gouvernement de préparer un projet de nouvelle constitution et « le proposer au pays par la voie du référendum ». Quelques minutes après le vote favorable d'investiture, à 21 h 15⁴, un projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 90 de la Constitution est immédiatement déposé⁵. La discussion devant la commission des lois de l'Assemblée nationale s'engage séance tenante⁶. Compte tenu de l'ambiance, parfois critique, une *Lettre rectificative* destinée à inclure les principes inscrits dans l'exposé des motifs dans le corps de la loi est transmise à l'Assemblée, sans d'ailleurs que le général de Gaulle n'ait expressément donné son consentement⁷. Le 2 juin, le projet rectifié est examiné par l'Assemblée nationale. Pour éviter le vote du texte proposé par la commission et d'un amendement communiste, l'un et l'autre éloignés des souhaits du Gouvernement, et bien souligner sa détermination, le général de Gaulle reprend la parole et indique de manière très claire qu'il demande un vote à la majorité des 3/5 des votants sur le texte tel qu'il a été réécrit par un amendement de Joseph Apithy⁸ ; faute de quoi, il laisse planer la possibilité de sa

démission immédiate. Il n'en aura pas besoin. Le lendemain le projet est voté, sans difficulté, au Conseil de la République. La loi constitutionnelle est immédiatement promulguée sous la signature du Président René Coty avec les contreseings du général de Gaulle, de Guy Mollet, Pierre Pflimlin, Félix Houphouët-Boigny et Louis Jacquinot, ministre d'État, et de Michel Debré, Garde des sceaux, ministre de la Justice⁹. Le travail d'écriture de la Constitution de la V^e République va pouvoir commencer.

- 3 Que le rôle du général de Gaulle ait été essentiel, nul n'osera affirmer le contraire. Il importe néanmoins de souligner que ce constat s'appuie plus sur la réalité politique et l'ensemble des documents et témoignages rassemblés que sur une exploitation précise des archives de Gaulle. Celles-ci sont en effet de peu d'utilité. Dans une lettre du 25 octobre 1985, l'amiral Philippe de Gaulle confirme que les archives de son père sont vides : « Je viens encore une fois de vérifier si les archives personnelles du général de Gaulle contiennent des documents intéressant l'élaboration de la Constitution de la V^e République. Je dois malheureusement vous confirmer la négative. »¹⁰ Les inventaires publiés depuis confirment ce constat. Le volume *Archives du général de Gaulle (1940-1958)*¹¹ ne prend pas en compte la période qui commence le 1^{er} juin 1958. Le volume *Archives de la Présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969)*¹² commence, fort logiquement, avec l'installation du Général à l'Élysée, le 8 janvier 1959. Le chercheur y trouvera l'écho des évolutions et crises constitutionnelles des années 1959-1969, mais presque rien sur les mois de juin à octobre 1958.
- 4 Cette situation suscite curiosité et interrogations. Elle s'explique probablement par le processus mis au point pour l'élaboration de la Constitution. La cheville ouvrière de toute cette œuvre, réalisée dans un temps très court (trois mois), est Michel Debré, Garde des sceaux, ministre de la Justice. Il préside et anime un groupe de travail et, surtout, assure la liaison avec le président du Conseil et le comité interministériel¹³ qui, autour du général de Gaulle, comprend les ministres d'État, lui-même et René Cassin, vice-président du Conseil d'État. Les réunions ont lieu, en général le soir, dans le bureau du Général à Matignon. Georges Pompidou, directeur du cabinet, et Roger Belin, secrétaire général du Gouvernement, y assistent également. Le rôle du premier est difficile à cerner¹⁴ ; le second a laissé des souvenirs précis¹⁵. Il y a également des réunions plus techniques (si ce terme a ici une signification) avec le général de Gaulle, Michel Debré, Raymond Janot¹⁶ et, probablement, Georges Pompidou. D'après les souvenirs de Raymond Janot, les commentaires, observations et directives du général de Gaulle sont orales, ce qui explique l'absence, à de très rares exceptions près, d'annotations manuscrites de sa part. Il appartenait alors à Michel Debré de prendre en note les conclusions, arbitrages et remarques et, avec le groupe de travail, d'en tenir compte pour l'évolution des rédactions successives.
- 5 Si l'importance, fondamentale, du général de Gaulle dans l'élaboration de la Constitution est toujours affirmée, rares sont les recherches qui ont tenté d'aller plus loin et d'apprécier, sinon de mesurer, l'apport personnel du Général à la genèse du texte. Dans la séance du colloque d'Aix-en-Provence de 1988 consacrée aux écrivains de la Constitution, Odile Rudelle a présenté un portrait croisé des rôles et apports respectifs du général de Gaulle et de Michel Debré¹⁷. Au premier, le discours sur la légitimité et l'inscription dans l'histoire ; au second, les choix juridiques et la continuité du vocabulaire républicain¹⁸. Ces analyses, fondées sur une connaissance remarquable des idées des deux protagonistes et de leurs dialogues, demeurent totalement pertinentes.

- 6 Il s'agit, ici, d'entreprendre une recherche plus limitée, d'une part, en laissant, pour l'essentiel, Michel Debré sur le bord du chemin ; d'autre part, en faisant appel à des sources nouvelles, donc complémentaires, rendues publiques depuis 1988. Il suffit d'évoquer les témoignages de certains acteurs de l'époque¹⁹ ou le chapitre « C'était possible », consacré à la mise au point de la Constitution, dans le dernier volume de la saga de Georgette Elgey consacrée à la IV^e République, *De Gaulle à Matignon*²⁰, pour apprécier le développement des sources et la nécessité de les confronter.
- 7 En fin de compte, Charles de Gaulle apparaît, de manière incontestable, comme l'écrivain en chef de la Constitution, mais il est un écrivain qui parle plus qu'il n'écrit.

L'ÉCRIVAIN EN CHEF DE LA CONSTITUTION

LA DÉTERMINATION DU CONTENU DE LA CONSTITUTION

- 8 Est-il indispensable de revenir sur les idées constitutionnelles du général de Gaulle²¹ ? Non, si l'analyse vise avant tout à s'intéresser à la pensée profonde de l'auteur. Oui, si, au contraire, il s'agit d'en suivre l'évolution pendant les mois de l'été 1958. En tant que tels, les éléments essentiels sont connus. Ils ont été définis à Bayeux, puis rappelés à la tribune de l'Assemblée nationale le 1^{er} juin. Ils apparaissent en tête des cinq principes inscrits dans la loi constitutionnelle du 3 juin :
- « Seul le suffrage universel est la source du pouvoir ». Depuis Londres²², le général de Gaulle s'est attaché à rappeler cette évidence et, surtout, à la mettre en œuvre. C'est évidemment une façon, élégante et démocratique, de limiter le jeu des combinaisons partisans ;
 - « Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doivent être effectivement séparés... ». Il s'agit là d'une idée maîtresse du Général. Sa traduction concrète, sur laquelle il insistera tant (peut-être de façon exagérée), sera l'incompatibilité entre l'appartenance au Gouvernement et le mandat parlementaire. Il s'agit également de doter l'Exécutif d'un vrai chef, le futur président de la République.
 - Les trois autres principes (responsabilité du Gouvernement devant le Parlement, indépendance de l'autorité judiciaire, organisation des relations avec les peuples d'« outre-mer et associés ») s'inscrivent plus dans la continuité que dans l'affirmation des préceptes gaulliens.
- 9 Ces quelques éléments, au demeurant difficiles à contester, sont réaffirmés avec force dès le retour effectif aux affaires. Dans le résumé d'une conversation qu'il a eue avec le président du Conseil, le 6 juin, entre Alger et Paris, François Luchaire²³ note en premier lieu la séparation absolue des fonctions parlementaires et ministérielles, puis l'importance des prérogatives du chef de l'État, la non-dépendance du Gouvernement par rapport au Parlement²⁴.
- 10 Lorsqu'il réunit pour la première fois les membres du groupe de travail, le 12 juin, Michel Debré rappelle que les principes de base de la future constitution « ont été exposés par le général de Gaulle à la réunion [le 31 mai] des présidents des groupes parlementaires »²⁵. Il est naturel que le chef de l'État devienne « la source de l'autorité gouvernementale ».
- 11 Le compte rendu de la première réunion constitutionnelle tenue sous la présidence du général de Gaulle, le 13 juin, ne laisse aucun doute sur les composantes de la feuille de

route. Le Président du Conseil rappelle le contenu de la loi constitutionnelle du 3 juin et aborde des points capitaux²⁶ :

- La séparation des pouvoirs est au « cœur de la question constitutionnelle ». Ceci implique que le Gouvernement émane du chef de l'État et non plus du Parlement et que « les pouvoirs [soient] séparés par leur composition », d'où l'incompatibilité déjà évoquée ;
- « Le Gouvernement étant ainsi séparé du Parlement, la responsabilité ministérielle n'entraînera pas l'instabilité gouvernementale » ;
- « Le président de la République aura dans les institutions nouvelles un rôle essentiel. Il est la source de l'exécutif ». Pour qu'il ait une autorité réelle, « il sera élu par un collège très large »²⁷.

- 12 C'est sur ces deux idées forces, la séparation effective des pouvoirs et la conception nouvelle du président de la République, que le général de Gaulle insistera à chaque occasion. Il n'est évidemment pas envisageable que les autres participants à la réunion (les ministres d'État ou Michel Debré) s'aventurent à émettre des doutes, voire des critiques²⁸. La composition du noyau dur de la Constitution pourra évoluer, mais elle ne pourra faire l'objet que d'ajustements. À cet égard, peu de participants étaient aussi convaincus que le Général des vertus de l'incompatibilité entre l'appartenance au Gouvernement et le mandat parlementaire. Ils connaissaient mieux que lui les réalités de la vie politique et savaient qu'il serait impossible de couper le cordon ombilical entre un ministre et son terroir électoral²⁹. Le général de Gaulle, sans doute sur la suggestion de Michel Debré, envisageait même d'étendre cette incompatibilité aux maires des grandes villes et aux présidents des conseils généraux. Selon Roger Belin, cela provoqua une « grande tension » avec Guy Mollet, alors maire d'Arras³⁰. Cette idée fut abandonnée.
- 13 Sur d'autres aspects, le général de Gaulle est moins ancré dans ses certitudes ou plus enclin à la conciliation. Le Sénat et la Communauté en sont les exemples les plus significatifs.
- 14 Le principe d'un Parlement à deux chambres est présent dès Bayeux. Les débats de l'Assemblée nationale du 2 juin l'ont confirmé. Pour l'Assemblée nationale, la question centrale est celle de son mode d'élection. Il ne sera pas tranché à travers la préparation de la Constitution, mais juste après avec l'ordonnance du 13 octobre 1958 et le rétablissement du scrutin majoritaire à deux tours³¹.
- 15 La composition et le rôle de la deuxième chambre, redevenue Sénat, sont plus complexes. Probablement influencé par des idées des années 1930³², le Général propose, le 13 juin³³, un « Sénat fédéral » à trois sections : une section élue représentant les collectivités territoriales ; une section représentant les forces économiques, sociales et culturelles ; une troisième section assurant la représentation des pays d'outre-mer (au sens de l'époque). Dès cette séance, plusieurs ministres d'État, comme d'ailleurs Michel Debré, expriment leur hostilité à la deuxième section. Ils estiment qu'une assemblée législative doit émaner du suffrage universel. Le Général fait très rapidement marche arrière. Le premier projet d'articles relatif au Parlement, le 27 juin, n'en fait pas mention³⁴. Il faudra attendre 1968 et le projet de révision rejeté par le référendum du 27 avril 1969 pour que cette suggestion refasse surface et soit engloutie (selon Raymond Janot, « Il en est résulté ce qui devait en résulter »³⁵), probablement de manière définitive. La section « outre-mer » (Afrique, Madagascar...) est encore présente dans le projet du 27 juin, mais elle disparaîtra également au profit du futur Sénat de la Communauté³⁶. D'après François Luchaire, cette section n'est plus d'actualité à compter

de la réunion du conseil interministériel du 7 juillet³⁷. Ainsi donc, le Sénat de 1958³⁸ sera le fidèle continuateur du Grand Conseil des communes de France de la III^e République, pour reprendre là si célèbre expression de Gambetta, et du Conseil de la République de 1946.

- 16 La question de l'évolution de l'outre-mer (au sens de 1958) n'est pas réglée d'avance³⁹. Si le discours du général de Gaulle à Brazzaville, le 30 janvier 1944⁴⁰, est considéré comme ouvrant des perspectives émancipatrices et moins coloniales que celles de l'Empire, ses propos ultérieurs ne sont guère précis. Le 5^e de la loi constitutionnelle du 3 juin laisse ouvertes toutes les solutions : « La Constitution doit permettre d'organiser les rapports de la République avec les peuples qui lui sont associés ». Le choix entre une solution plus fédérale ou une autre plus confédérale s'avère malaisé, tant en raison des paramètres politiques (Félix Houphouët-Boigny, Léopold Sédar Senghor et d'autres) que des implications juridiques (avec notamment l'importance de ces territoires dans le collège chargé d'élire le futur président de la République). Le compte rendu de la réunion du 13 juin indique que le général de Gaulle envisage une « véritable fédération »⁴¹. F. Houphouët-Boigny se situe visiblement dans cette perspective et indique qu'il convient de « prévoir des étapes avec prudence ». Lors de la réunion suivante, le 23 juin, le projet soumis à discussion prévoit, dans ce qui sera le futur article 5, que le président de la République est « le garant [...] des institutions fédérales dont la France a la responsabilité »⁴². Le compte rendu mentionne que « les mots *institutions fédérales* sont réservés »⁴³, signe d'une certaine hésitation. C'est néanmoins le concept de fédération qui est retenu dans l'avant-projet de Constitution des 26/29 juillet 1958, après les longues délibérations du Conseil de cabinet, sous la présidence du Général et, donc, avec son accord⁴⁴. En même temps, la perspective d'une confédération n'est pas écartée puisque le projet examiné les 26/29 juillet comporte un titre XII intitulé « Des accords confédéraux »⁴⁵. L'idée fait néanmoins problème. Il est décidé de lui substituer l'expression « communauté de peuples libres » et de rédiger ainsi ce qui deviendra, après quelques autres modifications, le futur article 88 : « Il peut être formé entre la Fédération et les États qui manifestent la volonté de s'unir à elle une communauté de peuples libres en vue d'associer et de développer leurs civilisations »⁴⁶.
- 17 Le Comité consultatif constitutionnel consacre beaucoup de temps et d'énergie à cette question. Un de ses deux groupes de travail est d'ailleurs consacré aux « liens entre la France et les TOM ». Les partisans de liens plus lâches que ceux d'une fédération s'expriment d'entrée de jeu, le 1^{er} août 1958⁴⁷. Le 6 août, le groupe de travail adopte un projet qui contient un titre XI « De la Fédération », un titre XI bis « De la Confédération » et un titre XII « La Communauté des peuples libres »⁴⁸. Lors de la discussion qui a lieu le 8 août après-midi, en séance plénière, avec le général de Gaulle, plusieurs intervenants expriment la difficulté de créer à la fois une fédération relativement structurée et une confédération de nature plus évolutive⁴⁹. Pour sa part, le Président du Conseil continue à plaider en faveur d'une structure dénommée « fédération », mais insiste sur trois points : la nécessité de prévoir des modalités susceptibles d'évoluer, celle de prendre en compte les particularités des territoires concernés et, surtout, l'importance du choix référendaire : l'entrée dans le nouveau cadre constitutionnel ou la « sécession » immédiate, pure et simple. Sur les modalités de rédaction, qui ne sont pas neutres, il fait preuve d'une réelle ouverture et tente de parvenir à un accord très large.

- 18 En fin de compte, c'est grâce à une initiative de Philibert Tsiranana⁵⁰ que le débat fédération/confédération est dépassé, le 12 août, par l'adoption de l'expression « Communauté » pour dénommer la nouvelle formule de la fédération⁵¹. La solution ultra-souple devient « L'association des peuples libres ». La première dénomination, qui a l'immense avantage de n'être associée à aucun contenu juridique précis, d'être très symbolique et de pouvoir être considérée comme une traduction du « Commonwealth » britannique sera retenue par le général de Gaulle. La seconde deviendra « Des accords d'association ». La Constitution ne contiendra ni « fédération » ni « confédération ». Le général de Gaulle aura accepté assez facilement de renoncer à son projet fédéral, celui de la Communauté, en conservant, de fait, l'essentiel. Les *Commentaires sur la Constitution* publiés de manière anonyme, mais officieusement officielle en avril 1959, confirment les hésitations du Gouvernement, donc celles du général de Gaulle : « Il est certain que le texte [de] l'avant-projet [celui soumis au Comité consultatif constitutionnel] n'était dans l'esprit de personne un texte définitif... »⁵².
- 19 Le général de Gaulle a consacré beaucoup de temps de son été 1958 à préparer la nouvelle constitution. Il avait, cela ne fait aucun doute, des idées très précises sur quelques éléments de la charpente constitutionnelle, à commencer par le statut et les attributions du chef de l'État et une stricte séparation des pouvoirs. Pour autant, il n'avait pas dans sa poche une constitution toute faite. Si les articles 5, 11, 16 et 20 contiennent un véritable vocabulaire gaullien, par exemple « l'arbitrage » ou « l'indépendance de la nation », il a peu tenu lui-même la plume. Sur tous les sujets touchant aux relations entre le Parlement et le Gouvernement, tout le « parlementarisme rationalisé » du Titre V, ses interventions sont difficiles, voire impossibles, à signaler⁵³. Le fait qu'il ait accepté d'endosser les choix proposés par les spécialistes de la vie parlementaire que sont Michel Debré et les ministres d'État leur confère néanmoins une onction nouvelle.

LA CONDUITE DES TRAVAUX

- 20 Il n'y a aucun doute sur le fait que le général de Gaulle a conduit lui-même les travaux de rédaction et de mise au point de la Constitution. Si Michel Debré et les membres du groupe de travail ont joué une partition centrale dans le travail quotidien (en particulier en juin et juillet), si le Comité consultatif constitutionnel (entre le 29 juillet et le 14 août) et le Conseil d'État (21-28 août) ont apporté leurs avis et suggestions, si le Président René Coty a présidé (ou, à dire vrai, coprésidé) le Conseil des ministres du 3 septembre, la totalité de la procédure a été présidée, animée, dirigée et prise en charge par le Président du Conseil. Avant même que l'article 5 de la Constitution n'attribue au président de la République une fonction d'arbitrage, c'est-à-dire de décision, le général de Gaulle l'exerce de manière évidente, sur ce sujet comme sur d'autres au demeurant.
- 21 Les quelques passages des *Mémoires d'espoir* consacrés à l'œuvre constitutionnelle confirment le constat tiré des archives et des témoignages : « Quatre ministres d'État [...] et le Garde des sceaux, représentant l'ensemble des formations politiques à l'exception des communistes, vont travailler sous ma direction à la Constitution future »⁵⁴, « Je dirige le travail de réforme des institutions... »⁵⁵, « Michel Debré, secondé par une jeune équipe tirée du Conseil d'État, élabore le projet, que j'examine à mesure avec les ministres désignés »⁵⁶. Le bilan est positif : « Au total, le texte de la

Constitution, tel qu'il sort, suivant mes indications, du travail de Debré et de ses collaborateurs [...] est conforme à ce que je tiens pour nécessaire à la République »⁵⁷.

- 22 Michel Debré, dans ses *Mémoires (Trois Républiques pour une France)*, s'attribue, ce qui est vrai, le rôle principal dans la préparation de la Constitution (« Nul ne songe à me disputer la charge de préparer le projet et je ne désire pas la partager »⁵⁸), mais reconnaît sans hésitation celui du général de Gaulle. Dès les premiers jours de juin, sans doute au retour du voyage en Algérie du Général (4-7 juin), Michel Debré indique qu'il a, avec lui, « une longue entrevue »⁵⁹. C'est à partir de cet échange, au sujet duquel il n'existe aucune trace écrite, que le Garde des sceaux réunit, le 12 juin, les membres du groupe de travail (non encore au complet) et leur expose les intentions, valant directives, du général de Gaulle. Dans les pages suivantes, Michel Debré décrit avec précision les cheminements utilisés ; cela permet de mieux revivre le rôle personnel du Général : « Au début de chaque séance [du groupe de travail], j'apporte mes observations et les instructions du comité interministériel qui s'est tenu chez le Général. Parfois, Raymond Janot fait part d'une observation que le Général lui a faite... »⁶⁰. Le processus d'aller-retour entre le groupe de travail et les instances gouvernementales est également retracé par Michel Aurillac : « Nous voyions alors redescendre soit une acceptation, soit un refus, soit une demande de nouvelle rédaction »⁶¹.
- 23 Michel Debré insiste sur le fait que les deux premières réunions, celles des 13 et 23 juin⁶², « furent décisives »⁶³. D'après lui, « le Général s'impose à ses interlocuteurs sur leur propre terrain, celui de la fabrication d'une constitution »⁶⁴. Il souligne, au passage, ce qui sera confirmé par d'autres acteurs, qu'à propos des articles 11 et 16, « la discussion fut franche mais longue » et que « le Général fait preuve d'attention et de patience »⁶⁵.
- 24 Les dates des réunions du comité interministériel sont connues : 13, 23, 30 juin, 7, 8, 9, 10 juillet, 19 août et 1^{er} septembre⁶⁶. La succession des réunions de juin et, surtout, de début juillet montre l'intensité du travail. La réunion du 19 août est consacrée aux conclusions de l'avis du Comité consultatif constitutionnel ; celle du 1^{er} septembre, deux jours avant la présentation du projet en Conseil des ministres, fait le point après l'avis du Conseil d'État.
- 25 Si la patience en réunion du Général est signalée par Michel Debré, celle-ci était moins visible dans un cadre plus restreint. Le Président du Conseil voulait aller vite. Il s'impatiente quelque peu et déclare à Michel Debré, accompagné en cette occasion de Jean Mamert⁶⁷ : « Vous allez vous retirer dans une Thébaïde avec deux ou trois collaborateurs, pas davantage. Plus nombreux, on ne travaille pas. On discute, on parle, mais on ne travaille pas... »⁶⁸. Instruction est donnée de ne revenir qu'avec un projet complet. Cette scène se situe probablement le 8 ou le 9 juillet. La Thébaïde est rapidement trouvée, en l'occurrence le château de La Celle-Saint-Cloud. Du 10 au 15 juillet, Michel Debré, Raymond Janot, Jérôme Solal-Céligny⁶⁹ et Jean Mamert y préparent le premier avant-projet complet de Constitution⁷⁰. Il est d'ailleurs enregistré comme tel par le secrétariat général du Gouvernement⁷¹. L'accélération tant souhaitée par le Général est réelle. La structure de la future Constitution ne sera plus remise en cause.
- 26 En moins d'une semaine, un avant-projet susceptible d'être transmis fin juillet au Comité consultatif constitutionnel est précisé. Il s'agit désormais de le faire approuver par l'ensemble des ministres. Le général de Gaulle réunit alors un très long Conseil de

cabinet. Celui-ci tient une première séance le 23 juillet de 11 h à 17 h 30, puis le 25, d'abord de 11 h à 17 h 30 et, ensuite, de 21 h 45 à 2 h du matin (le 26), soit au total plus de dix-sept heures de discussion. D'après les indications de Michel Debré, « le Général lit les articles, je les commente »⁷². C'est la seule véritable délibération collective du Gouvernement. Certains articles font l'objet de plusieurs interventions. Il y eut même des articles examinés deux fois, par exemple le futur article 25 (les incompatibilités parlementaires). Les annotations manuscrites de Michel Debré permettent de retrouver le nom des intervenants, les modifications retenues et de découvrir que le Général a expressément pris la parole sur le fond des futurs articles 6 (élection du Président de la République), 13 (signature des textes délibérés en Conseil des ministres), 16 (pouvoirs exceptionnels) et 76 (évolution du statut des TOM). On peut également penser que, sur certains autres thèmes (les pouvoirs du Président, les incompatibilités), il a fait état de ses convictions. Les évolutions adoptées l'ont toujours été avec son accord, plus ou moins affirmé selon les cas.

- 27 Les archives du général de Gaulle (secrétariat général de la Présidence) conservent deux exemplaires imprimés de l'*Avant-projet de Constitution du 29 juillet*, celui transmis au Comité consultatif constitutionnel, dont l'un barré portant, à juste titre, la mention « Document périmé (20 août 1958) »⁷³.
- 28 Les souvenirs de ceux qui ont participé à ces réunions expriment un climat serein et ouvert. Les propos de Pierre Pflimlin sont clairs : « Je voudrais rendre hommage au général de Gaulle [...] J'imaginais que le Général allait nous proposer – pour ne pas dire nous imposer – un schéma constitutionnel et qu'il n'y aurait pas de place pour la discussion. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé [...] À toutes les séances, le débat s'est déroulé avec une très grande liberté [...] Je garde donc un excellent souvenir de ces réunions du comité interministériel »⁷⁴. Roger Belin, secrétaire général du Gouvernement, note pour sa part : « Je voudrais revenir sur le conseil interministériel, dont les séances se sont déroulées dans un climat particulièrement ouvert »⁷⁵.
- 29 Le général de Gaulle conduira les travaux jusqu'à leur terme. Il laisse néanmoins à Michel Debré le soin de présenter le projet au Conseil des ministres du 3 septembre⁷⁶, mais le présentera lui-même aux Français le 4 septembre, date symbolique de la proclamation de la République en 1870⁷⁷, lors d'une grandiose manifestation organisée et mise en scène par le ministre délégué à la présidence du Conseil, André Malraux⁷⁸.

UN ÉCRIVAIN QUI PARLE PLUS QU'IL N'ÉCRIT

UN ÉCRIVAIN QUI PARLE

- 30 Indépendamment des propos tenus lors des réunions interministérielles ou des entretiens avec Michel Debré et ses collaborateurs, le général de Gaulle fait usage de ses exceptionnels talents oratoires, d'une part, lors de la séance du Comité consultatif constitutionnel le 8 août 1958, d'autre part, à travers les discours qu'il prononce en public en août et en septembre.
- 31 Dans ses *Mémoires d'espoir*, Charles de Gaulle précise que trois sujets ont dominé les discussions qu'il a eues avec les membres du Comité⁷⁹ : la responsabilité du Gouvernement, l'article 16⁸⁰, la Communauté. En réalité, cette séance, ouverte à 15 h 15 et qui va durer une heure trente, constitue un véritable morceau d'anthologie⁸¹. Les membres du Comité, en premier lieu le Président Paul Reynaud, interrogent le

Président du Conseil sur la signification et la portée de plusieurs dispositions de l'avant-projet de Constitution. Dès ses premières paroles, le général de Gaulle fait preuve d'un grand esprit d'ouverture et insiste sur le fait qu'il est présent pour répondre à des questions, fournir des explications, mais non « avec l'intention d'influer en quoi que ce soit sur l'avis [...] du Comité ». Il montrera tout au long de ce dialogue sa parfaite maîtrise des aspects techniques du projet en même temps que sa ferme volonté à propos des idées essentielles. En fonction des thèmes abordés, il fait largement appel soit à l'histoire soit aux événements qui ont conduit à son retour au pouvoir. Pour justifier le futur article 16, qui « comme nous savons tous, sera le cheval de bataille des opposants », le général de Gaulle rallie à sa cause Poincaré et Clemenceau, insiste bien évidemment sur les circonstances du mois de mai et, à propos de « la crise épouvantable » de mai-juin 1940, fait appel à ses souvenirs, à ceux de la plupart des membres du Comité, à commencer par Paul Reynaud, et à ses conversations avec le Président Lebrun et à l'impuissance de ce dernier, face à la débâcle. C'est à ce moment-là qu'il tient des propos dont il convient d'apprécier autant le fond que la forme : « Si M. Lebrun avait été à Alger, emmenant avec lui la légitimité de la République, Messieurs, celui qui est ici n'aurait pas eu à jouer le rôle qu'il a été obligé de jouer, faute que personne d'autre pût le jouer et alors qu'il était normal que ce fût le chef de l'État qui le joue. »

- 32 À propos des relations entre le président de la République et le Premier ministre, le général de Gaulle affirme que « le président de la République ne peut pas révoquer le Premier ministre », ajoutant même : « sans quoi d'ailleurs, le Premier ministre ne pourrait pas gouverner avec l'esprit libre ». On sait que les propos ici rapportés ont fait l'objet de modifications lors de la publication, en 1960, d'un compte rendu analytique des travaux du Comité⁸². Le compte rendu ronéotypé, reproduit *in extenso*, dans les *Documents pour servir...*, indique : « Le Premier ministre est responsable devant le Parlement et non pas devant le chef de l'État... ». Le compte rendu de 1960, revu et corrigé par le général de Gaulle lui-même, précise : « Le Premier ministre est responsable devant le Parlement et non pas devant le chef de l'État *en ce qui concerne la conjoncture politique*... ». Il est évident que l'adjonction des termes « en ce qui concerne la conjoncture politique » n'est pas neutre. Cette modification du texte prononcé en vue de la publication, deux ans après l'entrée en vigueur de la Constitution, n'est pas la seule effectuée par le général de Gaulle. C'est la raison pour laquelle le volume II des *Documents pour servir...* publie, sous forme d'un tableau comparatif, le texte ronéotypé, directement transcrit à partir de la sténotypie, et le compte rendu publié en 1960⁸³. Compte tenu de la pratique constitutionnelle en train de s'instaurer, le président de la République ne voulait pas que l'on puisse lui opposer ce qu'il avait déclaré le 8 août 1958. Devant le Comité, le Général avait tenu un discours d'une parfaite orthodoxie parlementaire. Au bout de quelques mois du gouvernement Debré, il était devenu évident que la responsabilité du Premier ministre pouvait également, dans des circonstances particulières, exister devant le président de la République. Il était donc important de ne pas publier un texte affirmant le contraire.
- 33 C'est également à la parole que le général de Gaulle a recours pour préciser la portée du référendum dans les territoires d'outre-mer. Aucun autre élément juridique n'en fixera la signification. Les propos tenus le 8 août sont les premiers à aborder le sujet. Ils sont très clairs : « Le référendum a pour objet de vérifier [...] si partout, et en particulier dans les territoires d'Afrique et à Madagascar aussi et ailleurs, l'idée de la sécession l'emporte ou non »⁸⁴. Pour que les choses soient claires, le président du Conseil précise

qu'une réponse négative signifie l'indépendance « avec tous ses devoirs, toutes ses charges, tous ses dangers ». Dans cette hypothèse, « la métropole en tirera toutes les conséquences ». Alain Plantey⁸⁵ explique que cette position du Général est « un acte politique » et qu'elle n'émanait pas du groupe de travail ou de Michel Debré⁸⁶ : « C'est une idée que le Général a certainement dû avoir lui-même parce que c'était sa conviction du moment : il faut leur offrir l'indépendance ».

- 34 Le général de Gaulle va aller porter la bonne parole dans les terres africaines et à Madagascar⁸⁷. Du 20 au 29 août 1958 il s'arrête au Tchad, à Madagascar, au Congo, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal⁸⁸. À chaque étape, il expose qu'une « aube nouvelle [qui] aura le nom de Communauté » se dessine (Fort-Lamy, 21 août) et que « selon qu'ils approuveront ou non ces textes, ils [les peuples] décideront de leur sort et pourront alors se séparer de la métropole » (Tananarive, 22 août). À Brazzaville (24 août), il envisage les évolutions ultérieures de la Communauté, y compris celle de l'indépendance. Il précise qu'en tout état de cause « la métropole ne s'y opposera pas ». À Abidjan (25 août), il insiste sur le fait que « cette Communauté que nous allons établir va assurément changer bien des choses ». L'étape de Conakry (26 août) est la plus délicate. En arrivant à Conakry, de Gaulle a le sentiment d'être « enveloppé par l'organisation d'une république totalitaire »⁸⁹. Sékou Touré, président du Conseil du gouvernement, « jeune, brillant et ambitieux », selon les termes du Général, insiste sur le besoin de dignité et estime que le projet de Constitution n'est pas assez précis sur le « droit des peuples d'outre-mer à l'indépendance »⁹⁰. Le général de Gaulle tente dans un véritable plaidoyer en faveur du « Oui », afin de convaincre son auditoire, mais il ne sera pas entendu. La Guinée, le 28 septembre, est le seul territoire à répondre par la négative. Elle devient indépendante le 1^{er} octobre⁹¹. Lors de la dernière escale, à Dakar (27 août), des manifestants attendent le général de Gaulle. C'est là qu'il utilise une formule promise à un grand succès : « Je veux dire d'abord un mot aux porteurs de pancartes ».
- 35 Sur le fond, toutes les interventions du président du Conseil développent le même raisonnement, mais chacune d'entre elles est adaptée au public concerné. Leur analyse minutieuse montre que le style du général de Gaulle est inimitable et qu'il est, à l'évidence, le propre auteur de ses propos.

UN ÉCRIVAIN QUI S'ENGAGE

- 36 Le général de Gaulle considère, sans doute à juste titre, qu'il est le meilleur porte-parole de sa propre action et des projets du Gouvernement : « Il me faut voir et entendre, me faire voir et me faire entendre », rappelle-t-il dans ses *Mémoires d'espoir*⁹². Indépendamment de la tournée africaine évoquée ci-dessus, qui est également un véritable engagement, le discours du 4 septembre et diverses allocutions en métropole illustrent cette volonté.
- 37 Pour se rendre compte de la signification du discours du 4 septembre 1958, place de la République, il convient de se replonger dans les archives audio-visuelles⁹³. Même si la place n'était pas totalement pleine, la mise en scène exprime, encore plus que les textes eux-mêmes, ce que représentent la nouvelle Constitution et l'enjeu du référendum du 28 septembre⁹⁴. Après un discours profondément républicain de Jean Berthoin, ministre de l'Éducation nationale⁹⁵, André Malraux, fidèle à son style et à ses envolées⁹⁶, se fait le chantre de l'épopée française, dont le gaullisme n'est que l'incarnation la plus récente.

Alternant des propos presque murmurés et des morceaux de bravoure déclamés avec force, il fait appel aux grands noms de la Révolution et aux victoires inscrites dans le souvenir du roman national. N'hésitant pas à se situer sous le patronage de Danton et de Saint-Just, il glorifie la France libre et pose la question en ces termes : « Vous voterez pour la volonté de résurrection nationale ou pour l'effacement de notre pays... ». Dans les derniers instants de son propos, il s'inspire de Radio Londres (« Ici Paris ! Honneur et Patrie ! ») pour annoncer l'arrivée du général de Gaulle. À cet instant précis, le rideau s'écarte, la voiture du président du Conseil s'avance et le général de Gaulle, en civil, monte lentement les marches de la tribune, puis ouvre ses immenses bras pour former le V qui est à la fois la reproduction de celui qui encadre l'imposante statue des frères Morice et domine l'estrade, celui qui symbolise la V^e République et, celui plus classique, de la Victoire. Puis, après avoir salué de tous côtés le peuple et les autorités, il commence son discours⁹⁷.

- 38 Ce discours n'est certainement pas l'un de ceux où le général de Gaulle exprime avec le plus de finesse sa pensée constitutionnelle. Il s'agit d'une harangue destinée avant tout à frapper les esprits et à fournir un exposé des motifs à la Constitution⁹⁸. L'analyste de la pensée du Général y retrouve néanmoins, en raccourci, tous les ingrédients de sa synthèse historique personnelle. Si « l'Ancien Régime avait réalisé l'unité et maintenu l'intégrité de la France », c'est la République qui caractérise « la souveraineté du peuple, l'appel de la liberté, l'espérance de la justice ». Après 1870, « la République sut relever la France, reconstituer les armées, recréer un vaste empire, renouer des alliances solides, faire de bonnes lois sociales, développer l'instruction »⁹⁹. La critique de la IV^e République est rapidement dépassée pour mieux insister, d'une part, sur les conditions de retour au pouvoir (« C'est dans la légalité que moi-même et mon Gouvernement avons assumé le mandat exceptionnel d'établir un projet de nouvelle Constitution et de le soumettre à la décision du peuple »), d'autre part, sur l'environnement et le contenu de la Constitution.
- 39 Pour décrire la nouvelle architecture institutionnelle, le Général retrouve certains accents du discours de Bayeux, mais ne fournit pas un mode d'emploi très détaillé. Le Président de la République est cet « arbitre national » qui aura la charge d'« assurer le fonctionnement régulier des institutions, ayant le droit de recourir au jugement du peuple souverain, répondant, en cas d'extrême péril, de l'indépendance, de l'honneur, de l'intégrité de la France et du salut de la République ». Pour le reste, le Gouvernement doit gouverner, le Parlement, voter des lois et « représenter la volonté politique de la nation », « contrôler l'exécutif », mais « sans prétendre sortir de son rôle ». La conclusion est simple : « Telle est la structure équilibrée que doit revêtir le pouvoir. Le reste dépendra des hommes. »
- 40 La Communauté est présentée comme une construction permettant « à chaque territoire de devenir un État qui se gouvernera lui-même », étant entendu que les compétences les plus régaliennes et stratégiques « constitueront un domaine commun ».
- 41 Les dernières paroles, renforcées par un accompagnement physique adéquat, versent dans le lyrisme et ont vocation à dépasser les hésitations de ceux qui douteraient : « De tout mon cœur, au nom de la France, je vous demande de répondre : Oui ! ». En cas de réponse négative, « nous en reviendrons, le jour même, aux errements que vous savez ». Comme toujours, les derniers mots sont « Vive la République ! Vive la France ! ».

- 42 Au-delà de l'appel en faveur d'une constitution, le général de Gaulle vise à établir un lien direct et affectif entre le corps électoral et lui. De ce point de vue, son engagement est total.
- 43 Les déplacements, clairement à objectif référendaire, accomplis par le général de Gaulle les 20 et 21 septembre 1958 ne sont guère passés à la postérité¹⁰⁰. À Rennes et à Bordeaux, le 20, puis le lendemain à Strasbourg et à Lille¹⁰¹, il prend officiellement contact, pour la première fois depuis le 1^{er} juin, avec les provinces du pays. Ces visites-éclair lui permettent, après avoir rencontré les autorités et les élus, de s'exprimer rapidement et de demander une approbation « massive » du Oui¹⁰².
- 44 Le dernier acte de cette période est l'allocution prononcée le 26 septembre, l'avant-veille du référendum. Le général de Gaulle résume les arguments. Il indique qu'au-delà de « l'adoption formelle du texte, (il) s'agit du destin de la France »¹⁰³. Il confirme et conforte le lien quasi charnel qui doit exister entre le peuple et lui : « À chacune, à chacun d'entre vous, je confie le sort de la France ». *L'Année politique* indique que cette allocution a été « radiodiffusée », ce qui est certain. La chronologie figurant sur le site de la Fondation Charles-de-Gaulle mentionne une « allocution radiodiffusée et télévisée ». Les archives de l'INA le confirment et permettent d'ajouter que l'allocution a duré 5 minutes 30¹⁰⁴. De plus, les images montrent un De Gaulle prononçant son texte sur un ton assez paisible, mais forçant la voix et l'attitude pour le final. Il s'écrie alors : « Vive la République ! Vive la France ! »
- 45 Le 28 septembre, le résultat du référendum est sans appel : 80 % de participants, 85 % de « Oui » (sauf en Guinée)¹⁰⁵. Deux Français sur trois ont accepté à la fois la Constitution et De Gaulle. À la différence de 1946, la V^e République entre dans l'histoire avec une exceptionnelle légitimité populaire. Nul ne pourra le contester. La Constitution est promulguée le samedi 4 octobre, un mois après le discours de la place de la République, sous la signature de René Coty, avec le contreseing de Charles de Gaulle, président du Conseil des ministres, et de tous les membres du Gouvernement¹⁰⁶. Elle est publiée au *Journal officiel de la République française* le lendemain. Pour renforcer la solennité, Michel Debré apposera, le 6 octobre, le grand sceau de la République sur un exemplaire imprimé pour l'occasion par l'Imprimerie nationale et signé à nouveau par les mêmes responsables¹⁰⁷. Le travail de l'écrivain en chef est terminé. Commence maintenant la lourde charge de mettre en œuvre cette nouvelle charte fondamentale des institutions et des libertés.
- 46 Dans ses *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle reconnaîtra volontiers qu'il est satisfait de la nouvelle Constitution : « Ce qui va être fait, c'est en somme ce que l'on a appelé la Constitution de Bayeux... »¹⁰⁸. La vérité est un peu plus complexe. Il est exact que la primauté, exprimée à Bayeux, en faveur d'un chef de l'État garant de l'unité et de la continuité nationales a été transposée sans difficulté, même au-delà : le discours du 16 juin 1946 ne contenait rien sur le référendum, alors que cette possibilité est devenue un élément central du nouveau pouvoir d'arbitrage¹⁰⁹. Les idées avancées à Bayeux, et en creux à Épinal, n'étaient guère précises en ce qui concerne le Parlement ou l'évolution de l'Union française. Évidemment, la perspective d'un Conseil constitutionnel n'était pas du tout énoncée. Les premiers analystes de la Constitution du 4 octobre 1958 ont peiné à l'inscrire dans la typologie habituelle de la doctrine constitutionnelle. Le numéro spécial de mars 1959 de la *Revue française de science politique* illustre cette difficulté¹¹⁰. Pour Maurice Duverger, elle s'inscrit dans la filiation orléaniste avec un mécanisme de double confiance, de la part du chef de l'État et de la

part du Parlement, au profit du Gouvernement¹¹¹. Georges Burdeau observe que « dans l'immédiat, la seule affirmation qu'autorise l'observation objective, c'est que le changement de régime se traduit exclusivement par une modification des techniques gouvernementales »¹¹². Il considère, néanmoins, que « le trait essentiel de la Constitution de 1958 réside dans le rétablissement de l'État au rang des forces animatrices de la vie politique ». Il vise, en cela, le nouveau statut du président de la République.

- 47 D'autres commentateurs considèrent que « la Constitution ne présente aucune unité d'inspiration », dans la mesure où, d'une part, elle regroupe deux constitutions en une seule, celle de la République et celle de la Communauté, et où, d'autre part, les institutions de la République proviennent de quatre inspirations différentes : la pensée politique du général de Gaulle, la tradition démocratique et républicaine, l'héritage révisionniste des projets Gaillard et Pflimlin et les conceptions réalistes et techniques de Michel Debré¹¹³. Cette juxtaposition sera source de bien des divergences d'interprétation et donnera naissance à la célèbre doctrine des « deux lectures de la Constitution », mais permettra aux trois cohabitations de se dérouler sans incidents majeurs.
- 48 Que certains articles de la Constitution aient une tonalité plus gaullienne que d'autres relève d'une évidence. Dans un autre contexte, les articles 5, 11, 16 et 20 n'auraient pas été rédigés de la même manière. Les articles 23 et 25 n'auraient pas créé un régime d'incompatibilité entre les fonctions gouvernementales et le mandat parlementaire si le général de Gaulle n'en avait pas fait un des piliers de ses convictions et engagements. En revanche, il est aisé de relier beaucoup d'autres articles, soit à la tradition de 1875, soit au précédent de 1946, revu et corrigé par ceux qui en connaissaient parfaitement les défauts.
- 49 Il n'en demeure pas moins que, si le général de Gaulle n'a pas été la plume de la Constitution, sans lui, il n'y aurait pas eu de porte-plume.

NOTES

1. *L'Année politique 1946*, Versailles, Éd. du Grand Siècle, 1947, p. 534. Françoise DECAUMONT (dir.), *Le discours de Bayeux, hier et aujourd'hui*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM)-Economica, 1991, 250 p.

2. Le texte du discours d'Épinal n'est pas publié dans *L'Année politique 1946*, alors même qu'il est spécifié (p. 245) qu'il figure « dans l'appendice » et qu'il est qualifié « d'important ». Voir le texte en ligne : <http://mjp.univ-perp.fr/textes/degaulle29091946.htm>. Fondation Charles-de-Gaulle et alii, *Le discours d'Épinal. Rebâtir la République*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM)-Economica, 1997.

3. *L'année politique 1958*, Versailles, Éd. du Grand Siècle, 1959, p. 540.

4. La séance est levée à 21 h 25.

5. Tous les documents cités ici figurent dans le volume 1 des *Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958*, Paris, La Documentation française, 1987, p. 135 et

suiv. Le Conseil des ministres, qui adopte le projet de loi constitutionnelle, a lieu de 22 h à 22 h 45.

6. Il convient ici de rectifier certaines indications horaires figurant dans le *DPS 1* (p. 141-163). Selon les indications non pas du procès-verbal, muet sur ce point, mais d'une lettre du directeur des archives de l'Assemblée nationale, il est mentionné que la séance de la commission aurait commencé à 21 h 30. Cela n'est guère réaliste. Le Gouvernement a été investi à 21 h 15, le Conseil des ministres s'est réuni à 22 h ; à 23 h 20, une nouvelle séance de l'Assemblée nationale est ouverte pour prendre acte du dépôt du projet de loi constitutionnelle. Il est donc probable qu'il est au plus tôt 23 h 30 quand la commission des lois commence sa séance. Comme l'indique *L'Année politique 1958*, il y aura de « difficiles discussions en commissions et de multiples suspensions » (p. 72). Cela explique que le travail en commission ne se termine, le 2 juin, qu'à 19 h 15 (*DPS 1*, p. 163), avant que la séance plénière reprenne, en présence du général de Gaulle, à 21 h. La séance ne sera levée que le 3 juin à minuit 40.

7. Voir le récit de Raymond JANOT, *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, dir. Didier Maus et Olivier Passelecq, Paris, La Documentation française (« Les cahiers constitutionnels de Paris », I), 1997, p. 22.

8. Député du Dahomey.

9. *Journal officiel*, 4 juin 1958.

10. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. 1, p. IX.

11. Archives nationales, 2003.

12. Archives nationales, 2012.

13. La dénomination de cette instance n'est pas stable. Il est parfois fait état d'une « réunion interministérielle », d'autres fois d'un « conseil interministériel ». Peu importe. Il s'agit toujours de la même formation.

14. Voir Raymond JANOT, *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, *op. cit.*, p. 13.

15. Roger BELIN, 1958-1962. *Lorsqu'une République chasse l'autre. Souvenirs d'un témoin*, Paris, Éd. Michalon, 1999, 287 p. Voir également son témoignage dans *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, *op. cit.*

16. Maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller technique au cabinet du général de Gaulle en charge des questions constitutionnelles.

17. Odile RUDELLE, « Le rôle du général de Gaulle et de Michel Debré », dans *L'Écriture de la Constitution de 1958*, dir. D. Maus, L. Favoreu et J.-L. Parodi, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM)-Economica, 1992, p. 750-776.

18. Raymond Janot décrit ainsi les rôles respectifs du Général et de Michel Debré : « Dans le mouvement réciproque des pensées, la rationalisation est apparue au Général comme un complément de ce qu'il souhaitait pour le rôle du président de la République et, pour Michel Debré, le rôle du président de la République est apparu comme l'épanouissement, en même temps que la condition, d'un véritable parlementarisme rationalisé » (*Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, *op. cit.*, p. 21).

19. Voir *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, *op. cit.*, et le volume 5 des *Archives constitutionnelles de la V^e République* (Paris, La Documentation française, 2011) avec, notamment, les souvenirs de plusieurs membres du groupe de travail. Il est évident que les *Mémoires d'espoir* du général de Gaulle (dans l'édition La Pléiade, Paris, Gallimard, 2000) et les *Mémoires* de Michel Debré (tome II, Paris, Albin Michel, 1988) constituent également, au moins pour la présentation d'ensemble du paysage, des références incontournables.

20. Paris, Fayard, 2012.

21. Jean-Louis DEBRÉ, *Les Idées constitutionnelles du général de Gaulle*, Paris, LGDJ, 1974.

22. Discours à l'Albert Hall le 11 novembre 1941 : « L'article 2 de notre politique est de rendre la parole au peuple ».

23. Conseiller technique au cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'État, professeur à la faculté de droit de Nancy.
24. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 235.
25. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 241.
26. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 245.
27. Voir mon rapport, rédigé dans le même esprit que la présente communication : « L'élection du président de la République dans l'écriture de la Constitution de 1958 », dans *Mutations et évolutions des élections présidentielles. Le regard de l'histoire*, dir. S. Lamouroux et S. de Cacqueray, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM), 2012, p. 27-57.
28. Évoquant, dans ses *Mémoires d'espoir*, les différentes étapes de l'élaboration de la Constitution, le général de Gaulle conclut : « Dans aucune de ces discussions ne se dresse d'opposition de principe contre ce que j'ai, depuis longtemps, voulu. » (La Pléiade, 2000, p. 905).
29. Il faudra pourtant attendre la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 pour qu'un ancien ministre redevienne automatiquement, s'il le souhaite, député ou sénateur.
30. *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 29.
31. Voir les travaux préparatoires dans *Archives constitutionnelles de la V^e République*, op. cit., vol. 1, p. 70-103.
32. Voir la genèse du Conseil économique et social dans le livre publié par l'institution pour ses cinquante ans : *Conseil économique et social*, 1996. Voir Jean FRAYSSINET, *Le Conseil économique et social*, Paris, La Documentation française, 1996, 173 p. et Alain CHATRIOT, *La Démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil national économique, 1924-1940*, Paris, La Découverte, 2002, 419 p. Dans une petite brochure de 1934, éditée par Gallimard et publiée sous le titre *Plan du 9 juillet. Réforme de la France*, avec un avant-propos de Jules Romains, on trouve la proposition d'un Conseil national économique chargé d'un rôle consultatif sur tous les projets et propositions à caractère économique et financier (p. 25-26).
33. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 246.
34. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 299.
35. *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 32.
36. Selon Raymond Janot, le général de Gaulle renonce à cette idée du Sénat à trois sections « sous l'influence de tous ceux qui [l']entouraient au Gouvernement et à son cabinet » (*Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 32).
37. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 377.
38. Voir mon rapport : « Le Sénat », dans *L'Écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 415-457. Voir aussi Olivier PASSELECQ, « Les fausses pistes », *ibid.*, p. 60-62.
39. Voir le rapport très précis d'Alain PLANTEY, « L'outre-mer et la Constitution », dans *L'Écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 731-748, et son témoignage dans *Archives constitutionnelles de la V^e République*, op. cit., vol. 5, p. 167-197.
40. Voir le discours sur le site <http://mjp.univ-perp.fr/textes/degaulle30011944>.
41. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 247.
42. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 281.
43. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 278.
44. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 514.
45. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 493.
46. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 515.
47. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. II, p. 121.
48. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. II, p. 198-200.
49. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. II, p. 305-312. Cette séance du 8 août après-midi constitue l'un des temps très forts de l'élaboration de la Constitution, le seul où le général de Gaulle explique, dans le huis-clos du Comité, les intentions du Gouvernement et où il doit répondre à des observations, voire, parfois, à des objections.

50. Président du Gouvernement de Madagascar.
51. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. II, p. 605-611.
52. *Commentaires sur la Constitution du 4 octobre 1958*, Paris, La Documentation française, (« Notes et études documentaires », n° 2530, 11 avril 1959), 1959 ; *Documents pour servir...*, op. cit., vol. IV, p. 199. On sait désormais que l'auteur de ces *Commentaires* n'est autre que Raymond Janot (*Documents pour servir...*, op. cit., vol. IV, p. 156).
53. Jean Mamert confirme que « le Général est peu intervenu sur le titre V » (*Archives constitutionnelles de la V^e République*, op. cit., vol. 5, p. 124 et suiv).
54. *Mémoires d'espoir*, Paris, Gallimard (« La Pléiade »), 2000, p. 903.
55. *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 905.
56. *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 905. À propos de l'équipe des collaborateurs de Michel Debré, il serait plus exact d'écrire : « tirée très majoritairement du Conseil d'État », pour ne pas oublier les autres (François Luchaire, Jean Foyer, notamment).
57. *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 907.
58. Michel DEBRÉ, *Trois Républiques pour une France*, t. II, Paris, Albin Michel, 1988, p. 348.
59. *Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 349.
60. *Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 353.
61. Michel Aurillac, auditeur au Conseil d'État [*Archives constitutionnelles de la V^e République*, op. cit., vol. 5, p. 7].
62. Michel Debré confirme également ce qui se constate dans les archives : s'il existe des procès-verbaux de ces deux réunions, il n'y en aura plus par la suite pour « éviter toute indiscrétion et aussi les inutiles débats sur le procès-verbal » (*Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 355).
63. *Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 356-357.
64. *Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 356-357.
65. *Trois Républiques pour une France*, op. cit., p. 356-357.
66. Les réunions ont en général lieu après le dîner dans le bureau du général de Gaulle. Il est possible que quelques autres réunions aient lieu, mais aucun document ne permet de l'affirmer.
67. Auditeur au Conseil d'État, conseiller technique, chargé de mission au cabinet de Michel Debré.
68. Témoignage de Jean Mamert, *Archives constitutionnelles de la V^e République*, op. cit., vol. 5, p. 141, où il évoque de manière très vivante les conditions de travail des reclus et les précautions prises pour le retour du texte à Paris.
69. Maître des requêtes au Conseil d'État. Très proche de Michel Debré, Jérôme Solal-Céligny joue un rôle essentiel tout au long de l'été 1958. Ses archives, déposées au Conseil d'État, constituent l'un des fonds essentiels pour la connaissance de l'élaboration de la Constitution (*Documents pour servir...*, op. cit., vol. III, p. 749).
70. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 429 et suiv.
71. Sous le n° 6405.
72. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 473.
73. Arch. nat., 5 AG 1/1680. Ce document a été imprimé par les soins de l'Imprimerie des Journaux officiels. Il est connu sous le titre de « Livre rouge » en raison de la couleur de sa couverture. Il n'a été distribué qu'aux membres du Comité consultatif constitutionnel, aux ministres concernés et aux membres du groupe de travail. Par un heureux concours de circonstances, l'auteur de ces lignes en possède un exemplaire.
74. *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 25.
75. *Témoignages sur l'écriture de la Constitution de 1958*, op. cit., p. 29.
76. Le procès-verbal du Conseil précise bien que le projet a été débattu « sur proposition du Garde des sceaux, ministre de la Justice » (*Documents pour servir...*, op. cit., vol. III, p. 593). Trente articles ont fait l'objet de modifications, à chaque fois de détail (*ibid.*).

77. Le carton d'invitation pour la cérémonie de la place de la République indique qu'il s'agit de « la cérémonie commémorative de la proclamation de la République » et que « le général de Gaulle, chef du Gouvernement, [y] présentera le projet de Constitution qui sera soumis à l'approbation du peuple français... (*Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. III, p. 594-595). On remarque que le général de Gaulle, qui a certainement validé les termes de l'invitation, n'est pas qualifié de « président du Conseil », mais de « chef du Gouvernement », expression qui n'est pas conforme à l'orthodoxie de la Constitution de 1946.

78. *L'Année politique 1958*, p. 108.

79. *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*, p. 906.

80. Sur l'écriture de l'article 16, voir Didier MAUS, « L'écriture de l'article 16 de la Constitution française de 1958 : une « constitution » pour une crise ? », dans *Gouvernance, risques et crises*, dir. Ali Sedjari, Paris, L'Harmattan, 2012.

81. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. II, p. 299-312.

82. *Avis et débats du Comité consultatif constitutionnel*, Paris, La Documentation française, 1960.

83. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. II, p. 751-762.

84. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. II, p. 309.

85. Maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller technique au cabinet de Bernard Cornut-Gentille, ministre de la France d'outre-mer.

86. Voir le témoignage d'Alain Plantey, *Archives constitutionnelles de la V^e République*, *op. cit.*, vol. 5, p. 173 et suiv.

87. *L'Année politique 1958*, p. 102. Toutes les citations, à l'exception de celle de Fort-Lamy (*ibid.*, p. 102), proviennent des textes des allocutions reproduits dans ce volume, p. 546 et suiv.

88. Le général de Gaulle retrace, à sa manière, mais de façon détaillée, ce voyage (voir *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*, p. 924-928).

89. *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*, p. 926.

90. Alain Plantey évoque de manière détaillée les difficiles relations entre les trois principaux responsables africains (Félix Houphouët-Boigny, Léopold Sédar Senghor et Sékou Touré) : « Dès lors qu'Houphouët annonçait qu'il était dans le Gouvernement, Sékou Touré, comme Senghor d'ailleurs, se considéraient dans l'opposition » (*Archives constitutionnelles de la V^e République*, *op. cit.*, vol. 5, p. 178). Senghor, pour bien affirmer sa position, n'est pas présent à Dakar le 27 août (*ibid.*).

91. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. III, p. 692.

92. *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. III, p. 924.

93. <http://www.ina.fr/fresques/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00020/discours-place-de-la-republique>.

94. Voir, dans *L'Année politique 1958*, l'analyse de la cérémonie, avec notamment les contre-manifestations organisées par le Parti communiste (p. 108). Le rédacteur note que « la cérémonie a toujours gardé un ordre parfait, une solennité un peu froide ». L'auteur de la présente contribution se souvient que, le lendemain, un ami de sa famille a évoqué « une place qui n'était pas pleine ».

95. Pour les textes des discours, voir *Documents pour servir...*, *op. cit.*, vol. III, p. 596-602. La vidéo de l'INA ne contient pas le discours de Jean Berthoin. Jean Berthoin, membre du Parti républicain radical et radical-socialiste, est sénateur de l'Isère.

96. André Malraux s'écarte peu de son texte écrit.

97. Le film montre qu'il sort quelques feuillets de sa poche et place ses lunettes de manière à pouvoir les utiliser. Il n'en aura pas besoin.

98. Une version légèrement corrigée, considérée comme authentique, sera adressée à tous les électeurs.

99. Le rythme ternaire de l'expression du général de Gaulle a souvent été souligné, par exemple dans l'illustration citée ci-dessus de la trilogie républicaine. Ici, il n'y déroge point, mais le multiplie par deux pour mieux insister sur l'immense œuvre de la III^e République.

100. *L'Année politique* 1958, p. 116.

101. Lille, ville natale du général de Gaulle.

102. L'auteur des *Mémoires d'espoir* considère qu'il a ainsi senti « se lever une vague immense d'approbation » (p. 907).

103. *L'Année politique* 1958, p. 552.

104. www.ina.fr/histoire-et-conflits/decolonisation/video/CAF90042975/declaration-du-general-de-gaulle-du-26-septembre-1958. Rappelons qu'il n'existe en France à cette date qu'entre 700 000 et 1 000 000 de téléviseurs et que le général de Gaulle fut, le 12 juin précédent, le premier homme politique français à prononcer une allocution à la télévision. Si De Gaulle, fort de son expérience de la radio de Londres, entrevoit l'influence potentielle de ce média, il est significatif que, dans les entretiens qui sont tenus, à sa demande, par Raymond Janot avec des représentants de la presse entre le 5 et le 10 septembre, il n'y a aucun représentant de la télévision (*DPS* IV, p. 1-153).

105. *L'Année politique* 1958, p. 118.

106. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. III, p. 693-719.

107. *Documents pour servir...*, op. cit., vol. III, p. 739. Sur la notion d'original de la Constitution, voir ma contribution : « À la recherche de l'original de la Constitution de 1958... », dans *Mélanges Patrice Gélard, Droit constitutionnel*, Paris, LGDJ-Montchrestien, 1999, p. 251 et suiv.

108. *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 905.

109. Sur les interprétations possibles de la notion « d'arbitrage », voir la note de Raymond Janot du 16 juin 1958, qui souligne : « Certes, un arbitre n'est pas un partisan. Mais ce n'est pas non plus un spectateur » (*Documents pour servir...*, op. cit., vol. I, p. 257).

110. *Revue française de science politique*, vol. IX, n° 1, mars 1959. C'est dans ce numéro qu'est publié, pour la première fois, le discours prononcé par Michel Debré devant l'assemblée générale du Conseil d'État, le 27 août 1958, texte qui demeure le seul véritable exposé détaillé des motifs de la Constitution. Il est également intéressant de relire dans ce numéro l'article de François Goguel, secrétaire général du Conseil de la République, sur « L'élaboration des institutions dans la Constitution du 4 octobre 1958 » (p. 67-86). On y retrouve la trace de nombre de documents, situations et comportements qui seront confirmés par la publication, bien longtemps après, des *Documents pour servir à l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958*.

111. *Revue française de science politique*, vol. IX, n° 1, mars 1959, p. 101 et suiv.

112. *Revue française de science politique*, vol. IX, n° 1, mars 1959, p. 87 et suiv.

113. Marcel PRÉLOT, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, 3^e éd. (la première après 1958), Paris, Dalloz, 1963, p. 562.

INDEX

Mots-clés : Communauté, constitution de la Ve République, Debré (Michel), fonctionnement des institutions, Parlement, pouvoir exécutif, pouvoir législatif, réforme des institutions, Assemblée nationale, Premier ministre français, référendum de 1958, Sénat, suffrage universel, territoires d'outre-mer

AUTEUR

DIDIER MAUS

Ancien conseiller d'État, ancien rapporteur général de la Commission des archives constitutionnelles de la V^e République, président émérite de l'Association internationale de droit constitutionnel

Que nous apprennent les archives présidentielles sur la notion d'offense au président de la République ?

Olivier Beaud

Qu'il me soit permis d'adresser mes plus vifs remerciements et toute ma gratitude à M^{me} Nicole Even, conservateur aux Archives nationales, qui m'a guidé dans mes recherches sur les offenses au chef de l'État et qui m'a permis d'accéder aux documents qui sont la matière de cet article.

- 1 Si l'on a reparlé récemment du délit d'offense au président de la République et qu'un ouvrage a été publié au titre évocateur *De voyou à pov'con*¹, c'est uniquement parce qu'un épisode de la turbulente période sarkozyste de la V^e République l'a exhumé. On a pu lire, dans les journaux ou les revues juridiques, l'affaire de ce militant du Front de gauche brandissant, à Laval, devant le cortège présidentiel une affichette sur laquelle était inscrite l'expression de « *Casse-toi pov'con* », devenue fameuse depuis qu'elle fut employée par le président de la République à l'encontre d'un visiteur du Salon de l'agriculture². Ce citoyen en colère contre le Président Sarkozy ignorait probablement qu'il encourrait les foudres de la loi pour avoir ainsi interpellé le chef de l'État. Le Parquet a cru bon de lui rappeler qu'il existait en France un délit pénal dénommé « offense au président de la République » (parfois appelé aussi offense au chef de l'État), prévu par l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 et l'a poursuivi pour ce motif. Les juges du tribunal correctionnel de Laval l'ont condamné, par jugement du 23 octobre 2008, à « une amende de principe de 30 euros avec sursis »³, alors qu'il encourrait une peine maximale de 45 000 euros. Cette condamnation, confirmée par la cour d'appel d'Angers, est devenue définitive depuis que la Cour de cassation a rejeté son pourvoi le 29 septembre 2009. Le manifestant de Laval a déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg pour violation de la liberté d'expression, garantie par l'article 10 de la Convention, mais la Cour n'a toujours pas tranché cette affaire.

- 2 Quoi qu'il en soit, à l'occasion de l'affaire de Laval, l'opinion publique, informée par la presse, a découvert ou redécouvert le délit d'offense au chef de l'État, tombé dans l'oubli depuis 1974, date de l'arrivée au pouvoir de V. Giscard d'Estaing, qui renonça à s'en prévaloir, comme ses deux successeurs immédiats. Ce délit est prévu par l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 dont le premier alinéa, tel qu'il a été modifié en 2002, dispose : « L'offense au président de la République par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 est punie d'une amende de 45 000 euros »⁴. Dans sa version initiale de 1881, le délit pénal d'offense était punissable d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende dont le montant maximal a sans cesse diminué. Mais, on ne peut pas comprendre cet article 26, et donc le délit d'offense, sans faire référence à l'article 23, auquel il renvoie ; il énumère la longue liste des « moyens » par lesquels le délit peut être constitué. Il s'agit en effet des « discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique ». Le dernier moyen de diffusion invoqué par l'article 23 prouve que la loi a su s'adapter aux moyens modernes de communication, mais la lecture de la liste indique aussi que le délit d'offense déborde assez largement le simple cadre de la presse *stricto sensu*. Une injure publiquement adressée au président de la République, lors de son passage dans la rue, relève des « discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics » et donc de la qualification juridique d'offense : elle est donc pénalement répréhensible.
- 3 Toutefois, le délit d'offense n'a pas bonne réputation parce qu'il est souvent assimilé à un *délit d'opinion*. Ses adversaires n'ont pas manqué tout au long de son histoire de dénoncer le risque d'un contrôle politique de l'opinion. On ne compte plus les textes – livres ou articles – dans lesquels l'offense au président de la République est présentée comme la « forme moderne »⁵ de l'ancien crime de lèse-majesté, ce crime représentant l'arbitraire par excellence. Tel était déjà le *leitmotiv* du chapitre particulièrement caustique que François Mitterrand a consacré aux offenses dans *Le Coup d'État permanent*, son vigoureux pamphlet contre le régime gaulliste, publié en 1964, dans lequel le député d'opposition d'alors critique vertement la multiplication des poursuites pour ce chef d'infraction. Il se gausse du pouvoir gaulliste qui a poursuivi pour offense un quidam ayant crié « hou hou ! » lors du passage du général de Gaulle remontant les Champs-Élysées.
- « Pour ce “hou hou”, la police l'a interpellé, arrêté, questionné ; la justice l'a inculqué et condamné. Les mauvais esprits qui apprendront l'aventure l'absoudront-ils en prétendant qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat ; sans doute, les indulgents qualifieront-ils sa brève interjection de déplaisante ou pire d'irrespectueuse, mais les honnêtes gens sauront qu'un pays capable de punir “hou hou” de 1000 francs d'amende est un pays défendu contre l'anarchie, contre le terrorisme, contre le régicide, bref, contre l'antigaullisme spontané, exclamatif et impudique qui ose se livrer à d'intolérables débordements au beau milieu de la voie publique.»⁶
- 4 On voudrait ici dépasser le propos polémique de celui qui fut un opposant politique à De Gaulle et tenter de comprendre la signification et la portée de ce recours fréquent au délit d'offense pendant la période gaullienne de la V^e République, c'est-à-dire pendant les dix années (1959-1969) où le général de Gaulle a été le président de la République française. Une telle compréhension suppose d'abord une connaissance précise du

phénomène étudié, qui est rendu aujourd'hui possible par l'inventaire des archives présidentielles effectué par Nicole Even et son équipe, grâce auquel les chercheurs peuvent repérer facilement les fonds exclusivement consacrés aux offenses - les articles 5 AG 1/2103 et suivants. Toutefois, pour saisir l'intérêt de ceux-ci, il faut d'abord dresser l'état des lieux antérieur, rechercher donc ce que nous apprennent les sources secondaires sur les offenses au chef de l'État, pour ensuite, en les comparant aux sources archivistiques, relever ce que celles-ci nous apprennent de plus.

L'état de la question : ce que les sources secondaires nous apprennent des offenses à De Gaulle

- 5 Les premières années de la V^e République ont vu, entre 1959 et 1968, se multiplier les poursuites et condamnations pour offenses au chef de l'État, c'est-à-dire au Président de Gaulle. Les circonstances politiques et constitutionnelles expliquent l'inflation de ce contentieux pénal, jusqu'alors passé inaperçu, à tel point que certains pensaient que l'article 26 de la loi de 1881 était presque tombé en désuétude.
- 6 Mais quand est adoptée la Constitution de 1958, les choses changent, tant en raison de la nouvelle configuration institutionnelle que de la personnalité du général de Gaulle et des circonstances politiques très troublées. En effet, comme on le sait, la V^e République consacre l'existence, par la voie, tant de la constitution écrite du 4 octobre 1958 que par la pratique gaullienne, d'un *président de la République qui gouverne*. Alors que le texte constitutionnel prévoyait une dyarchie au sein du pouvoir exécutif avec, d'un côté, le chef de l'État qui était l'arbitre national (art. 5) et, de l'autre, le Premier ministre qui était le chef du Gouvernement (art. 20), l'interprétation faite par les acteurs politiques a rapidement fait du Président de la République l'autorité politique prédominante, l'arbitre s'étant mué en « capitaine », selon la formule de Jean Massot. Dès lors, le chef de l'État s'expose davantage à la critique politique dans la mesure où il devient le *leader* politique du pays. Or, le délit d'offense prévu par l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 s'appliquait initialement au président de la III^e République, celui qui, depuis la fameuse déclaration Grévy de 1879, contrecoup de l'épisode Mac-Mahon et de la crise du 16 mai 1877, n'avait plus de pouvoir politique. Pourtant, malgré les revendications des avocats exprimées à l'occasion de leurs plaidoiries dans les premiers procès pour offense, dès 1959 donc, déclarant un tel texte inapplicable en raison du changement de Constitution, la Cour de cassation considèrera - à tort selon nous - que l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 continue à être applicable dans les nouvelles circonstances de droit provoquées par le changement de Constitution, par l'émergence de la Constitution du 4 octobre 1958⁷.
- 7 Par ailleurs, les circonstances politiques sont extrêmement difficiles. En effet, la gravité de la crise provoquée par la guerre d'Algérie, dont l'intensité a polarisé les extrêmes, a placé le général de Gaulle en position délicate notamment par rapport à certains de ses anciens soutiens. Ce lien entre la multiplication des offenses et la dramatisation de la situation algérienne a été relevé par pratiquement tous les observateurs⁸, tout comme a été établi le lien entre la guerre d'Algérie et la multiplication des saisies de journaux par le pouvoir. Il n'est pas anodin de remarquer qu'un des premiers procès pour offense a concerné un soldat, jeune parachutiste, qui, en février 1959, dans le métropolitain parisien (à la station Nation), s'était exclamé : « le général de Gaulle préfère libérer les fellagas et poursuivre les patriotes et les libérer que de laisser tranquilles les vrais

Français »⁹. De même, en 1962, un officier radio de la marine marchande fut condamné à quatre mois de prison avec sursis et surtout subit un mois de détention préventive, pour avoir, dans un restaurant à Tarbes, dessiné sur la nappe en papier de sa table un général à deux étoiles pendu à une potence et accompagné de la légende suivante : « Telle est la fin de De Gaulle. Vive Salan ! »¹⁰. De là est né un contentieux abondant sur les offenses au chef de l'État, qui a fini par susciter la curiosité de certains observateurs, la plupart du temps des juristes, mais aussi de journalistes directement concernés par ce qu'on appellera plus loin la répression judiciaire. Une littérature relative aux offenses s'est développée, dont il nous faudra rendre compte car elle est peu connue. C'est à travers elle qu'on peut tenter de connaître l'ampleur du phénomène, c'est-à-dire l'importance quantitative du contentieux pénal entraîné par les poursuites du Parquet à l'égard des « offenseurs », ceux qui ont offensé De Gaulle.

État de la littérature

- 8 Les offenses au président de la République n'ont globalement guère attiré l'attention des universitaires, et en particulier des juristes. On trouvera peu d'explications détaillées dans les ouvrages de droit constitutionnel ou de droit pénal, probablement parce que la matière est à cheval entre le droit constitutionnel (statut du chef de l'État) et le droit pénal (c'est un délit, une infraction pénale). En revanche, il existe trois thèses de doctorat en droit consacrées à cette question : deux sont des thèses de droit public et la troisième d'histoire du droit. Elles ont toutes trois la particularité de ne pas avoir été publiées, de sorte qu'elles sont peu connues, rarement mentionnées, sinon jamais, dans les manuels de droit. La première thèse de droit public rédigée par Jean-Jacques Becuwe porte spécifiquement sur *Le Délit d'offense au chef de l'État* et a été soutenue à Lille en 1968¹¹. Elle contient notamment de très bons aperçus sur la notion juridique d'offense et sur l'histoire du délit au XIX^e siècle. Elle est informée sur la V^e République, mais, malheureusement, elle est loin d'être exhaustive sur les cas d'offenses à De Gaulle. Un peu plus riche sur la V^e République est la thèse de Jean-Claude Broutin qui porte un titre différent : *La Protection du chef de l'État contre la polémique*¹². Datant de 1974, elle couvre plus d'années et notamment les années Pompidou, et elle contient l'exposé de certains cas intéressants sous De Gaulle. En revanche, elle est beaucoup moins érudite du point de vue historique¹³. Ces deux travaux scientifiques sont passés largement inaperçus et sont rarement cités dans les travaux de synthèse sur l'offense. Néanmoins, on observera que l'ouvrage récent du journaliste Raphaël Meltz, *De voyou à pov'con*¹⁴, - ouvrage que l'on peut décrire comme destiné au « grand public » - utilise beaucoup la thèse de Jean-Claude Broutin¹⁵. Enfin, il convient de citer la thèse d'histoire du droit de Katherine Driget, intitulée *Étude législative et jurisprudentielle du délit d'offense au chef de l'État en droit français (1819-1974)*¹⁶, non publiée, qui contient des éléments fort intéressants sur le XIX^e siècle, mais qui concerne assez peu la période gaulliste malgré son titre. À ces trois thèses, il faut ajouter un excellent mémoire de DES de science politique rédigé par Bernard Pomel et soutenu en 1967 à Lyon. Ce travail est notamment très précieux pour l'analyse détaillée et minutieuse de la jurisprudence de la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine¹⁷. Son auteur souligne le manque d'informations données sur ces procès par le Parquet et s'étonne aussi de la faible propension des directeurs de journaux à répondre à son enquête. Mais, quelles que soient les qualités de ces travaux, ils ont un défaut majeur : leur absence de visibilité, due au fait qu'ils n'étaient pas publiés.

- 9 Du point de vue académique, l'étude de référence est l'article de synthèse du professeur Jacques Georgel, paru en 1976 dans la *Revue administrative*¹⁸. Cet article n'est pas seulement une histoire du délit d'offense depuis la III^e République, au moment où le nouveau président, Valéry Giscard d'Estaing, renonçait à l'utiliser ; c'est aussi une synthèse des principaux problèmes de droit constitutionnel créés par l'utilisation de cet article 26 à l'époque gaullienne. L'auteur pose, en effet, de manière très claire le grave problème de l'anachronisme d'un tel délit d'offense sous un régime censé être démocratique comme l'est la V^e République. Toutefois, cette brillante exception ne fait que confirmer la règle, à savoir le faible intérêt de la doctrine juridique, constitutionnelle et pénale, envers ce délit politique qu'est l'offense¹⁹.
- 10 Pour compléter la littérature scientifique, partielle sur certains points relatifs à la V^e République, il faut se tourner vers le témoignage des *acteurs* de cette histoire. Parmi ceux-ci figurent, au premier rang, les « décideurs », c'est-à-dire les hommes politiques ou hauts fonctionnaires qui ont eu, au sein de l'État, le devoir de suivre ces affaires d'offenses à De Gaulle. Sur ce point, les recherches s'avèrent souvent décevantes. Ainsi, les mémoires d'hommes politiques sont quasiment muettes à ce sujet. Il n'y a pas, à notre connaissance, de mention des offenses dans les *Mémoires d'espoir* du général de Gaulle, ni dans les différents écrits de Georges Pompidou²⁰. Par ailleurs, dans ses *Mémoires*, Jean Foyer consacre une partie entière de son livre à son activité de Garde des sceaux (1962-1969)²¹, à l'époque où les procès pour offenses furent florissants. Il ne les mentionne jamais, alors qu'il eut pourtant pour devoir d'État de s'en occuper régulièrement. Il se concentre sur « la répression du putsch d'Alger et de l'OAS », à laquelle il consacre de longues pages²² et qui fut effectivement à cette époque la grande affaire politico-judiciaire. Tout aussi muet sur la question des offenses est, dans ses *Mémoires*, l'ancien secrétaire général de la présidence de la République, Bernard Tricot²³. Quant à Étienne Burin des Rozières²⁴, prédécesseur de Tricot dans ce poste capital pour les offenses, qui fut l'homme déterminant dans le traitement des offenses entre 1962 et 1967, il n'a jamais voulu écrire ses *Mémoires* ; par ailleurs, dans son livre sur l'année 1962, il n'évoque jamais cette question des offenses au chef de l'État et se concentre sur la résolution de la guerre algérienne. De ce point de vue, les sources sont très peu satisfaisantes, de sorte que c'est à ce sujet des décideurs politiques que les archives présidentielles 5 AG 1 constituent un apport décisif à la connaissance du phénomène.
- 11 En réalité, les acteurs les plus diserts furent les avocats des prévenus, qui étaient d'ailleurs le plus souvent des avocats militants, souvent proches de l'extrême-droite ou favorables à l'Algérie française. Le nom le plus marquant à l'époque était Jean-Louis Tixier-Vignancour, non seulement flamboyant avocat, mais aussi homme politique d'extrême-droite, député des Basses-Pyrénées²⁵. À son nom, il faut associer celui de Jacques Isorni, l'avocat de Pétain²⁶, ancien député sous la IV^e République. Un peu différent est le cas de Jean-Marc Varaut, qui fut l'avocat le plus sollicité pour défendre les prévenus et qui fut l'un des plus brillants avocats de sa génération, devenu célèbre à la fin de sa carrière en raison du procès de Maurice Papon dont il assura la défense. Les avocats de la défense, toutes tendances politiques confondues, n'ont pas cessé de dénoncer l'illibéralisme de ces poursuites. Leur témoignage est d'intérêt variable, tant leurs idées politiques peuvent affecter leur objectivité. C'est le cas notamment des *Mémoires* de Tixier-Vignancour et de Jacques Isorni, ces deux avocats ayant connu eux-mêmes la condamnation pénale pour offense envers le Président. Beaucoup plus fiable

et plus intéressant est le témoignage, dans ses *Mémoires interrompus*, de Jean-Marc Varaut, qui consacre un chapitre aux offenses au chef de l'État. Il y dénonce, comme dans ses plaidoiries de l'époque, l'anachronisme d'un délit créé à l'époque d'une présidence « faible » de la République :

« Au lieu de régner sans gouverner, il régnait et il gouvernait. En maintenant l'article 26 dans sa formulation de 1875, le pouvoir politique faisait de l'opposition à la politique voulue et conduite par le général de Gaulle une offense à sa personne. Toute critique un peu vigoureuse devenait outrage. Le rôle de la 17^e fut alors comme le *Who's who* de l'opposition. C'est ainsi que j'ai plaidé pour l'écrivain Jacques Perret, l'auteur du *Caporal épinglé* et de la *Bande à part*, pour l'historien et démographe Philippe Ariès, pour le philosophe Pierre Boutang, directeur de la *Nation française*, et pour la *Nation française*, pour Philippe Tesson, directeur de *Combat*, avant de l'être du *Quotidien de Paris*, pour Philippe Héduy, directeur de l'*Esprit public*, et pour l'*Esprit public*, pour Gwén-Aël Bolloré, président des Éditions de la Table ronde, qui avait quitté sa Bretagne à 17 ans pour rejoindre Londres en radeau avant de débarquer le 6 juin sur les plages de Normandie, pour Roland Laudenbach, le directeur de la maison, mon ami fraternel, pour Jacques Laurent, dont j'évoquerai plus loin le procès, pour mon confrère Jacques Isorni, pour Henri Lémery, ministre sous Clemenceau, Doumergue et Pétain, à cause de ses *Souvenirs*, pour M^{me} Paul Lévy et son hebdomadaire *Aux écoutes*, pour François Fonvielle-Alquier, auteur d'un livre intitulé précisément *Faut-il apprendre l'irrespect ?*, pour le pamphlétaire André Figueras et quelques autres. »²⁷

- 12 Enfin, parmi les témoignages publiés, figure celui d'un magistrat qui a eu l'occasion de siéger dans des procès pour offenses. La chose mérite d'être notée car rares sont les cas où des magistrats du siège s'expriment à propos des affaires dont ils ont eu à traiter. Le témoin n'est pas n'importe qui, puisqu'il s'agit d'André Giresse, qui finit sa carrière comme président de la cour d'assises de la Seine. Bien qu'il fût, sous la IV^e et aux débuts de la V^e République, fervent mitterrandien, il devint, une fois les socialistes arrivés au pouvoir en 1981, un opposant farouche au Garde des sceaux de l'époque (R. Badinter), car il était favorable au maintien de la peine de mort ; il acheva d'ailleurs son engagement politique en soutenant le Front national. Il a rédigé ses souvenirs dans un livre fortement polémique : *Seule la Vérité blesse. L'honneur de déplaire*²⁸. Même s'il convient de lire cet ouvrage avec précaution, tant l'auteur se donne le beau rôle et fait jouer le mauvais à ses anciens collègues, il contient deux chapitres où l'ancien président de la cour d'assises raconte son expérience comme juge assesseur, en 1963 et 1964, à la XVII^e chambre correctionnelle de la Seine, compétente pour juger des offenses. Dans son livre, il accuse le pouvoir gaulliste d'avoir instrumentalisé la justice au profit de la répression des ennemis du pouvoir et donne quelques exemples très significatifs et vivants, d'une part, sur la manière dont ce tribunal jugeait et, d'autre part, sur l'étroite surveillance exercée sur les membres de celle-ci par le redoutable et colérique procureur général de Paris de l'époque²⁹. Son témoignage mériterait d'être confronté avec d'autres sources, mais c'est une source quand même très précieuse³⁰.
- 13 Le témoignage de ces acteurs peut être utilement complété par celui des observateurs. De ce point de vue, on ne saurait assez souligner l'intérêt de l'ouvrage publié à compte d'auteur (et donc peu connu), de l'ancien chroniqueur judiciaire du journal *L'Aurore*, Robert Cario. Ce dernier eut, à ce titre, la chance de suivre plusieurs de ces procès. Son titre est : *Le Général en correctionnelle*, et il est accompagné par un sous-titre ironique, *Le chef d'État le plus offensé du monde*. Il est, sans conteste, une mine d'informations, qui présente le grand mérite de présenter des cas allant au-delà des affaires un peu médiatiques que l'on cite toujours quand on évoque les offenses, comme les procès faits

à Jacques Laurent, Jacques Isorni (l'avocat de Pétain) ou Alfred Fabre-Luce. Il « ratisse » plus large, en examinant les procès ayant eu pour prévenus des écrivains, journalistes ou caricaturistes moins connus ou encore – de façon encore plus intéressante – des hommes de la rue ayant, à Paris ou en province, publiquement offensé De Gaulle³¹. On y apprend par exemple que le jeune Faurisson (le futur négationniste) fut condamné en 1962 pour offense au chef de l'État pour avoir proféré des imprécations contre le général de Gaulle lors de son audition par un juge d'instruction pour une autre affaire, juge qui le plaça d'ailleurs sous mandat de dépôt³². Enfin, ce livre pallie l'absence de publication de ces décisions judiciaires dans les revues juridiques et constitue parfois une source documentaire de premier plan, car le chroniqueur judiciaire rend compte parfois des audiences et donne des détails très significatifs sur tel ou tel procès.

- 14 Toutefois, malgré son indéniable apport, ce livre souffre d'un évident parti-pris anti-gaulliste qui en rend la crédibilité parfois douteuse. Il ne peut pas prétendre, en tout cas, constituer un ouvrage d'histoire selon les canons scientifiques modernes où un minimum d'objectivité scientifique est requis. Cette partialité apparaît évidente au regard de différents éléments. L'ouvrage est d'abord préfacé de façon élogieuse par un polygraphe d'extrême-droite, André Figuéras, dont la prose est aussi lourde qu'agressive³³. Son titre – *Le Général en correctionnelle* – est volontairement trompeur, laissant penser que De Gaulle est une des parties au procès, ce qui est juridiquement inexact³⁴. En outre, Cario passe souvent sous silence l'identité des personnes poursuivies, alors que leur biographie est éclairante. Par exemple, quand il dénonce ironiquement le traitement infligé au livre, *Journal d'un embastillé*, il omet de préciser que son auteur, Coral, est le pseudonyme de Jacques de Larocque-Latour qui fut emprisonné en raison de sa participation à l'OAS et qui écrivit cette sorte de bande-dessinée en prison³⁵. Enfin, et surtout, le livre a pour principal ressort la volonté de dénoncer, voire de ridiculiser, le général de Gaulle et le pouvoir gaulliste qui auraient eu le tort de poursuivre systématiquement ses opposants. Se fondant sur les amendes pour offense acquittées par ces divers journaux ou revues, l'auteur considère que la profession des journalistes fut victime « d'une nouvelle inquisition »³⁶ et il qualifie les juges ayant prononcé certaines sanctions de « censeurs judiciaires de la V^e »³⁷. Ces doutes sur l'objectivité de l'auteur sont confirmés par un fait soigneusement passé sous silence par le principal intéressé : Robert Cario omet de préciser qu'il était en 1962 le chroniqueur judiciaire de la revue *Esprit public*, la revue intellectuelle de l'extrême-droite, qui fut parfois saisie, parfois condamnée pour offense, en raison du ton très violent de certains de ses articles hostiles à De Gaulle. Loin d'être écrit par un spectateur impartial, *Le Général en correctionnelle* est donc de la plume d'un journaliste militant très engagé dans l'anti-gaullisme. Ainsi, si cet ouvrage constitue une source documentaire de première main, il doit être interprété avec beaucoup de précaution tant le parti-pris hostile à De Gaulle est manifeste.
- 15 On n'aurait pas effectué le tour complet de la question si l'on ne soulignait pas l'aspect très lacunaire des sources judiciaires. Pour des raisons que l'on n'aura pas à discuter ici, les jugements (tribunaux correctionnels) ou arrêts de la cour d'appel ou de la Cour de cassation relatifs aux offenses ont été peu publiés dans les revues juridiques. On les compte sur les doigts d'une main. C'est seulement en 1965 que la vénérable revue juridique, le *Recueil Dalloz*, consacre quelques pages à la question des offenses, publiant en janvier 1965 un arrêt important de la Cour de cassation (du 17 novembre 1964) et ensuite, en septembre 1965, le second arrêt important, daté du 31 mai 1965, accompagné d'une longue note d'arrêt anonyme d'un dénommé J.-L. C., qui était

probablement un magistrat de la Cour de cassation. La personne qui s'intéresse aux offenses doit donc éplucher systématiquement le *Bulletin criminel*, c'est-à-dire le *Bulletin de la Chambre criminelle de la Cour de cassation*, pour avoir accès aux rares affaires qui sont remontées jusqu'à la plus haute juridiction. Et encore, cela ne lui suffit parfois pas, puisque le premier grand arrêt de la Cour de cassation, en 1960, dans l'affaire Rivarol et Malliavin (directeur de publication)³⁸, ne contenait pas, dans sa version publiée au *Bulletin*, le passage le plus important de l'arrêt. Il faut ajouter à ce constat le fait que les décisions les plus riches sont celles de la XVII^e chambre (tribunal de la Seine) et de la XI^e chambre de la cour d'appel de Paris et qu'elles n'ont jamais été publiées dans les revues de droit³⁹. Le juriste se trouve devant un matériau très maigre quand il étudie ces décisions. Il peut combler un peu cette lacune en lisant soit l'ouvrage précité de Robert Cario, qui contient des extraits intéressants de certaines décisions des juges du fond⁴⁰, soit les thèses de Jean-Jacques Becuwe et de Jean-Claude Broutin, qui contiennent, mais rarement, quelques extraits des décisions des juridictions du fond (tribunal de grande instance et cour d'appel). Mais, même en s'aidant de ces palliatifs, les sources judiciaires publiées jusqu'à présent sont largement insuffisantes pour se faire une idée de la manière dont les tribunaux tranchaient ces litiges entre le ministère public, autorité poursuivante, et les « offenseurs ».

- 16 Si l'on essaie, sur le fond, de résumer l'ensemble de cette littérature, on peut dire que la thèse principale est polémique et qu'elle consiste à soutenir que le pouvoir gaulliste a usé du délit d'offense comme un moyen juridique pour réprimer ses opposants politiques. Autrement dit, le délit d'offense aurait été instrumentalisé et la justice, en condamnant presque systématiquement les personnes poursuivies pour offenses, aurait agi comme une justice politique. C'est l'argument sans cesse avancé par les avocats des offenseurs, et aussi par les essayistes. L'accusation la plus emblématique émane de Jacques Soustelle, ancien gaulliste, devenu farouche partisan de l'Algérie française, dans un brûlot contre De Gaulle. Il écrit :

« La notion d'« offense au chef de l'État » se prête à tous les abus. Elle est inadaptée à la réalité du régime actuel. Quand le président de la République, symbole d'unité et de continuité, ne prenait aucune responsabilité personnelle dans la direction des affaires publiques, s'attaquer à lui était porter atteinte à l'État lui-même au-dessus des contingences politiques ; mais aujourd'hui que le Président, loin de s'en tenir à son rôle d'arbitrage, veut tout tenir en main, gouverne, légifère et juge, qu'il est lui-même violemment partisan, qu'il s'arroge le privilège de décider qui est un bon Français et qui est un mauvais citoyen, alors qu'il est inique d'interdire (outrages mis à part, bien entendu) que la critique politique s'exerce contre un homme politique. Or, il est indéniable que, dans les quelque deux cents procès qui ont été intentés en dix ans (il y en avait eu trois en soixante-dix ans sous la III^e République), la plupart des inculpés, sinon tous, ont été condamnés pour avoir émis, non point des insultes, mais des « critiques ». En outre, il est évident que ces « délits de presse » devraient être soumis aux cours d'assises, donc aux jurés populaires, et non aux tribunaux correctionnels comme c'est le cas aujourd'hui. Dans notre histoire, depuis deux siècles, ce sont les régimes démocratiques qui ont eu recours aux assises pour juger les délits de presse, et les régimes autoritaires et dictatoriaux, qui les ont déferé aux tribunaux correctionnels. »⁴¹

- 17 Cette critique très politique des offenses est relayée en partie par la doctrine universitaire, qui n'a cessé de relever la dénaturation du délit d'offense, devenu sous la V^e République une sorte de délit d'opinion. Elle est relayée par l'avocat Jean-Marc Varaut dans ses *Mémoires* :

« Je n'ai jamais compris l'opportunité de ces procès de presse. S'ils intimidaient les éditeurs ayant pignon sur rue et incitaient les directeurs de journaux à la prudence, si bien des écrivains et des journalistes, avant de publier, trempaient leur plume dans l'encrier de leur avocat - j'ai alors lu et corrigé bien des manuscrits dans mon bureau et souvent des épreuves d'articles sur le marbre des imprimeries de presse -, la poursuite offrait une tribune à l'opposition. Je pouvais plaider et les chroniqueurs judiciaires reproduire librement, dans des termes qui auraient été offensants s'ils avaient été publiés comme tels dans un journal ou un livre. Le pouvoir semblait redouter toute parole qui ne fût de louange. De telles poursuites, par leur répétition et la gravité des mesures requises, ne pouvaient avoir été engagées à l'insu de l'intéressé. L'honneur, la considération et la dignité du président de la République étaient-ils atteints à ce point par la critique et parfois l'invective ? Compte tenu de ce qu'était la dépendance étroite du Parquet à l'égard de la Chancellerie et de celle-ci envers l'Élysée, c'est bien au nom du général de Gaulle que furent engagées ces poursuites et saisis tant de journaux et de livres. »⁴²

- 18 Un tel témoignage mérite d'être confronté aux sources et on verra que l'un des grands intérêts de la plongée dans les archives est qu'on peut trouver une vérification empirique de la dénonciation, ici faite par l'avocat, de l'immixtion du chef de l'État dans les procès pour offense. Mais avant de le faire, il faut maintenant se pencher plus concrètement sur le phénomène de la répression des offenses sous la présidence du général de Gaulle.

Le phénomène des offenses à De Gaulle : des faits et des incertitudes

- 19 À ce propos des statistiques des offenses, une certaine incertitude règne. Faute de statistiques officielles précises sur le sujet, il faut évoquer les différentes hypothèses émises par les acteurs. Les avocats des prévenus, qui - on le rappelle - sont des farouches opposants à De Gaulle, provenant de l'extrême-droite ou des partisans de l'Algérie française, ont lancé le chiffre de plus de trois cents condamnations pour offense⁴³. De son côté, le ministère de la Justice, la Chancellerie, réduisait ce chiffre à environ une centaine⁴⁴. La littérature secondaire relative aux offenses a mis en doute de tels chiffres avancés par les acteurs concernés.
- 20 Dans une des rares études statistiques publiées, le professeur Jacques Georgel considère que le chiffre parfois avancé de trois cent cinquante procès est « effarant ». Il évalue le chiffre de condamnés à cent vingt⁴⁵. Selon les statistiques qu'il a réunies, il y aurait eu « quarante-sept écrivains, journalistes et directeurs de publications pour un total de soixante-dix procédures ; à côté d'eux, quarante-neuf personnes ont aussi encouru les foudres de la justice pour des offenses commises par une voie autre que la presse »⁴⁶. Mais, comme l'a justement fait valoir un de ses contradicteurs, il confond les procès et les condamnés car, pour tous les procès de presse, il y a toujours deux prévenus : le directeur de publication, responsable de droit et auteur principal du délit, et l'auteur de l'article ou du livre, juridiquement considéré comme le complice de l'auteur principal. En outre, une seule et même personne, un seul et même journal peuvent être poursuivis pour plusieurs offenses commises dans plusieurs numéros de journal. *Rivarol* et *Minute*⁴⁷ sont des abonnés à ces procès et leurs directeurs de publication (Malliavin et Devay) sont des habitués des prétoires. Dans sa thèse, Jean-Claude Broutin estime entre soixante-quinze et quatre-vingt-cinq le nombre de procès pour délits commis par voie

de presse et une cinquantaine de procès pour délits par une autre voie que la presse. Selon lui, le « chiffre authentique est intermédiaire »⁴⁸ entre cent et deux cents. On confond souvent le procès fait à une personne et le procès pour offense.

- 21 Toutefois, les chiffres qui semblent les plus fiables émanent de Bernard Pomel, qui relève quatre-vingt-une décisions de justice concernant le délit d'offense entre 1958 et 1966⁴⁹. Mais ce chiffre ne prend pas en compte les années ultérieures (1967-1969), au cours desquelles on estime qu'il y a eu au moins treize procès pour offense⁵⁰. Surtout, il se fonde uniquement sur le relevé donné par le tribunal de la Seine, la fameuse XVII^e chambre correctionnelle compétente en matière de délit de presse.
- 22 Toutefois, la plus grande incertitude sur les statistiques provient de ce qu'on ignore le nombre des affaires jugées en province. On peut certes estimer que, en raison de la concentration de la presse et de l'édition à Paris, la XVII^e chambre du tribunal de la Seine a dû juger près du quatre-cinquième des affaires pour offenses⁵¹. On arriverait ainsi à plus d'une centaine de procès. Mais ce n'est qu'une conjecture. La difficulté résulte ici du fait que la Chancellerie n'a jamais - semble-t-il - pris la peine de dresser un tableau complet des procès faits pour offense et n'a jamais demandé aux procureurs généraux de leur envoyer un relevé des procès ayant eu lieu dans leur ressort⁵². Certains vont même jusqu'à suggérer que la Chancellerie aurait voulu dissimuler le phénomène en ne commandant pas cette étude statistique.
- 23 Quoi qu'il en soit, la littérature scientifique sur les offenses retient le nombre approximatif d'une centaine de procès en l'espace d'une dizaine d'années. Le chiffre est souvent considéré comme énorme par rapport aux très faibles chiffres relevés pour les procès sous la III^e République entre 1881 et 1940 (six procès) et sous la IV^e République (seulement deux affaires). Pour la IV^e, ces derniers chiffres sont manifestement faux et sous-estiment le nombre réel d'offenses sous ces deux Républiques⁵³. Il est raisonnable d'admettre un chiffre qui va de cent à cent cinquante procès pour offense. Le chiffre de trois cents est manifestement exagéré.
- 24 Les statistiques permettent d'établir une étroite corrélation entre le nombre de procès pour offenses et la guerre d'Algérie. Il suffit par exemple d'observer que le « pic » des procès eut lieu lors de l'année 1963, au cours de laquelle la XVII^e chambre a dû juger trente-trois affaires⁵⁴. Comme les articles offensants ont été écrits, soit au second semestre 1962, soit au premier semestre 1963, une telle augmentation des poursuites s'explique par la fin de la guerre d'Algérie et le rapatriement très douloureux des Pieds-noirs. Les partisans de l'Algérie française et ceux de l'extrême-droite ne décolèrent pas : « Aux motifs anciens qui n'étaient pas oubliés, s'ajoute la fureur d'avoir été trompés. Leur déconvenue dégénère en haine véritable. »⁵⁵ Le *Dictionnaire De Gaulle* s'en fait l'écho dans la rubrique sur la « presse d'extrême-droite », observant que « la violence des attaques contre De Gaulle attire sur ces journaux des sanctions répétées au-delà même de la période de la guerre d'Algérie »⁵⁶. On sait en effet que ce sont principalement les journaux d'extrême-droite *lato sensu* qui ont été poursuivis, l'extrême-gauche étant épargnée.
- 25 Une des rares études qui cite les parties poursuivies par le Parquet entre 1961 et 1965 propose un décompte précis au terme duquel auraient fait l'objet de procès les journaux suivants : *Aspects de la France* (un procès en 1961 et 1965, deux procès en 1962-1963), *Combat* (un procès en 1963 et deux en 1964), *Charivari* (un en 1961 et un en 1963), *L'Esprit public* (deux en 1963 et un en 1964), *La Nation française* (un en 1962 et quatre en 1963), *Minute* (un en 1962-1963 et deux en 1965), *Les Nouveaux Jours* (six procès

en 1963) et *Le Pied-Noir*, organe des rapatriés, condamné pour un dessin souvent cité dans la littérature secondaire. Mais le journal le plus poursuivi fut sans conteste *Rivarol*, et son directeur René Malliavin : un procès en 1962, huit en 1963 et un en 1964, auxquels il faudrait ajouter le grand procès de 1959, qui a donné lieu au premier grand arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation sur la notion d'offense au président de la République⁵⁷. Tous ces journaux relèvent de la presse nationaliste ou ultra-nationaliste, et certains d'entre eux ont une diffusion confidentielle. Ils ont eu du mal à survivre ; ainsi, *L'Esprit public* disparut en 1965. Dans cette liste, le quotidien *Combat* représente une exception dans le profil de ces journaux puisqu'il était classé plutôt à gauche, mais il fut poursuivi pour avoir laissé s'exprimer dans ses tribunes Jacques Perret, écrivain très nationaliste, dont le fils fut emprisonné pour avoir combattu au sein de l'OAS.

- 26 Il y eut aussi plusieurs ouvrages dont les auteurs furent poursuivis pour offense⁵⁸. Le plus souvent, on cite les trois cas ayant touché des hommes de lettres connus et reconnus. Le procès le plus médiatique fut sans conteste celui de Jacques Laurent, en 1965, pour son ouvrage, *Mauriac sous De Gaulle*, pamphlet dirigé autant contre l'écrivain que contre le chef de l'État, en raison du livre jugé trop hagiographique rédigé par le premier sur le second. Quant au procès pour le livre d'Alfred Fabre-Luce, *Haute Cour*, en 1963, il fit aussi un certain bruit en raison de la notoriété de l'essayiste libéral. Le troisième procès, qui eut un certain écho, fut celui intenté à Jacques Isorni pour son livre *Jusqu'au bout de notre peine*, violente charge contre le général de Gaulle. Parmi d'autres ouvrages poursuivis, qui sont cités dans l'ouvrage de Robert Cario, figurent le *Journal d'un embastillé*, de Coral, pseudonyme d'un membre de l'OAS, Lacour-Larocque, *Honneur ou Décadence*, de Roger Holeindre, un proche de Jean-Marie Le Pen, *Le Vilain Temps* de l'écrivain nationaliste Jacques Perret et *Réquisitoires contre le mensonge* de René Reunier, un ingénieur de chez Michelin, qui fut lui aussi un ardent vichyste. À tous ces livres, il faut ajouter les procès faits aux ouvrages de l'auteur le plus condamné, André Figuéras, journaliste d'extrême-droite, animé d'une haine inextinguible à l'égard du général de Gaulle⁵⁹. Il en a tiré d'ailleurs un petit livre intitulé *Mes condamnations*⁶⁰. À cette liste, il faut ajouter deux autres ouvrages d'auteurs que l'on ne peut pas considérer comme relevant de la mouvance d'extrême-droite : d'abord, *D'une République à l'autre* d'Henry Lémery, ancien ministre des Colonies sous la III^e République, mais pétainiste pendant la guerre. Son livre fut chroniqué par Alain Duhamel dans *Le Monde*, qui y vit un intéressant essai, malgré quelques polémiques inutiles. Mais il fut poursuivi et condamné pour une violente attaque contre De Gaulle et son action comme résistant. L'autre ouvrage est plus tardif ; il est publié en 1967 par Fonvielle-Alquier, ancien résistant, qui écrit un petit essai au titre provocateur : *Réapprendre l'irrespect*, publié dans une collection dirigée par Philippe Tesson.
- 27 De ce premier survol de la littérature secondaire (thèses, ouvrages, mémoires ou articles), on voit se dessiner une image du phénomène des offenses sous la V^e République qu'on pouvait tirer de la lecture des sources secondaires : la guerre d'Algérie a provoqué une grave crise politique, dont l'une des manifestations fut l'expression d'une opposition virulente de la part des adversaires de la politique du Général à la présidence de la République. Cela a conduit à des articles ou livres d'une grande violence polémique. À la différence de qui s'est passé sous les deux précédentes Républiques, le pouvoir en place a décidé de poursuivre, presque systématiquement, les auteurs de tels propos violents ou polémiques. La question à laquelle il s'agit

maintenant de répondre est de savoir ce que la lecture des archives présidentielles 5 AG 1 (époque du général de Gaulle) nous apprend de plus sur ce phénomène.

L'enrichissement de la connaissance des offenses à De Gaulle par les archives présidentielles : un tableau plus complexe, plus précis et plus concret

- 28 La lecture de ces archives révèle comment fonctionne concrètement la machine au pouvoir quand elle est amenée à traiter la question de savoir s'il est opportun ou non de poursuivre des auteurs d'offenses présumées. Il serait naïf d'attendre de tels documents de grandes « révélations » ou « découvertes », mais les matériaux mis à la disposition des chercheurs sont fondamentaux en ce qu'ils permettent de voir les acteurs au travail, que ce soient le secrétariat général à la Présidence, les services de Matignon, la Chancellerie (ministère de la Justice) et les membres du Parquet (procureurs généraux et procureurs de la République).
- 29 De ce point de vue, les fonds conservés par les Archives nationales portant sur la question des offenses (5 AG 1/2103 à 2107) permettent incontestablement d'obtenir une connaissance beaucoup plus précise de la façon dont le pouvoir politique et l'institution judiciaire les ont traitées. Grâce à ces fonds, on peut mieux connaître le fonctionnement concret du processus qui va de l'initiative des poursuites à la condamnation des auteurs d'offenses. On essaiera ici de procéder à une appréciation qualitative de ces archives, avant d'aborder la question décisive du processus de décision aboutissant ou non à la poursuite judiciaire.

Le contenu de ces archives : une appréciation qualitative

- 30 Les archives contiennent les affaires le plus souvent politiquement sensibles. Elles sont classées essentiellement en deux parties : d'une part, les procès qui portent sur la presse, c'est-à-dire les journaux - quotidiens, hebdomadaires ou mensuels -, et, d'autre part, ceux qui portent sur des livres et qui concernent les éditeurs. Il y a néanmoins un article (5 AG 1/2103) qui se présente comme synthétique, où la question des offenses est traitée de façon transversale à partir d'un classement rassemblant les notes traitant de la politique de la répression judiciaire des offenses. On verra toutefois que le fonds contenu aux Archives nationales est, d'une certaine manière, lacunaire et qu'on n'y trouve pas l'exacte réplique des affaires évoquées dans les sources secondaires.

La plus-value apportée par ces archives

- 31 Les fonds présidentiels sur les offenses donnent d'abord une photographie plus précise des « offenseurs », c'est-à-dire des auteurs d'articles de journaux ou ouvrages poursuivis entre 1959 et 1969. On a vu plus haut que les poursuites concernaient essentiellement les principales revues d'extrême-droite. Le fait est reflété par les archives, qui accordent notamment la place qu'il mérite au journal *Rivarol*, l'organe de presse le plus poursuivi. Mais le fonds 5 AG 1 accorde une place importante à des revues moins connues comme *Les Nouveaux Jours* et son directeur René Lignac (pseudonyme de Roger Lacor), *Aspects de la France* et son directeur, Lionel Moreux, ou encore *L'Esprit public*. Il contient aussi un dossier consacré au journal hebdomadaire *Minute*, surtout

poursuivi à partir de 1965. La lecture extensive de ces dossiers accroît surtout la connaissance antérieure qu'on avait des offenses, en révélant d'abord des affaires jusqu'alors inconnues.

- 32 Parmi celles-ci, il suffira d'en citer une à titre de simple illustration. Il s'agit des poursuites dirigées contre le philosophe et le pamphlétaire monarchiste, Pierre Boutang. Dans son journal, *La Nation française*, ce dernier se déchaîne contre le général de Gaulle au début de l'année 1963 ; le moment est important : c'est juste après le rapatriement, non prévu par les accords d'Évian, des Français d'Algérie poussés par la violence à quitter leur terre natale. Dans un éditorial du 30 janvier 1963, il critique vivement la politique algérienne du Général, mais il glisse vers de violentes attaques personnelles dans les deux paragraphes suivants qui ont été relevés par la police et par le Parquet :

« Il y a longtemps que nous avons comparé la politique algérienne de Charles de Gaulle à celle du "grand seigneur méchant homme", que nous avons dit notre honte de sa volonté de faire blasphémer le Pauvre, de ses mensonges de séducteur, de ce qu'il y a de damné dans sa ruse d'État, où l'État se dérobe, mais apparaît, immense, la démesure du moi ».

« Nos frères d'Algérie, au contraire, moins heureux que les survivants d'Illion en flammes, ont dû s'expatrier sans emporter leurs dieux, sans espérer la fondation de villes nouvelles, mutilés jusque dans leur image, leur amour de la France, dont la volonté d'un seul homme avait fait une marâtre sans fidélité et sans honneur. »⁶¹

- 33 Dans le réquisitoire d'ouverture du Parquet en date du 7 mars 1965, qui est communiqué au Garde des sceaux, le procureur de la République, après avoir cité ses deux passages litigieux, se borne à constater : « Attendu qu'il en résulte contre X des présomptions graves : d'offense publique au Président de la République ; de complicité de ce délit. » La suite du dossier nous apprend, par une lettre du procureur général de Paris au Garde des sceaux en date du 20 février 1964, que le pamphlétaire sera condamné à une peine de 1000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Paris (jugement du 8 octobre 1963), peine qui sera élevée par la cour d'appel de Paris à 2000 francs (arrêt du 19 février 1964). Le cabinet du Garde des sceaux informe de cette décision le Secrétariat général à la Présidence de la République par une lettre du 8 mars 1964. Comme Pierre Boutang a récidivé par deux autres éditoriaux des 6 et 20 février 1963, il est à nouveau poursuivi par le Parquet. On retiendra ici seulement l'éditorial du 6 février 1963, dans lequel le philosophe se livre à une nouvelle et virulente critique du général de Gaulle. Le Parquet retient notamment comme offensant le passage suivant :

« La partie gaulliste, qui obéit sans conditions à un tel homme, tient l'État, ou plutôt le tiendrait, s'il était dans la nature de cet homme de se communiquer à ses fidèles. Mais voici le plus extraordinaire : dans cette religion froide, qui a, comme toutes les autres religions temporelles, ses mystiques, ses habiles et ses niais, le dieu ne laisse pas descendre le flot de l'amour dont il s'aime lui-même jusqu'aux prêtres dont il tolère le culte, qui le redoutent, mais ne le connaissent ni ne l'aiment »⁶².

- 34 Le procureur de la République estime, une fois encore, qu'il y a aussi une grave présomption d'offenses publiques au président de la République et propose la poursuite à ses supérieurs hiérarchiques. Il sera ici apparemment suivi puisque Pierre Boutang sera condamné par le tribunal correctionnel de Paris à 1000 francs d'amende (ou 1500 francs amende)⁶³. Toutefois, selon le procureur de la République, les sanctions sont « insuffisantes au regard des nécessités de la répression »⁶⁴, ce qui l'amène à faire appel de ce jugement tout comme les prévenus condamnés. On trouve ici un indice parmi d'autres de la fermeté du Parquet qui, dans plusieurs cas, interjette appel, alors

même que les prévenus ont été condamnés pour offense, dans l'unique but d'aggraver la sanction.

- 35 Le second apport de ces fonds consiste à mieux éclairer des affaires déjà connues et traitées par la littérature secondaire. De telles offenses sont mieux éclairées par la découverte de l'autre côté de la scène, à savoir la vision qu'en a le pouvoir, représenté par le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire. C'est particulièrement visible dans les dossiers traitant des procès intentés contre des auteurs, le plus souvent célèbres, de livres virulemment hostiles à De Gaulle⁶⁵. Ici aussi, comme il n'est pas question de faire un relevé exhaustif de tout le fonds, on se bornera à prendre pour illustration le dossier consacré au livre de Jacques Isorni, *Jusqu'au bout de notre peine*. Le dossier est aussi politiquement explosif qu'il est très riche, matériellement parlant. Qu'il s'agisse d'un dossier politiquement sensible ressort du simple fait que le Garde des sceaux et le secrétaire général de la Présidence (Burin des Roziers) le suivent personnellement. Le dossier est également très riche par la variété des éléments y figurant. On y trouve, outre quelques lettres du cabinet du Garde des sceaux à la présidence de la République, trois pièces rarement réunies ensemble : d'abord, le réquisitoire définitif du Parquet, proposant le renvoi de l'inculpé devant le tribunal de grande instance de la Seine - document long de 56 pages, assorties d'annotations intéressantes - ; ensuite, de larges extraits de l'arrêt de la cour d'appel de Paris en date du 2 juin 1965, confirmant la condamnation de Jacques Isorni par le tribunal correctionnel - il est très rare d'avoir, dans ce type d'archives, le contenu des décisions juridictionnelles relatives aux offenses - ; enfin, se trouve, dans le même article, le livre lui-même, contenant les marques au crayon rouge qui figurent en marge sur les passages litigieux jugés offensants par le ministère public.
- 36 En outre, et c'est le troisième grand intérêt des fonds d'archives, le lecteur découvre en les parcourant les cas de « non-poursuite », c'est-à-dire ceux où le Parquet, alerté par le ministère de l'Intérieur de propos potentiellement outrageants, décide de ne pas poursuivre. Or, l'information est ici d'autant plus précieuse qu'il est extrêmement difficile, voire quasiment impossible, de connaître les cas où le pouvoir a décidé de ne pas poursuivre une offense, car la procédure reste, par la force des choses, secrète et interne à l'administration⁶⁶. Les cas de non-poursuite permettent de comprendre quelle est la politique gouvernementale en matière de poursuite et donc de savoir pourquoi le pouvoir choisit, ou non, de poursuivre.
- 37 Prenons par exemple le cas de livres de deux farouches adversaires politiques du général de Gaulle qui étaient d'anciens résistants et que la guerre d'Algérie a gravement séparés : Georges Bidault et Jacques Soustelle. En 1965, alors qu'ils sont tous deux en exil, ils publient en France, respectivement *D'une Résistance à l'autre* et *La Page n'est pas tournée*. Le journal *Le Monde* en avait rendu compte et l'auteur de la recension, Pierre Vianson-Ponté, la concluait par un faux étonnement : « D'aucuns se sont étonnés de voir librement publier et diffuser les ouvrages des deux seules têtes politiques de l'activisme : normalement, le régime n'a pas de ces indulgences. En les lisant, on comprend mieux les raisons de cette mansuétude inhabituelle : ce sont des livres qui pourraient rendre gaullistes bon nombre d'opposants »⁶⁷. La lecture des archives donne une explication plus précise de cette absence de poursuites. Les deux livres de ces deux opposants n'ont pas manqué d'attirer l'attention du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice. Dans les deux cas, le Garde des sceaux écrit au secrétaire général de la Présidence pour l'interroger sur l'opportunité de la poursuite, mais se montre

dubitatif dans les deux cas. Dans le cas du livre de Bidault, il écrit à propos des passages litigieux : « Je crois devoir préciser toutefois que ces extraits, s'ils paraissent en effet caractériser le délit d'offense au Président de la République, ne constituent que des passages relativement secondaires dans cet ouvrage assez long, dont l'essentiel relève de la polémique politique. »⁶⁸. Quant au livre de Soustelle, il n'est pas davantage considéré comme offensant par la Chancellerie qui, pourtant, relève le passage litigieux et le cite *in extenso* dans la lettre au secrétaire général :

« Certes, l'Histoire jugera. Je ne puis m'empêcher quant à moi de croire que si le général de Gaulle était mort en août 1944 d'une balle perdue dans la fusillade de Notre-Dame, ou avant 1958 dans sa retraite de Colombey, il aurait laissé aux générations futures un nom plus pur qu'il ne le fera désormais. Quoi qu'on dise, il restera l'homme qui, appelé au pouvoir par un pays qui s'accrochait à lui pour ne pas rouler dans l'abîme, l'y précipita de ses propres mains. *Quoi qu'on écrive, il demeurera celui qui a abaissé partout le drapeau, livré Alger à une bande d'égorgeurs, condamné un million de Français à l'exode* [un trait bleu à côté de cette phrase] ».

- 38 Mais aussitôt après, le Garde des sceaux écrit : « Toutefois, il convient d'observer que, compte tenu de la nature du livre, qui relève essentiellement de la polémique politique, d'éventuelles poursuites du chef de l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 présentent un certain caractère aléatoire. »⁶⁹ Dans ces deux cas, le secrétariat général de la Présidence suivra l'avis du Garde des sceaux et recommande de « classer l'affaire ». La véritable raison gît d'ailleurs moins dans le résultat aléatoire que dans la volonté de tourner la page, à un moment où le pouvoir allait autoriser officiellement le retour de ces deux exilés en France.
- 39 Il ressort des fonds présidentiels que le ministère de la Justice et ses autorités de tutelle font une analyse à la fois juridique – le délit d'offense est-il constitué ? – et politique – vaut-il ou non la peine de poursuivre ? Une de ces deux raisons suffit à mettre un terme à l'action publique, en aboutissant à ce qu'on peut appeler une décision de non-poursuite. Dans l'affaire Bidault-Soustelle, c'est la première raison qui est invoquée : la condamnation est douteuse, faute de délit certain, et les magistrats du siège risquent de détruire la thèse de l'accusation du Parquet. Dans d'autres cas, que l'on trouve dans le fonds 5 AG 1, la condamnation est quasi certaine, mais le pouvoir renonce à poursuivre pour des raisons d'efficacité, ce qui est notamment le cas lorsque l'organe de presse est peu diffusé et qu'un procès ferait une publicité inopportune à une feuille peu lue. Il en résulte que le nombre de procès pour offenses est finalement moins élevé que celui qui aurait été atteint si la Chancellerie avait toujours suivi l'avis des policiers. Le filtre de la Chancellerie joue en faveur des auteurs d'articles ou de journaux.
- 40 Enfin, la lecture de ces archives permet - dernier grand apport - de donner accès aux écrits des procureurs généraux et des procureurs de la République. Autrement dit, on peut ainsi connaître, ce qui est rare, ce qu'on peut appeler « la littérature du Parquet ». En effet, pour chaque affaire, la Chancellerie transmet au secrétariat général de la présidence de la République des extraits, ou parfois l'intégralité, du réquisitoire du procureur de la République. Ces réquisitoires, qui peuvent parfois être très longs, contiennent l'intégralité des propos jugés offensants par l'accusation. Alors que les jugements ou arrêts des juridictions peuvent être très laconiques quant aux faits, c'est-à-dire les passages litigieux, jugés offensants, de tel ou tel article et de tel ou tel ouvrage, les sources du Parquet sont bien plus complètes. Grâce à ces réquisitoires, on peut également comparer les propos jugés offensants retenus par le Parquet à ceux retenus par le juge d'instruction et surtout à ceux évoqués par les magistrats du siège

dans leurs décisions de jugement. Une telle confrontation peut aussi permettre de déceler des manières de voir différentes entre la magistrature debout (le Parquet) et la magistrature assise. Dans quelques dossiers, on peut lire des lettres du procureur de la République exprimer leur désaccord avec l'interprétation donnée par le tribunal à des propos litigieux et expliquer la raison pour laquelle ils proposent au Garde des sceaux de faire appel de la décision (le plus souvent, c'est une décision de relaxe). Comme il est assez rare de disposer de la version du Parquet, on comprend, que, de ce point de vue, les archives présidentielles sont d'un précieux secours pour l'observateur du monde judiciaire.

Les limites du fonds 5 AG 1

- 41 Une appréciation qualitative suppose aussi de relever les manques ou absences de ces dossiers. Malgré sa grande richesse, ce fonds n'épuise pas la matière des offenses. La principale limite est d'ordre chronologique : ces archives couvrent essentiellement les années 1963-1969, de sorte que les premières années de poursuites pour offenses échappent ici à l'historien. Or ces premières années (1959-1962) sont décisives, car elles inaugurent la politique de poursuite des offenses, qui rompt significativement avec la politique menée sous les III^e et IV^e Républiques, qui tendait à l'absence de poursuite pour offenses⁷⁰. Ce n'est donc pas dans le fonds présidentiel qu'on peut espérer trouver la trace archivistique des premières affaires importantes, et surtout de la première grande affaire qui a concerné le journal *Rivarol*, ses deux journalistes, le directeur de publication, René Malliavin, et le dessinateur Guittoneau (dit Ben), affaire débouchant sur le premier grand arrêt de la Cour de cassation, le 13 juillet 1960, socle sur lequel s'est édifié le droit des offenses sous la V^e République. Il aurait été évidemment précieux d'avoir des renseignements sur ce point, les notes de la Chancellerie et les avis du Secrétariat général de la Présidence. Mais, pour les offenses, le fonds d'archives présidentielles ne concerne que les dossiers traités à partir de 1963.
- 42 La seconde lacune de ces archives procède de leur nature : ce sont des archives présidentielles, c'est-à-dire des archives conservant des dossiers qui sont remontés jusqu'à l'Élysée. On peut donc supposer que toutes les affaires ne sont pas allées jusqu'à la présidence de la République et qu'elles ont été traitées en amont, notamment par le ministère de la Justice. Il n'est donc pas surprenant de constater que les fonds conservés portent essentiellement sur des poursuites dirigées contre des journaux ou revues publiés à Paris, qui sont, si l'on peut dire, d'envergure nationale. Ils ne contiennent pas la trace des procès faits à la presse quotidienne régionale pour des articles offensants - et on imagine mal comment il n'a pas pu y en avoir - ou des procès pour offenses publiques contre des citoyens ordinaires, qui auraient exprimé publiquement leur mécontentement envers De Gaulle aussi bien à Paris qu'en province. On sait que de tels procès ont pu exister - voir le procès pour le « hou hou ! » évoqué en introduction ; d'ailleurs, le journaliste Robert Cario y a consacré un chapitre entier de son livre⁷¹. Pourtant, les dossiers conservés dans le fonds 5 AG 1 ne mentionnent jamais les nombreux procès faits à des individus qui, dans le métro, dans la rue ou au cinéma, ont clamé leur hostilité au général de Gaulle et qui ont été poursuivis par le pouvoir en place sur le fondement du délit d'offense. De ce point de vue, il est évident qu'une analyse exhaustive des offenses au chef de l'État sous la V^e République supposerait de compléter l'examen des archives conservées à Paris par une recherche dans les services d'archives départementales. Ce serait le seul moyen de savoir si l'article 26 de la loi de

1881 a été massivement utilisé à l'époque gaullienne, y compris à l'encontre des citoyens ordinaires.

- 43 Il est donc déjà possible d'affirmer que les cinq cartons d'archives exclusivement consacrés aux offenses (5 AG 1/2103 et suivants) s'avèrent une source très précieuse, qui enrichit copieusement le *corpus* existant et donne accès à des documents non seulement inédits, mais d'une importance considérable. Mais il y a mieux peut-être encore : on sait désormais, en les consultant, qui décide vraiment de la politique en matière d'offense au président de la République et en quoi consiste une telle politique.

Une politique de répression judiciaire des offenses orchestrée par l'Élysée

- 44 L'étude des archives présidentielles confirme ce qu'on pouvait subodorer : non seulement le pouvoir exécutif suivait de près ces affaires d'offense, mais il a orchestré une politique de répression judiciaire des opposants d'extrême-droite en décidant d'utiliser contre eux l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 réprimant le délit d'offense au président de la République. Plus exactement, il s'agit d'une politique orchestrée par l'Élysée, au sens où le Garde des sceaux, théoriquement compétent pour donner des ordres au Parquet, agit sous l'étroite tutelle de l'Élysée et de Matignon. Bref, ce sont les plus hautes autorités de l'État qui décident s'il faut ou non poursuivre les auteurs d'offenses présumées au président de la République et, en dernière analyse, c'est l'opinion du chef de l'État qui, par la voix de son secrétaire général, prévaut.

Une politique de répression judiciaire des offenses

- 45 On apprend en lisant ses archives que le pouvoir gaulliste a décidé de poursuivre systématiquement les « offenseurs ». Le moment de bascule a été l'année 1963 qui a vu croître le nombre de procès. Dans une note du 27 janvier 1964, signée par le conseiller Justice à la présidence de la République, Jacques Patin, présente le « résultat des poursuites pour offenses au chef de l'État par la voie de la presse » (objet de la lettre) :

« Au cours des premières années de la V^e République, une certaine presse politique s'est cru permis de multiplier, en un style souvent trivial, les attaques contre le régime et plus particulièrement contre la personne même du chef de l'État.

Il a été décidé au début de 1963 de poursuivre, de manière plus systématique, les responsables des plus importants de ces journaux, chaque fois que les imputations publiées contre le président de la République revêtaient le caractère d'offenses personnelles (article 26 de la loi de 1881).

Il paraît intéressant, alors qu'une année s'est écoulée, de mesurer les résultats déjà acquis et d'apprécier quels efforts doivent être encore entrepris.

Au cours de l'année 1963, trente-deux décisions, parmi lesquelles on compte trois acquittements, ont été prononcées par les tribunaux en matières d'offenses au chef de l'État.

En revanche, les condamnations intervenues consistent, presque exclusivement, en peines d'amendes. En ce qui concerne la fixation de leur montant, on peut constater que les juridictions de province ne se sont pas montrées plus sévères que le tribunal correctionnel de la Seine (XVII^e chambre). Seule la cour d'appel de Paris a fait preuve d'une certaine tendance à la fermeté. »⁷²

- 46 Ce document confirme le fait repéré par les études sur les offenses, selon lequel l'année 1963 fut un « pic » dans la répression judiciaire. On s'aperçoit donc en lisant ce

document d'archives que ce fut le fruit d'une politique voulue par le pouvoir qui a décidé de ne plus tolérer les attaques violentes dans la presse contre le chef de l'État et de « muscler » la répression, en demandant au Parquet de déclencher l'action publique contre les « offenseurs » et même de faire appel, lorsque les sanctions infligées par les tribunaux lui paraissent insuffisantes, ce qu'il fera d'ailleurs.

La découverte du circuit de décision

- ⁴⁷ Par ailleurs, ces archives présidentielles mettent au jour le processus de décision, c'est-à-dire le circuit qui aboutit à la décision de poursuivre ou non les « offenseurs ». À l'origine de tout dossier, il y a la police politique, les Renseignements généraux, qui transmet au ministère de la Justice ou à son représentant local (le procureur général) une information selon laquelle un article ou un ouvrage pourrait être offensant envers le chef de l'État⁷³. Ainsi saisie, l'autorité judiciaire compétente - le plus souvent, le procureur général près la cour d'appel - fait remonter l'affaire au niveau du ministère de la Justice. Celle-ci est alors traitée par le cabinet du ministère, en particulier par le conseiller technique chargé d'une telle attribution. Mais le cabinet, on s'en doute, ne tranche jamais tout seul la question de l'opportunité, ou non, de poursuivre, car il agit en étroite liaison avec le Garde des sceaux. C'est toujours au nom de ce dernier que le cabinet ministériel transmet le dossier à deux autres autorités compétentes : d'un côté, le cabinet du Premier ministre et, d'un autre côté, le secrétariat général de la présidence de la République. Le plus souvent, la Chancellerie donne son avis sur la décision à prendre, mais elle prend toujours soin de préciser que, avant de donner des instructions au procureur général compétent, elle attend la réponse de chacune de ses deux autorités relativement à l'opportunité ou non de poursuivre. Il est clair, selon différents documents contenus dans ces dossiers, que le ministère de la Justice n'a plus le pouvoir du dernier mot. Même si certaines formules semblent indiquer qu'il ne fait que demander un « avis » à l'Élysée ou à Matignon, la réalité est tout autre : le Garde des sceaux fait ce que le secrétariat général de la Présidence lui dit de faire. Il doit céder, notamment en cas de désaccord avec la « Présidence ». Mais, en outre, il est aussi soumis à l'autorité du Premier ministre et de son cabinet, qui peut lui imposer la solution de poursuivre ou de ne pas poursuivre, contre l'avis de la Chancellerie.
- ⁴⁸ On peut résumer le circuit de décision en disant qu'il y a un triangle institutionnel : le ministère de la Justice, le cabinet du Premier ministre et le secrétariat général à la présidence de la République. Reste la question décisive : que se passe-t-il lorsque les services de la Présidence et ceux du Premier ministre sont en désaccord ? Ici aussi, aucun doute ne semble subsister : c'est la décision prise à l'Élysée qui prévaut. Une annotation en marge d'une lettre du Garde des sceaux l'atteste : alors que le ministre de la Justice avait décrit la procédure en mentionnant l'avis du secrétariat général de la Présidence, qui devait être transmis à la Chancellerie et au cabinet du Premier ministre, le mot « avis » est biffé par le Secrétariat général et remplacé par celui de « décision »⁷⁴. La subtile différence juridique entre l'avis et la décision est d'une grande portée : le Garde des sceaux n'a pas le dernier mot, qui appartient seul au secrétariat général de la Présidence de la République. Et, derrière le secrétaire général, il y a évidemment le président de la République, le général de Gaulle.

- 49 On peut à titre d'illustration fournir un extrait d'une lettre du Garde des sceaux au secrétariat général de la Présidence. Elle est signée de la main du ministre lui-même, car il s'agit du procès, évoqué plus haut, contre Jacques Isorni :

« Comme suite à ma communication du 2 juillet 1964, concernant notamment l'instruction judiciaire suivie du chef d'offenses envers le Chef de l'État à la suite de la publication du livre de maître Isorni intitulé *Jusqu'au bout de notre peine*, j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli, avec ses annexes, la copie d'un rapport de Monsieur le Procureur général près la cour d'appel de Paris du 28 juillet 1964.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si les conclusions de Monsieur le Procureur général près le Tribunal de la Seine tendant au renvoi devant le Tribunal correctionnel de maître Isorni et de l'éditeur de l'ouvrage, qui en droit n'appellent pas d'observation de ma part, recueillent votre approbation.

Je précise que je consulte également M. le Premier ministre. [...] »⁷⁵.

- 50 Les choses sont fort claires : le Garde des sceaux demande « l'approbation », c'est-dire l'autorisation de poursuivre, de la part du secrétariat général de la Présidence, qui est le lieu effectif du pouvoir final. Dans ce cas précis, l'avis sur le renvoi sera suivi ; mais sur une question particulière - savoir s'il faut ou non verser le témoignage écrit de la veuve du général de Larminat dans le procès pour offense - le ministre de la Justice, Jean Foyer, sera désavoué à la fois par le conseiller technique du Secrétariat général, Jacques Patin, et par le secrétaire général de la Présidence, Étienne Burin des Rozières.
- 51 D'une manière générale, Matignon était moins rigoureux que l'Élysée et le cabinet de Georges Pompidou était moins enclin aux poursuites que le secrétariat général de la Présidence. Derrière les institutions, il y a des hommes. L'homme-clé en la matière est le secrétaire général de la Présidence, Étienne Burin des Rozières. C'est lui qui, de sa petite écriture (très lisible) à l'encre bleue, décide en dernière instance s'il faut ou non poursuivre ; c'est lui encore qui donne des instructions à Jacques Patin, fils de Maurice Patin, ancien président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, mais surtout le conseiller Justice au Secrétariat général, pour qu'il examine les dossiers et lui donne un avis technique. En général, les deux hommes sont souvent d'accord. C'est lui, enfin, qui, dans les affaires sensibles, comme le fut le procès Isorni, prend la plume pour indiquer la marche à suivre, n'hésitant pas à contredire tant le réquisitoire du procureur de la République que l'opinion du Garde des sceaux, accessoirement professeur de droit privé, Jean Foyer. Il est véritablement la « tour de contrôle » de tout le système. Du côté de Matignon, le courrier est le plus souvent signé du directeur de cabinet de Georges Pompidou, François-Xavier Ortoli, mais les dossiers sont instruits par le conseiller Justice, R. Journiac, magistrat qui prendra la succession périlleuse de Jacques Foccart pour traiter des affaires africaines. Enfin, place Vendôme, c'est un conseiller technique du cabinet qui est compétent pour gérer chaque affaire ; ce fut d'abord Patrick Provansal, avant d'être Pierre Arpaillange, futur Garde des sceaux sous Mitterrand. Ce sont donc les conseillers techniques qui gèrent en premier lieu l'affaire et qui informent leurs chefs respectifs. Il est rare de trouver une intervention directe du Premier ministre ou du Garde des sceaux.
- 52 Et le général de Gaulle, dira-t-on ? Si l'on en croit le témoignage écrit et oral que nous a donné Jacques Patin⁷⁶, il ne s'occupait pas de ces questions. Toutefois, les sources conservées aux Archives nationales démontrent l'inverse. Certes, il n'existe aucun papier signé de la main du général de Gaulle prescrivant qu'il fallait poursuivre tel ou tel journaliste ou tel ou tel écrivain pour tel ou tel article ou ouvrage. Il n'y a aucune note dactylographiée et signée en son nom. Mais l'absence d'interventions écrites de la

main du général de Gaulle ne signifie pas qu'il n'était pas impliqué dans ces affaires. Dans plusieurs d'entre elles, son nom apparaît indirectement, soit qu'il a été informé d'une décision, soit qu'il a fait preuve de son mécontentement à propos d'une décision de relâche, ledit mécontentement se traduisant immédiatement par une instruction du Garde des sceaux au procureur général pour qu'il soit fait appel du jugement ayant provoqué l'ire du général de Gaulle.

- 53 On s'est borné à donner seulement un aperçu du contenu du fonds présidentiel portant sur les offenses au président de la République, mais qui devrait suffire à prouver que la connaissance de cette question est considérablement étendue par l'accès à de telles archives. C'est le derrière de la scène publique qui nous est désormais accessible et la compréhension du phénomène en est largement facilitée. C'est du moins ce que l'on espère avoir ici démontré.
- 54 On autorisera le professeur de droit public, versé dans les affaires constitutionnelles, à ajouter que la mise à disposition des archives présidentielles au profit des chercheurs revêt un intérêt plus large que l'étude des offenses. En effet, à travers une question aussi minime, se dévoile sous les yeux du lecteur le fonctionnement concret de l'appareil de l'État, c'est-à-dire de cette bureaucratie politico-administrative qui a accompagné la naissance de la V^e République et la nouvelle configuration des pouvoirs. On voit très bien le ministre de la Justice clairement « déclassé », dans la mesure où son opinion ne pèse rien face à celle du Premier ministre (de ses conseillers parfois) et à celle du Président (de son secrétaire général). De même, on prend conscience de la primauté présidentielle et du rôle décisif que jouent, déjà, les conseillers à la Présidence et, en particulier, le secrétaire général de la présidence de la République. Bref, on en apprend sur les offenses bien plus que sur ce simple délit de presse : on voit agir le pouvoir sous la V^e République. On devine quelles autres sources inépuisables de connaissances doivent constituer l'ensemble des fonds présidentiels De Gaulle inventoriés par les Archives nationales et la dette que les chercheurs ont contractée à l'égard de tous ceux qui ont « mâché leur travail », en rédigeant ce très bel inventaire.

NOTES

1. Raphaël MELTZ, *De voyou à pov'con. L'offense au Président de la République de Grévy à Sarkozy*, Paris, Robert Laffont, 2012, 285 p. Voir le compte rendu dans *Le Monde* du 6 mars 2012, sous le titre « De l'art de l'injure politique ».
2. Sans vouloir justifier ni le contenu, ni le ton de l'apostrophe présidentielle, il est néanmoins utile de savoir que ce propos vulgaire fut la réponse faite au visiteur qui refusa de lui serrer la main en disant : « Tu me salis ».
3. Voici le texte du jugement du tribunal correctionnel : « Le jour de la visite du président de la République à Laval et alors que le passage du cortège présidentiel était imminent, boulevard Félix-Grat, le prévenu, qui se tenait en bordure de ce boulevard, a cru bon de brandir un petit écriteau sur lequel était inscrite la copie conforme, servie à froid, d'une réplique célèbre inspirée par un affront immédiat. Si le prévenu n'avait pas eu l'intention d'offenser, mais seulement l'intention de donner une leçon de politesse incongrue, il n'aurait pas manqué de faire précéder

la phrase « casse-toi pov' con » par une formule du genre « On ne dit pas ». En faisant strictement sienne la réplique, il ne peut valablement soutenir qu'il n'avait pas l'intention d'offenser. La question du « deux poids deux mesures », évidemment sous-jacente, ne se pose même pas, puisque la loi entend protéger la fonction de *président de la République* [c'est le tribunal qui souligne] et que Monsieur X. ne peut se targuer comme simple citoyen d'être traité d'égal à égal. Le délit d'offense au Président de la République est ainsi parfaitement caractérisé, qui est puni d'une amende de 45 000 euros. En l'espèce, et au regard tant des circonstances que des revenus plus que modiques du prévenu (450 euros par mois), un simple avertissement s'impose qui se soldera par le prononcé d'une amende de principe de 30 euros avec sursis. » Le jugement se trouve annexé à l'article suivant : Agathe LEPAGE, « De la résurgence d'une infraction disparue depuis bien longtemps des prétoires », *Communication Commerce électronique* n° 1, janvier 2009, comm. 9 (sur Internet).

4. L'alinéa 2 apporte une précision limitée concernant uniquement la personne offensée : « Les peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à l'offense à la personne qui exerce tout ou partie des prérogatives du président de la République ».

5. Robert CARIO, *Le Général en correctionnelle*, 1982, p. 24.

6. *Le Coup d'État permanent*, 1964, p. 181.

7. Cass. Crim 13 juillet 1959, *Malliavin*.

8. Il écrit notamment : « Il est évident que le drame algérien, dont la solution juridique n'a pas pour autant résolu les problèmes humains qui s'y étaient attachés, a laissé beaucoup d'amertume ou d'agressivité dans le cœur de certains » [Jean-Jacques BECUWE, *Le Délit d'offense au chef de l'État*, thèse droit, Lille, 1968, dactyl., p. 4. Je remercie chaleureusement M. Pierre-Olivier Caille de m'avoir permis de consulter cette thèse]. Dans une autre thèse, on lit : « À la différence de l'inculpation pour publication de fausses nouvelles, la poursuite sur la base du délit d'offense au chef de l'État, réprimé par l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881, connut une fréquence nouvelle. Celle-ci ne fut pas due, à proprement parler, à la guerre d'Algérie, mais ne fut pas dépourvue de lien avec celle-ci, dans la mesure où les accusés critiquaient notamment la politique algérienne du chef de l'État » [Arlette HEYMANN-DOAT, *Les Libertés publiques et la guerre d'Algérie*, Paris, LGD], 1972, p. 239].

9. Il s'agit de Gérard Renard, qui fut condamné à trois mois de prison avec sursis. Le procès est rapporté par *Le Monde* du 30 mai 1959 (mais avec une erreur sur le nom, puisqu'il est appelé « Bénard »). La minute du jugement est conservée aux Archives de Paris (1365 W 479). Les juges lui ont accordé les circonstances atténuantes à cause de sa jeunesse.

10. Cité par Jean-Jacques BECUWE, *Le Délit d'offense au chef de l'État*, *op. cit.*, p. 120. Il donne pour source *Le Monde* du 20 mai 1962.

11. Jean-Jacques BECUWE, *Le Délit d'offense au chef de l'État*, *op. cit.*

12. Jean-Claude BROUTIN, *La Protection du chef de l'État contre la polémique*, thèse de l'université de Paris-II, 1976, dactyl., dir. R.-É. Charlier.

13. En effet, pour ce qui concerne l'histoire des offenses avant la IV^e République, cet auteur s'est beaucoup trop « inspiré » de la thèse de J.-J. Becuwe.

14. Voir Raphaël MELTZ, *De voyou à pov'con*, *op. cit.*

15. Selon un mode qu'on qualifiera de peu scientifique : l'ouvrage est cité dans les références bibliographiques, mais il est ensuite souvent utilisé sans toujours être cité et, lorsqu'il est cité, la pagination n'est pas indiquée, selon un usage contraire aux conventions universitaires.

16. Thèse dactyl. de l'université de Montpellier-I, 1998, dir. B. Durand.

17. *Les Offenses au chef de l'État*, mémoire de DES, Lyon, 1967, dir. M. Grawtiz.

18. Jacques GEORGEL, « Un siècle d'offenses au chef de l'État français », *Revue administrative*, 1976, 29^e année, n° 171, p. 253-267.

19. Voir cependant les dix pages consacrées aux offenses par Pierre-Olivier CAILLE, *L'Inviolabilité du chef de l'État*, thèse de droit, Lille-II, 2002, dactyl.
20. Y compris dans le récent ouvrage : Georges POMPIDOU, *Lettres, notes et portraits. 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012, 540 p.
21. *Sur les chemins du droit avec le Général. Mémoires de ma vie politique, 1944-1988*, collab. de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006, p. 207-332.
22. *Sur les chemins du droit avec le Général*, op. cit., p. 214 et suiv.
23. Bernard TRICOT, *Mémoires*, Paris, Quai Voltaire, 1994, 502 p.
24. Étienne Burin des Roziers s'est éteint le 26 décembre 2012 à l'âge de 99 ans.
25. Jean-Louis TIXIER-VIGNANCOUR, *Des républiques, des justices et des hommes*, Paris, Albin Michel, 1976, p. 250-251.
26. *Mémoires. Tome III : 1959-1987*, Paris, Robert Laffont, 1988, p. 124.
27. Jean-Marc VARAUT, *Un avocat pour l'histoire. Mémoires interrompus*, Paris, Flammarion, 2007, p. 158-159. Le même auteur consacre un chapitre corrosif au délit d'offense dans son livre *La Liberté des temps difficiles*, Paris, La Table ronde, 1976, p. 109-113.
28. André GRESSE, *Seule la Vérité blesse. L'honneur de déplaire*, Paris, Plon, 1987, 436 p.
29. *Seule la Vérité blesse*, op. cit., chap. XIV : « La bataille de l'article 20 », p. 96 et suiv.
30. *Seule la Vérité blesse*, op. cit., p. 99.
31. Ainsi, un plâtrier de Villieu (Ain) a publié, après Mai 68, un livre intitulé *La Vacharde*, dont certains propos furent jugés offensants par le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse [Robert CARIO, op. cit., p. 205].
32. Robert CARIO, op. cit., p. 175.
33. Ce dernier, dont la postérité n'a guère retenu le nom, s'est illustré par des articles et livres, non seulement assez médiocres, mais surtout particulièrement violents contre De Gaulle. Il détient probablement le record de condamnations pour offense et ne manque pas de s'en prévaloir dans la préface. Deux citations de la préface suffiront à édifier le lecteur : « Selon Noël Jacquemet [sic pour Jacquemart], directeur de *L'Écho de la Presse*, qui connut lui-même le banc d'infamie, René Malliavin, directeur de *Rivarol*, et moi-même fûmes les deux journalistes les plus condamnés au temps de l'occupation gaulliste [sic] » [André FIGUÉRAS, *Le Général en correctionnelle*, p. 7]. Et plus loin : « De cette époque extravagante, Robert Cario [...] fut le témoin minutieux. Il était de toutes les audiences. Et si la paroi qui isole le banc de la presse du fretin des prévenus nous séparait, nous sûmes dès le premier jour que sa sympathie n'allait pas outre-mesure au représentant du ministère public, son autre voisin. Dans le livre, que ses tablettes remarquablement tenues lui ont permis d'écrire, Cario, par le moyen d'un humour à la fois discret et brillant, ne cache pas ce qu'il pense de ces procès archaïques et bouffons » [*ibid.*, p. 7-8].
34. De ce point de vue, la situation est très différente du cas récent, où N. Sarkozy fut une partie civile dans les affaires *Clearstream* et dans l'affaire d'escroquerie, dont il fut la victime à titre privé.
35. La courte note biographique indique que l'auteur, Robert Cario, fut élève de Marcel Bidault au lycée Louis-le-Grand. Mais ce n'est pas suffisant pour en inférer un anti-gaullisme avéré.
36. *Le Général en correctionnelle*, op. cit., p. 71.
37. *Le Général en correctionnelle*, op. cit., p. 72. Il assimile toujours la répression judiciaire à la « censure », ce qui est juridiquement inexact.
38. Cass. Crim 13 juillet 1960, *Malliavin*, *Bull. crim.*, 1960, n° 375, p. 752 (incomplet). Brève mention dans *JCP*, 1960, IV, p. 138.
39. La seule exception est une décision de la XVII^e chambre du tribunal de grande instance de la Seine, du 7 mars 1966, *Moreux* [directeur de publication d'*Aspects de la France*], *Dalloz*, 1966, p. 349.
40. Mais l'auteur ne cite pas ses sources judiciaires et coupe parfois les citations sans l'indiquer. On peut supposer qu'il a eu accès aux décisions de justice par la voie des avocats des prévenus ou

par les prévenus, dont certains étaient des personnes avec qui il collaborait, parfois dans la même revue, *L'Esprit public*.

41. Jacques SOUSTELLE, *Vingt-huit ans de gaullisme*, Paris, La Table ronde, 1968, p. 268-269.

42. Jean-Marc VARAUT, *Un avocat pour l'histoire*, op. cit., p. 159.

43. Jean-Marc VARAUT, *La Liberté des temps difficiles*, op. cit., p. 109. L'avocat de Jacques Isorni et de M. Bolloré parle, lors de son procès pour offense, de « deux ou trois cents [procès], et peut-être même plus » [*Compte rendu. Le procès : l'accusateur public contre Isorni, le 15 et 16 janvier 1965*, Paris, La Table ronde, 1965, p. 185]. Le chiffre est repris dans certaines thèses, à partir du livre de Varaut, par exemple par Bertrand de LAMY, *La Liberté d'opinion et le droit pénal*, LGDJ, p. 245, n° 410.

44. Robert CARIO, *Le Général en correctionnelle*, op. cit., p. 20.

45. Jacques GEORGEL, « Un siècle d'offenses au chef de l'État français », art. cité, p. 265.

46. *Ibid.*

47. Bernard POMEL cite le jugement du tribunal de la Seine (XVII^e chambre) du 25 octobre 1965 pour plusieurs articles de *Minute* [*Les Offenses au chef de l'État*, mémoire de DES de science politique, faculté de droit de Lyon, dir. M. Grawitz, 1967, p. 154].

48. Jean-Claude BROUTIN, *La Protection du chef de l'État contre la polémique*, op. cit., p. 597.

49. Bernard POMEL, *Les Offenses au chef de l'État*, op. cit., p. 1150. Nous remercions beaucoup l'auteur de nous avoir prêté son document.

50. Jacques GEORGEL (Jacques), « Un siècle d'offenses au chef de l'État français », art. cité, p. 265.

51. Bernard POMEL, *Les Offenses au chef de l'État*, op. cit., p. 154.

52. Il y a une exception pour l'année 1963, où il semble que le Garde des sceaux ait obtenu un relevé des procès pour offense par voie de presse. Ces chiffres existent peut-être dans les archives du ministère de la Justice. En tout cas, le secrétariat général de la présidence de la République n'a pas réussi à les obtenir. Dans un article figure seulement une note recensant les procès pour la seule année 1963.

53. C'est en tout cas ce que nos recherches en cours sur ces deux périodes nous permettent d'affirmer.

54. Bernard POMEL, *Les Offenses au chef de l'État*, op. cit., p. 150 bis.

55. René RÉMOND, « Extrême-droite », dans *Dictionnaire De Gaulle*, dir. C. Andrieu et alii, Paris, Robert Laffont (coll. « Bouquins »), 2006, p. 473.

56. Christian DELPORTE, « Presse d'extrême-droite », dans *Dictionnaire De Gaulle*, op. cit., p. 962. L'auteur ajoute : « Rivarol fait l'objet de procès à plusieurs reprises. En 1959, René Malliavin (défendu par Tixier-Vignancour) est poursuivi pour « outrage au chef de l'État » [sic] à la suite de la publication du pamphlet anti-gaulliste illustré par Arouet (pseudonyme de Ben), *Retour en Absurdie*, objet d'un numéro spécial de l'hebdomadaire. Des éditions du *Charivari*, de *Minute*, d'*Aux écoutes* sont saisies ; leurs directions, renvoyées devant les tribunaux et condamnées à des amendes. »

57. Bernard POMEL, *Les Offenses au chef de l'État*, op. cit., p. 156.

58. La liste est donnée par Bernard POMEL, op. cit., p. 157.

59. Les titres de ses livres sont tout un programme : *Charles Le Dérisoire*, *Le Général mourra*, *Guide d'Anti-Veme*, *Les Pieds Noirs dans le Plat*.

60. André FIGUÉRAS, *Mes condamnations*, Paris, Bibl. Cujas, 1967.

61. Le procureur de la République, qui les cite dans son réquisitoire du 7 mars 1963, se borne à conclure : « Attendu qu'il en résulte contre X des présomptions graves : d'offense publique au président de la République, de complicité de ce délit » [Arch. nat., 5 AG 1/ 2106].

62. Les extraits litigieux figurent dans le réquisitoire d'ouverture de l'instruction en date du 29 février 1963, transmis au procureur général par une lettre du 18 mars 1963 [Arch. nat., 5 AG 1/2106].

63. Tribunal de grande instance de la Seine, daté du 13 juillet 1963, Loizeau et Boutang.

64. Arch. nat., 5 AG 1/2106, lettre du procureur de la République du 1^{er} août 1963.
65. Arch. nat., 5 AG 1/2107.
66. Ce sera possible, pour la V^e République, le jour où les archives de la Justice (Arch. nat., BB/18) seront accessibles, comme le sont celles relevant de la politique du Garde des sceaux dans la première moitié de la III^e République. Néanmoins, durant cette période, les demandes de consultation dans le cadre d'une dérogation sont toujours possibles.
67. *Le Monde* des 27 et 28 juin 1965. L'article figure dans le dossier Arch. nat., 5 AG 1/2077.
68. Arch. nat., 5 AG 1/2077, lettre du 9 juillet 1965 (réf. : n° 65-82 G81).
69. Arch. nat., 5 AG 1/2077, lettre du 12 juillet 1965 (réf. : n° 65-82 G103).
70. Nos recherches en cours sur la IV^e République tendent toutefois à nuancer cette opinion pour ce qui concerne le cas de Vincent Auriol. Il y eut plus de deux jugements pour offense pendant son septennat (1946-1953).
71. Robert CARIO, *Le Général en correctionnelle*, op. cit., chap. XII, p. 173 et suiv.
72. Arch. nat., 5 AG 1/2103.
73. La plupart des dossiers contenus dans les articles 5 AG 1/2103 et suivants ne contiennent pas les lettres de la direction de la Sûreté nationale. Mais c'est bien le ministère de l'Intérieur qui contrôle la presse et qui joue le rôle d'alerte. Ensuite, le dossier est transmis au ministère de la Justice, seul compétent pour ordonner des poursuites, en déclenchant l'action publique contre la personne ayant offensé le chef de l'État.
74. Note anonyme du 18 février 1963 émanant du secrétariat général de la Présidence.
75. Arch. nat., 5 AG 1/2107, lettre du 28 août 1964 [réf. : n° 64-82 G126].
76. Témoignage oral du conseiller Justice, à la Fondation Charles-de-Gaulle le 15 juin 2012, confirmé par un courrier électronique du 30 août 2012.
-

INDEX

Mots-clés : Bidault (Georges), Boutang (Pierre), Burin des Roziers (Étienne), Driget (Katherine), Isorni (Jacques), loi du 29 juillet 1881, Malliavin (René), Patin (Jacques), presse nationaliste, Soustelle (Jacques), Cour de cassation, crime de lèse-majesté, critique politique, délit d'opinion, extrême-droite, liberté d'expression

Index géographique : Algérie française

AUTEUR

OLIVIER BEAUD

Professeur de droit public à l'université de Panthéon-Assas, membre senior de l'Institut universitaire de France (IUF), directeur de l'Institut Michel-Villey

Charles de Gaulle et le monde

Le domaine réservé

L'apport des archives présidentielles de Charles de Gaulle

Maurice Vaisse

- ¹ La règle du jeu de cette réunion consistant à mettre en valeur le fonds De Gaulle conservé aux Archives nationales, il convient de rappeler que l'histoire suppose la juxtaposition des informations et la confrontation des archives et que l'apport de beaucoup d'autres fonds, comme les papiers de Michel Debré¹, est absolument nécessaire pour rendre compte de l'action du Général. Par ailleurs, la mise en valeur de ces fonds est compliquée par le fait que beaucoup de ces archives - pas toutes - ont été publiées dans les *Lettres, notes et carnets*², mais le recours aux archives demeure indispensable. Enfin, la présente contribution évoquera le « domaine réservé », c'est-à-dire la défense, la politique étrangère et l'Algérie, malgré ce que Pierre Racine a dit de ce qu'il appelle le « prétendu domaine réservé »³. Outre la Communauté, ces trois secteurs sont toutefois ceux dont le Général déclare, le 6 février 1960⁴, au Premier ministre que « ces affaires doivent être traitées directement auprès de moi », même si, de fait, le Premier ministre a son mot à dire et n'hésite pas à le faire savoir⁵.

Le domaine de la Défense

- ² Il importe de noter d'emblée que tout ce qui concerne l'arme nucléaire - l'instrument par excellence de l'indépendance nationale pour De Gaulle -, malgré les demandes de dérogation soumises, n'a pu être consulté, occasion pour moi d'élever une protestation vigoureuse contre cette disposition de la loi de 2008, si libérale par ailleurs, et d'approuver la déclaration du ministre de la Culture, qui a pris position « contre cette catégorie d'archives incommunicables, concernant notamment les armes nucléaires [...] C'est contraire à la notion même d'archives »⁶. Cela étant, il reste pas mal de documents intéressants sur l'organisation de la Défense nationale, du ministère des Armées, du Haut Commandement⁷, où le rôle de De Gaulle est omniprésent. Sa vocation militaire lui donne autorité et compétence dans ce domaine, où il exprime souvent son impatience devant les retards ou interprétations qu'il n'approuve pas, comme dans les affaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord. L'essentiel concerne les dossiers personnels d'officiers supérieurs, et en particulier leur correspondance, où s'expriment

le drame que vit l'armée et le désaccord de plusieurs chefs militaires avec de Gaulle, auprès duquel intercèdent discrètement Michel Debré et Pierre Messmer.

- 3 Prenons deux exemples : celui du général Maurice Challe et celui du général Massu. Dans la chemise Challe⁸, il existe une très longue lettre de Challe adressée au général Ély, datée du 12 janvier 1959, transmise à De Gaulle. Ce document est très complet et très objectif sur la situation militaire en Algérie, dressé par celui qui vient tout juste de prendre le commandement et l'expression du fossé qui existe entre sa conception de la guerre et de celle du chef de l'État. Il exprime alors la stratégie qui va si bien réussir, en expliquant son intention de faire une guerre totale, dans l'espace (commandos de chasse), dans le temps (de nuit comme de jour), dans l'épaisseur (il s'agit de contrôler la population). C'est pourquoi il demande de pouvoir « doubler les effectifs de vrais combattants [...] et d'un nombre convenable de harkis instruits ». On sait que, sur ce point, De Gaulle a exprimé un net refus, contourné d'ailleurs par Challe. À cette lettre, s'ajoute une annexe moins objective, où Challe exprime son inquiétude « que la situation militaire, assez bonne [...] soit compromise par Paris », en particulier par des rumeurs de négociations et il souhaite entendre De Gaulle dire : « Moi, De Gaulle, je suis installé à l'Élysée pour sept ans... ; aucune négociation ne sera possible en dehors des négociations locales de cessez-le-feu avec dépôt des armes ». Puis, en un codicille extrêmement émouvant, Challe se reprend : « Je voudrais que l'on m'écoute, mais c'est peut-être beaucoup demander. Cependant, vous savez que je suis sincère et que je dis toujours ce que j'ai à dire. Après, j'obéis ». C'était donc en janvier 1959. Deux ans plus tard exactement, Challe, qui, entre-temps, avait perdu son commandement en Algérie, venait annoncer son départ de l'armée à Michel Debré, en lui assurant qu'il resterait un soldat fidèle. Trois mois plus tard, sa révolte entraînait celle de beaucoup d'officiers et faisait de lui un soldat perdu.
- 4 Les échanges entre le Général et ses grands subordonnés, comme Olié, chef d'état-major de la Défense nationale, et Crépin, compagnon de la Libération, commandant en chef en Algérie, puis des FFA, sont particulièrement rudes. À la suite du putsch, le général Olié se plaint à Michel Debré, dans une lettre du 22 mai 1961, de ne plus être consulté, d'être dans l'impossibilité d'accomplir sa mission. Il regrette la crise profonde qui ébranle les armées (26 mai 1961). Il prétexte des raisons de santé, qui ne sont pas feintes, pour demander le 11 août à De Gaulle d'être admis dans la 2^e section et il fait savoir à Dodelier qu'il souhaite que cela se fasse rapidement, mais De Gaulle ne l'entend pas ainsi : la démission du patron de l'armée française dans le contexte de l'été 1961 serait catastrophique. De Gaulle lui répond une lettre affectueuse, où il se dit « navré et ému ». Il parle d'une « épreuve sérieuse pour moi-même et d'une perte sérieuse », mais il lui demande de surseoir à son intention de quitter l'armée, dans l'intérêt du service.
- 5 L'affrontement le plus rude intervient entre De Gaulle et Massu, rallié à la France libre dès juin 1940. Commandant du corps d'armée d'Alger, de décembre 1958 à janvier 1960, il est limogé le 20 janvier 1960 à la suite d'une interview imprudente, où il se laissait aller à critiquer la politique algérienne du Général. Dans une lettre à Michel Debré, le Général est très sévère à l'égard d'« une manifestation publique d'un état d'esprit notoire. Depuis longtemps, le général Massu [...], qui [...] a perdu son libre arbitre et dépouillé son loyalisme, aurait dû, comme je l'ai dit et répété, être envoyé ailleurs qu'à Alger ». On raconte que l'Élysée résonne des fracas de l'entrevue entre les deux hommes, le 23 janvier 1960. À la suite de quoi, Massu ne retourne pas à Alger et reste sans affectation. En octobre 1960, De Gaulle pose des conditions à l'attribution à Massu

du commandement d'une région militaire : il exige l'engagement écrit de s'abstenir de toute action politique et de « suivre le général » et cet engagement doit être rendu public. Quelques jours plus tard, Pierre Messmer s'adresse au Général en lui remettant la lettre de Massu - qui ne se trouve pas dans les archives présidentielles - et ajoute : « Je reste défavorable à une publication dans la presse pour les raisons que je vous ai dites ». Le Général se range à l'opinion de Pierre Messmer, mais il refuse de signer le décret de nomination de Massu avant la fin du procès Audin. Il faudra attendre quasiment un an : septembre 1961. Entre-temps, Massu a refusé de prendre part au putsch, sauf si Soustelle en prenait la tête. Mais une fois le putsch avorté, il accepte une invitation à l'Élysée le 17 juin 1961, il est nommé gouverneur militaire de Metz. Ce qu'on ne savait pas et qui est révélé par les archives, est le nouvel incident provoqué par un discours de Massu, le 16 septembre 1962 à Lunéville, où il évoque « le moral en berne » des militaires et appelle de ses vœux l'amnistie au profit des officiers condamnés et internés. La réaction de l'Élysée et de Pierre Messmer est d'autant plus vive que le 22 août a eu lieu l'attentat du Petit-Clamart. Massu est condamné à trente jours d'arrêt et Pierre Messmer lui demande de ne plus prononcer d'allocutions ou de donner d'interviews à la presse sans avoir obtenu l'approbation préalable du chef d'état-major de l'armée de Terre⁶. On perçoit l'intransigeance de De Gaulle, qui s'emporte contre ses généraux, mais qui n'est ni insensible, ni dépourvu d'attentions.

Le domaine des Affaires étrangères

- 6 Sur ce plan, les archives de Gaulle du fonds 5 AG 1 n'apportent rien d'essentiel pour deux raisons : d'abord parce que - les instructions du Général sont formelles - tout doit être communiqué au Quai d'Orsay, en particulier les verbatims d'entretiens entre le Général et ses interlocuteurs, ensuite parce que les *Lettres, notes et carnets* comportent un grand nombre de ces documents. Ce que l'on ne trouve pas ailleurs représente peu de choses, en dehors des « notes hebdomadaires de synthèse de la situation diplomatique » (avril 1964-janvier 1969), tenues par le troisième conseiller diplomatique du Général, René de Saint-Légier ; mais, à vrai dire, ces notes n'apportent aucune révélation. En revanche, et sans avoir une vue exhaustive sur ces papiers, on constate combien le Général était attentif à tout. Il vivait la plume à la main et annotait les pièces qu'on lui présentait : « Vu », « Intéressant », « M'en parler » ou, à propos d'une lettre du colonel Ojukwu, « Répondre avec prudence », ou bien encore, de façon plus courroucée : « Pourquoi est-ce seulement aujourd'hui que j'ai cette note ? ».
- 7 Quelques documents, non reproduits dans les *Lettres, notes et carnets*, méritent l'attention, ainsi sur l'Amérique latine, en 1967, autour de l'affaire Régis Debray, arrêté et condamné à mort par le régime bolivien : à la suite d'une intervention du Général auprès du président bolivien Barrientos, plaidant l'erreur de jeunesse de ce « jeune et brillant universitaire », De Gaulle reçoit une lettre manuscrite de Régis Debray, qui remercie le Général pour son intervention, et il lui confie : « Dans les montagnes, quand on écoute le soir, autour du feu, les radios étrangères, on est heureux de capter la voix de la France qui, lointaine, inintelligible pour beaucoup, discordante parfois, alimente néanmoins l'espoir ».
- 8 L'essentiel porte sur les questions européennes, où l'hostilité de De Gaulle à toute supranationalité éclate. De Gaulle y manifeste sa défiance à l'égard de Jean Monnet à propos de la transformation de l'Organisation européenne de coopération économique

(OECE), où il semble discerner un plan américain tendant à prendre barre sur la Communauté économique européenne (CEE) et à réintroduire Jean Monnet dans la direction économique mondiale comme un sage, alors que de Gaulle le considère comme irresponsable¹⁰. Sur l'Euratom, De Gaulle partage la méfiance de son Premier ministre. Il annote ainsi une de ses lettres : « Il faut en finir avec l'Euratom » et, dans une lettre, il confirme son point de vue : « Le moment me paraît venu [...] d'étudier la façon de nous dégager de toute obligation vis-à-vis de cette institution »¹¹.

- 9 À propos du plan Fouchet, De Gaulle commente ainsi une note de Michel Debré : « Voici une note tout à fait intéressante. Je dois dire qu'elle exprime, pour l'essentiel, mon propre avis ». Cette note est très connue, car elle a été publiée dans les *Lettres, notes et carnets*¹², mais avec une erreur de transcription. La question à l'ordre du jour est celle de la coopération politique entre les Six États fondateurs de la communauté européenne. Pour De Gaulle, celle-ci doit être d'abord une coopération franco-allemande, mais « rien n'empêche d'imaginer que la coopération politique européenne [...] s'étende en outre à l'Angleterre. Pour cela, ajoute-t-il, il faut que les trois grands Européens prennent un jour la résolution de s'organiser en dehors des États-Unis »¹³, et non des Nations unies, comme c'est transcrit par erreur dans le volume des *Lettres, notes et carnets*. Comme quoi, il faut toujours aller à la source !
- 10 Enfin, l'essentiel concerne les relations avec la Grande-Bretagne et ses candidatures au Marché commun. Au cours du conseil restreint du 31 juillet 1962, les experts (Clappier, Wormser) insistent sur la nécessaire solidarité des Six et plaident pour des concessions de forme pour éviter une rupture brutale, que Valéry Giscard d'Estaing considère peu souhaitable. À la différence du Général, qui observe que s'il n'y avait pas de Politique agricole commune, « nous n'aurions plus guère d'intérêt national au Marché commun », le Premier ministre constate que si le Marché commun éclatait, « nous serions [...] les plus gros perdants », mais il suggère « de faire se perdre la négociation dans les sables ». Comme Georges Pompidou, De Gaulle estime que « si l'on doit aboutir à une rupture, il vaudrait mieux que nous n'en soyons pas les seuls auteurs ». Maurice Couve de Murville soulève alors l'hypothèse que les Britanniques acceptent les conditions posées par les Six, De Gaulle observe que « si les Britanniques acceptaient [...], nous en serions bien contrariés » et il clôt la discussion en disant qu'il fait confiance à Maurice Couve de Murville pour négocier dans le sens qui a été défini au cours de la réunion.
- 11 Nouvelle candidature en 1967, nouveau conseil restreint, encore plus embarrassé de répondre à la question posée. L'idée de la diplomatie française consistant à ne pas entrer dans la négociation, De Gaulle se laisse aller à des confidences et il confie que « tout le monde souhaite que la Grande-Bretagne fasse un jour partie de la même organisation que le continent. Chacun à sa manière, moi aussi », mais il considère que l'Angleterre n'est pas en état d'entrer dans le Marché commun, ou alors on fera sauter la Communauté, et il répète : « Ce n'est pas possible ». Il évoque l'hypothèse où les Anglais entreraient : « Une fois dedans, ils dirigeront tout ». Il suggère de leur dire « qu'on reverra tout cela en 1970 », mais Georges Pompidou et Maurice Couve de Murville sont prudents et veulent éviter de fixer une date.
- 12 Rien que nous ne sachions déjà, mais des précisions, des confirmations intéressantes : par exemple, les débats entre les membres du Gouvernement. De Gaulle ne décide pas tout seul ; il a des contradicteurs.

L'apport du fonds de Gaulle pour la question de l'Algérie

- 13 À mon avis, ce sont les archives relatives à l'Algérie qui recèlent le plus d'informations neuves et inédites¹⁴. Ces archives reflètent le travail intense auquel René Brouillet et Bernard Tricot se sont livrés de 1958 à 1962. On y trouve pêle-mêle des notes pour le Général, des projets, des lettres personnelles qui leur sont adressées, des notes d'inspecteurs des Finances, comme André Postel-Vinay ou Gilles de Wailly, bref une documentation extrêmement riche et variée.
- 14 René Brouillet et Bernard Tricot ont chacun une connaissance des problèmes d'Afrique du Nord : c'est bien sûr le cas du second, qui vient de passer plusieurs années en Tunisie comme conseiller juridique du gouvernement tunisien. Quant à René Brouillet, il a participé à un voyage d'étude organisé en avril-mai 1958 par le ministère des Affaires étrangères pour des hauts fonctionnaires (P. Baudet, C. de Margerie, J. Tiné, J. Leprette). C'est dire que lorsqu'il entre au cabinet du Général, il a une connaissance directe des dossiers, dont deux d'entre eux le frappent : des dénonciations de sévices et d'exécutions sommaires provenant d'officiers et des notes sur l'attitude de la hiérarchie catholique, dont il ressort un profond désaccord entre le peuple catholique et les évêques qui sont hostiles aux solutions du problème algérien reposant uniquement sur la force et la violence. René Brouillet rédige force fiches géographiques et historiques, où tout est chiffré et daté. En tant que secrétaire du comité des Affaires algériennes, il est l'homme de confiance du Général, qui l'envoie à Alger pour faire le point avec le général Salan : « Il vous précisera de ma part où on en est à tous points de vue »¹⁵.
- 15 Les archives apportent aussi des révélations sur la guerre larvée qui oppose, dans le second semestre de 1958, le président du Conseil au délégué général en Algérie, qui, rappelons-le, cumule les pouvoirs civils et militaires. Le général Salan ne recherche pas alors le pouvoir ; il est prêt à obéir au gouvernement de la République, à une condition toutefois : que celui-ci fasse sa politique ! Autrement dit, « qu'ils nous donnent le fric et qu'ils nous laissent faire ! ». On en a plusieurs illustrations : sur la censure que Salan entend maintenir en Algérie, sur les comités de Salut public qu'il soutient, en contradiction avec les rappels à l'ordre du Général, qui entend remettre en place les autorités civiles et refuser tout engagement en faveur de l'intégration. À la veille du référendum du 28 septembre, De Gaulle confie au général Ély la mission délicate de transmettre une lettre (datée du 18 septembre) à Salan, destinée à réitérer ses intentions : « Le oui ne saurait signifier le vote pour ou contre une solution déterminée du problème du statut politique de l'Algérie [...] Je vous invite à ne point tolérer que ceux qui sont sous vos ordres contreviennent à mes intentions formelles ». On ne peut pas être plus clair !
- 16 Autre révélation apportée par les archives : le nombre, la fréquence des contacts entre De Gaulle et le Front de Libération nationale, et d'abord Ferhat Abbas. On retrouve dans le fonds 5 AG 1 les noms de ces intermédiaires : entre autres, Germaine Tillion, Jean Amrouche, Robert Barrat.
- 17 Parmi les nombreuses notes qui évoquent tous les aspects du problème algérien, l'étude d'André Postel-Vinay, adressée à René Brouillet le 17 janvier 1961¹⁶, c'est-à-dire juste au moment des premiers contacts secrets qui vont permettre le début des négociations, apparaît prémonitoire, quand on connaît la suite. L'auteur insiste sur le fait que la

négociation se fasse avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) : « Mieux vaut régler dès maintenant, avec le GPRA, tous les aspects du problème algérien, plutôt que d'attendre, pour en discuter avec lui, qu'il ait pris le pouvoir à la suite d'un référendum ».

- 18 L'affaire du putsch est largement documentée dans le fonds 5 AG 1 ; j'y ai largement puisé pour mon livre publié en 2011¹⁷. Pour mémoire, notons les différentes versions manuscrites du discours du 23 avril, où l'on peut voir comment De Gaulle rend plus tranchante sa proclamation qui va avoir tant d'effet. Ainsi substitue-t-il dans son appel, à la fin du discours, la formule très simple, mais pathétique : « Françaises, Français, aidez-moi ! », à la répétition qu'il avait d'abord utilisée : « Françaises, Français, j'ai besoin de vous ! Françaises, Français, aidez-moi ! ». Est également conservé un curieux document : le journal de marche tenu par les aides de camp du Général, le colonel de Bonneval, le commandant Flohic et le lieutenant-colonel Teisseire, qui ont décrit tour à tour sur un cahier d'écolier quadrillé ce qui s'est passé du 22 au 26 avril. On sait que, dans l'entourage du Général, ces officiers représentent le carré des fidèles, à la différence de certains membres de l'état-major particulier, très réservés à l'égard de la politique algérienne.
- 19 Les papiers de Bernard Tricot, conseiller technique à l'Élysée, apportent aussi leur lot de révélations. C'est le cas de l'affaire Si Salah. On sait que celle-ci a été longtemps couverte par le secret. De fait, que des chefs de plusieurs wilayas aient été reçus le 10 juin 1960 à l'Élysée par le général de Gaulle constitue en soi-même un événement inimaginable ; que cette démarche ait lieu sans aboutir à un cessez-le feu avait de quoi interpellier sur la politique algérienne du Général : avait-il joué double jeu ? Comme d'habitude, des fuites se produisent dès l'automne 1960, au moment où un tournant décisif a eu lieu, avec la petite phrase du Général sur « la république algérienne qui existera un jour ». Bernard Tricot alerte le Général sur les fuites, mais en réalité c'est au printemps 1961 que cette affaire va éclater. En effet, le général Challe y fait allusion de façon voilée dans sa proclamation du 22 avril 1961, lors du déclenchement du putsch : « Il a même refusé de faire la paix », puis, lors de son procès, ce qui provoque d'ailleurs un incident. Dans les mois qui suivent et alors que les négociations ont commencé avec l'organisation extérieure de la rébellion, des articles de presse et des tracts de l'Organisation Armée secrète (OAS) la mentionnent ouvertement, pour fustiger la politique d'abandon du Général. Bernard Tricot lui suggère de saisir l'occasion offerte par une question orale du sénateur Jacques de Maupeou, demandant s'il est exact que des dirigeants algériens aient été reçus à l'Élysée et quelles suites ont eues ces contacts¹⁸. Une réponse est préparée minutieusement par Bernard Tricot et présentée par le ministre des Affaires algériennes, Louis Joxe, le 17 octobre 1961 au Sénat, qui apporte donc la révélation de l'affaire, mais qui ne satisfait pas le sénateur, qui insiste sur les responsabilités du gouvernement, coupable de n'avoir pas tiré profit des succès militaires, à l'origine de l'affaire.
- 20 Sans être la seule source d'information disponible, les archives présentées dans ce formidable inventaire sont indispensables pour écrire l'histoire de la première présidence de la V^e République et tracer le portrait de celui dont François Mauriac dit « qu'il avait la tranquille certitude d'être l'État, et c'est trop peu dire, d'être la France »

¹⁹.

BIBLIOGRAPHIE

Outre les références bibliographiques signalées en notes, l'auteur renvoie aux ouvrages suivants : Georgette ELGEY, *De Gaulle à Matignon*, Paris, Fayard, 2011, 380 p. et Maurice VAÏSSE, *La Grandeur, politique étrangère de la France, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, 726 p.

NOTES

1. Arch. nat., 98AJ.
 2. Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets (1905-1970)*, éd. Philippe de Gaulle, Paris, Plon, 1980-1997, 13 tomes.
 3. Pierre RACINE, « Les rapports entre le président de la République et le Premier ministre (janvier 1959-avril 1962) », dans *De Gaulle et ses Premiers ministres (1959-1969)* [actes de colloque], Paris, Plon/Fondation Charles-de-Gaulle, 1990, p. 41-43.
 4. Et non le 8, comme indiqué faussement dans les *Lettres, notes et carnets* [Tome 8 : juillet 1958-décembre 1960, Paris, Plon, 1985].
 5. Arch. nat., 5 AG 1/1712.
 6. Aurélie Filippetti, dans *Le Monde*, mardi 11 septembre 2012, p. 22.
 7. Arch. nat., 5 AG 1/511 et 859.
 8. Arch. nat., 5 AG 1/514.
 9. Arch. nat., 5 AG 1/514.
 10. Note du 8 janvier 1960.
 11. Lettre de Michel Debré du 27 mai 1960 et lettre de De Gaulle à Michel Debré du 2 juin 1960.
 12. Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets. Tome 8 : juillet 1958-décembre 1960*, Paris, Plon, 1985.
 13. Note du 27 février 1961 [éditée dans *Lettres, notes et carnets. Tome 9 : janvier 1961-décembre 1963*, Paris, Plon, 1986].
 14. Plusieurs des informations qui suivent sont dues au travail de dépouillement de Georgette Elgey, d'Odile Rudelle et de Chantal Morelle, qui ont servi dans le cadre du colloque *De Gaulle et l'Algérie*. Les actes ont été publiés sous le titre : *De Gaulle et l'Algérie, 1943-1969*, dir. Maurice Vaïsse, Paris, Armand Colin, 2012, 360 p.
 15. Arch. nat., 5 AG 1/1700-1702.
 16. Arch. nat., 5 AG 1/1701.
 17. Maurice VAÏSSE, *Comment De Gaulle a fait échouer le putsch, Waterloo*, A. Versaille, 2011, 352 p.
 18. Arch. nat., 5 AG 1/1764, note de Bernard Tricot du 20 septembre 1961.
 19. François MAURIAC, *De Gaulle. Trente années de la vie du monde*, Paris, Grasset, 1964, 345 p.
-

INDEX

Mots-clés : Brouillet (René), Challe (général Maurice), Communauté, Défense, Massu (général), Tricot (Bernard), indépendance nationale, politique étrangère

Index géographique : Algérie, Europe

AUTEUR

MAURICE VAÏSSE

Professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris

De Gaulle à la lumière des archives britanniques

Julian Jackson

- 1 Même si la publication de l'inventaire des archives de la présidence du général de Gaulle est un événement majeur pour les historiens du gaullisme, pour écrire sur De Gaulle, il ne faut pas se limiter aux archives gaulliennes. Il y a bien entendu les archives de ses ministres et collaborateurs - celles de Michel Debré¹, par exemple, sont d'une richesse inestimable -, mais il y a également les archives étrangères. De Gaulle est un personnage qui agit à l'échelle mondiale et les perceptions de ses interlocuteurs étrangers peuvent ajouter à notre connaissance du personnage et de sa politique.
- 2 Pour la période de la guerre et de la France libre, les archives britanniques - en particulier les archives du Foreign Office (série FO 371) et du Premier ministre (série PREM) - sont presque aussi importantes que celles de la France libre (3 AG 1) et elles ont été utilisées par de nombreux historiens, dont François Kersaudy, Jean-Louis Crémieux-Brilhac et Éric Roussel. Pour la période de la V^e République, la situation est un peu différente, puisque De Gaulle ne dépend plus de la bonne volonté du gouvernement britannique. Mais les souvenirs de la France libre - qui est née à Londres - lèguent aux relations entre les Britanniques et De Gaulle un côté plus passionnel qu'avec n'importe quel autre pays. On peut presque dire que c'est une affaire de famille, dans le sens où plusieurs des hauts fonctionnaires du Foreign Office pendant les années 1960 ont des souvenirs du Général qui remontent à la guerre. Galdwyn Jebb, ambassadeur britannique à Paris au moment de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, est un grand admirateur du Général, qu'il a rencontré déjà en 1940. Dans ses mémoires, il se souvient que, jeune fonctionnaire de service le 26 juin 1940, c'est à lui qu'est soumis le texte du discours que le Général devait prononcer ce soir-là. Avec quelque crainte, il se sent obligé de suggérer au Général quelques « légères modifications », car le Foreign Office trouvait le discours trop dur contre Pétain. Il subit la colère du Général qui, tout en étant obligé d'accepter les « modifications », les trouve « ridicules, parfaitement ridi-cu-les »². Quant à Pierson Dixon, successeur de Jebb à Paris, il a croisé le Général pour la première fois comme jeune diplomate dans l'entourage de Macmillan à Alger en

1943, vingt ans avant d'arriver à Paris comme ambassadeur³. Pour son successeur, Patrick Reilly, De Gaulle était « le seul grand homme que j'aie jamais connu ».⁴

- 3 Pour ce colloque, une petite enquête a été menée dans les archives britanniques - en l'occurrence les rapports de Pierson Dixon. Il y a eu quatre ambassadeurs britanniques à Paris pendant la présidence du général de Gaulle - Gladwyn Jebb jusqu'en octobre 1960, Dixon d'octobre 1960 à février 1965, Patrick Reilly de février 1965 à octobre 1968, Christopher Soames à partir d'octobre 1968 -, mais c'est Dixon qui a été en poste pour la période la plus longue et c'est lui qui a dû gérer l'épineux dossier de la candidature britannique au Marché commun et puis les retombées de l'échec de cette candidature après la fameuse conférence de presse gaullienne de janvier 1963. La situation de Dixon est compliquée par le fait qu'il est également le chef de la délégation britannique à Bruxelles pendant les négociations pour l'entrée britannique au Marché commun.

- 4 Quel est l'intérêt de ces rapports pour l'historien ou le biographe du général de Gaulle ? Les ambassadeurs doivent être à l'affût de tout ce qui se passe ; ils voient beaucoup de monde et quelquefois leurs interlocuteurs leur parlent avec une grande franchise. Je prendrais un petit exemple qui ne vient pas de Dixon mais de son successeur, Reilly, rapportant une conversation avec Louis Joxe en mars 1968. Joxe lui dit :

« Le Général est en bonne forme, mais il vieillit. Il devient de plus en plus indifférent à beaucoup de choses et il devient de plus en plus difficile de lui parler. Sa présence étouffante et écrasante empêche des communications normales du haut en bas de l'État français. Ce n'est pas que De Gaulle aspire à être un dictateur tout puissant. C'est simplement qu'il est là - et que sa présence est écrasante. Les hommes des générations suivantes sont sacrifiés. Nous ne sommes que des exécutants [...]. Nous faisons notre travail, mais nous n'avons pas la possibilité de penser d'une façon indépendante sur les sujets importants ».⁵

- 5 Ce n'est bien entendu pas la vérité sur de Gaulle en mars 1968, mais de telles impressions sont précieuses pour le biographe qui essaie de reconstituer le climat autour de De Gaulle et de dresser un portrait du personnage. Les ambassadeurs britanniques ont également le privilège de rencontrer le chef de l'État assez souvent et Dixon livre ses impressions sur le Général après chaque entretien. En novembre 1960, il le trouve « vieux et fatigué » ; il donne l'impression « d'être un homme qui doit faire un effort de reporter son esprit de la question algérienne ».⁶ Un mois plus tard, après la dernière visite du Général en Algérie, Dixon le voit dans « un état remarquable, plus animé et en meilleure forme physique et mentale que je l'ai vu jusqu'à présent ».⁷ En octobre 1963, pendant une partie de chasse à Rambouillet, il rencontre un De Gaulle un brin mélancolique à cause des nouvelles de la maladie de Macmillan : « Il réfléchit au fait que tous ceux qui ont été au pouvoir pendant sa carrière politique sont partis : « Si on laisse à part Hitler et Mussolini, FDR, Staline et Pétain sont morts ; Churchill et Adenauer ne sont plus actifs. Heureusement que la vie est courte et bientôt terminée »⁸. Un an plus tard, après le voyage épuisant du Général en Amérique latine, il rapporte : « Je l'ai rarement vu en meilleure forme physique et intellectuelle »⁹.

- 6 Il ne faut pas, bien entendu, toujours prendre de telles impressions comme la parole de l'Évangile - le ton élégiaque de ses remarques sur la maladie de Macmillan fait partie du répertoire habituel du Général -, mais elles sont des éléments à verser au dossier pour approfondir notre connaissance de De Gaulle, pourvu qu'on les recoupe avec d'autres témoignages. Par exemple, le changement que Dixon perçoit entre ses deux entretiens en automne 1960 correspond exactement à ce que nous savons à travers les archives de Michel Debré : De Gaulle traverse une période de grande incertitude et de dépression au

début de l'automne 1960, – une crise morale, qui est surmontée après son dernière voyage en Algérie en décembre 1960.

- 7 Pour sortir de ces impressions un peu fragmentaires, portons notre regard maintenant sur l'analyse globale que fait Dixon de la France pendant sa période de présence à Paris. Il est très sensible à l'énergie et au dynamisme économique de la France pendant ces années. Sans grande originalité, il fait souvent une comparaison entre le gaullisme et le bonapartisme du Second Empire. Il pense que De Gaulle sera suivi d'une nouvelle génération de Thiers et de Gambetta : « Espérons qu'il n'y aura pas de Sedan »¹⁰. Même si, depuis le début, il est convaincu que le Général surestime la puissance de la France, il reconnaît que « son prestige et son sang-froid confèrent à la France un poids et une influence sans proportion avec la puissance militaire et économique du pays »¹¹. En revanche, il perçoit très tôt la contradiction entre la politique de réconciliation avec l'Allemagne et la volonté du Général de prendre ses distances avec les États-Unis.
- 8 Cependant, toute la réflexion de Dixon à partir de juillet 1961 est dominée par une question : que va faire le Général quant à la candidature britannique au Marché commun ? Sur ce sujet, son opinion est fluctuante. En juillet 1961, il rapporte que De Gaulle lui aurait dit que « ça prendrait du temps » et que rien ne serait possible « au moment présent »¹². En novembre 1961, il est plus optimiste : « Vraisemblablement, il n'a pas encore décidé s'il nous veut à l'intérieur. Il n'est certainement pas vrai qu'il est décidé à nous exclure... Il pense que notre entrée serait un risque que l'on pourrait prendre si nous entrons dans des conditions qui rendent impossible pour nous de s'opposer à la direction générale qu'il veut donner à l'Europe »¹³. En mai 1962, il est revenu au pessimisme : « Il craint qu'il soit trop tôt pour nous d'entrer dans le Marché commun à cause du Commonwealth, etc. J'ai dit que l'on pourrait trouver des solutions, mais il est évident qu'il n'était pas convaincu [...] Mais que ce ne sont pas nos relations avec les États-Unis qui causent problème : il n'a jamais fait ce lien dans sa tête. Il ne veut pas être blâmé pour l'échec et il espère que l'on va renoncer »¹⁴. Deux mois plus tard, après la rencontre de Champs, il pense que la partie est gagnable : « Il préférerait que nous ne devenions pas une partie de l'Europe. Mais l'opposition frontale à Bruxelles risquerait de s'aliéner les Allemands [...] Alors il va essayer d'obtenir les meilleurs termes possibles à Bruxelles : soit cela rend notre adhésion impossible (à cause de nous), soit au moins la France en tirerait profit sur le plan économique »¹⁵.
- 9 Après coup, il livre une très longue analyse des raisons du veto et essaie de comprendre si la conférence de Nassau et les questions de défense ont été primordiales ou ont constitué un prétexte. En fin de compte et avec le recul, il est convaincu que la décision était inévitable. Il est profondément blessé par cet échec et, après janvier 1963, il devient de plus en plus difficile pour lui de voir en De Gaulle un allié, même si, en cas d'invasion soviétique, il serait « vraisemblablement avec nous »¹⁶. Selon Dixon, « il y a peu de questions sur lesquelles il y a un accord avec les Français [...] Ses positions sur Chypre, le Yémen, le Vietnam, etc., montrent qu'il ne se voit plus comme un membre de l'Alliance [...] Le seul constat d'une politique qui bouge, c'est une méfiance des Anglo-Saxons »¹⁷.
- 10 Pour réagir à cette situation, Dixon combat la ligne préférée du Foreign Office, qui est de faire de l'attentisme, minimisant les contacts avec De Gaulle en attendant le départ éventuel du Général. En revanche, la préférence de Dixon est pour une politique plus active : jouer sur les alliés, leur faire comprendre les méfaits de De Gaulle pour les

rassembler pour contrer ses desseins. C'est cette politique qui est adoptée par ses supérieurs.

- 11 Trois grands thèmes ressortent de cette montagne de rapports.
- 12 En premier lieu, il faut noter que Dixon se trompe très souvent dans ses prévisions. En janvier 1962, il écrit :

« Des historiens de l'avenir vont, à mon sens, identifier 1961 comme l'année où la fortune et l'autorité du Général ont commencé à décliner. En Algérie, sa ferme volonté n'est pas égalée par la nécessaire adresse diplomatique [...]. Seul son insuccès en Algérie prolonge son pouvoir, parce que peu de gens veulent qu'il parte avant d'avoir résolu le problème [...]. Après, le régime pourrait disparaître rapidement ou on se débarrassera de lui sans gratitude »¹⁸.
- 13 Une année plus tard, il n'est guère plus prescient malgré le succès des élections de novembre 1962, qui ont laissé De Gaulle, selon lui, « tout puissant ». Il voit le Général sur une « courbe descendante » et dit qu'il ne faut pas « se laisser envoûter par lui » : « À part son grand succès en Algérie, il n'a pas de succès dans le champ de la politique étrangère. La France n'est pas assez forte pour « libérer » l'Europe des États-Unis et, grâce à De Gaulle, elle commence à révolter ses voisins plutôt qu'à les séduire »¹⁹. En revanche, un an plus tard, en janvier 1964, dans son rapport annuel, l'ambassadeur énumère toutes les raisons pour lesquelles le Général a raison d'être « serein » sur sa situation politique, ce qui suscite un commentaire ironique de Londres : « Il est intéressant de comparer ce rapport avec tous les malheurs que Dixon avait prévus pour De Gaulle il y a un an. Il semble maintenant partager notre opinion que De Gaulle peut poursuivre ses aventures étrangères sans obstacle et qu'il a eu une année très réussie »²⁰. Les erreurs d'analyse de Dixon sur l'avenir politique sont très répandues et on devrait les voir comme un reflet des milieux journalistiques et politiques qu'il fréquente à Paris autant que comme un aveuglement personnel.
- 14 Par ailleurs, le grand problème, pour Dixon, est de décrypter le fonctionnement décisionnel d'un nouveau système français, très différent de ce que les Anglais ont connu dans le passé. Il commente en décembre 1962 : « Comme tout le monde, fonctionnaires, journalistes, ministres, nous sommes obligés d'utiliser notre intuition pour déchiffrer ce qu'il pense. Il est le sujet d'innombrables conversations et histoires. C'est ça qu'il aime. Il croit au mystère. Même les citations et des mots qui circulent sont peut-être apocryphes. Il exerce une fascination extraordinaire et a du charme quand il veut l'utiliser »²¹.
- 15 Pour percer ces mystères, Dixon compte beaucoup sur « nos amis au Quai » (la phrase revient souvent). Mais cela ne mène pas très loin :

« Nos amis au Quai eux-mêmes ne savent pas grand-chose : des gens dans l'entourage du Général essaient souvent d'interpréter sa politique à la lumière d'un propos ou d'une remarque qu'il aurait fait. Il est difficile de savoir si une idée a été soumise ou non au Général [...]. On prépare pour lui chaque jour des résumés de tous les télégrammes. De temps en temps, il saisit sa plume pour annoter, mais c'est difficile à déchiffrer, parce qu'il n'a pas la plume facile et il y a souvent des ratures successives. Ces annotations deviennent la base de la politique, même quand, en fait, ils sont dépassés par les événements [...]. Des membres indiscrets du Quai nous montrent de temps en temps ces documents, parce qu'ils ne peuvent s'empêcher d'attirer l'attention sur le style inimitable du Général [...]. Personne n'est dans sa confidence, même s'il voit le secrétaire général de l'Élysée chaque jour [...]. Ses méthodes sont souvent contre-productives : Wormser nous a dit qu'il aurait pu gagner la partie à Bruxelles d'une façon plus subtile que la conférence de presse

[...]. Depuis deux années, les intelligents et capables fonctionnaires du Quai sont devenus de plus en plus critiques [...]. Mais le système marche, parce que les fonctionnaires agissent pour amortir les chocs. Il sont moins loyaux qu'il y a deux ans et, par conséquent, nous apprenons plus vite qu'avant ce que le Général est en train de fabriquer »²².

- 16 Une année plus tard, il devient plus pessimiste sur ces contacts : « Le Quai est profondément mécontent, mais pourtant il commence à s'y habituer ». Cela crée une situation « kafkaïenne », où « même nos bons amis nous mentent »²³. Bref, « l'élyséologie n'est pas une science exacte »²⁴.
- 17 Enfin, il ne s'agit pas que de décrypter un *système*, mais également de comprendre un *homme*. Dixon est tour à tour envoûté et irrité, fasciné et agacé, admiratif et rancunier envers le Général. Son obsession pour la personnalité de De Gaulle devient telle qu'un jour il s'excuse auprès de ses supérieurs à Londres : « Cela doit être fatigant pour vous d'avoir consacré tant de temps à la France, quand elle ne devrait pas nous imposer ces maux de tête »²⁵. Un rapport, envoyé dans l'été 1963, où il voit la politique du Général comme celle d'un homme de plus en plus fou, est annoté par le Premier ministre lui-même : « Je me demande si l'ambassadeur ne devient pas fou lui aussi »²⁶. Une autre fois, un fonctionnaire à Londres commente : « Dixon démontre l'irritation avec le Général, qu'il nous conseille d'éviter »²⁷.
- 18 Malgré son exaspération et ses sautes d'humeur, Dixon fait un effort soutenu pour percer la pensée et comprendre le comportement du Général. Il relit tous ses ouvrages et beaucoup de biographies qui lui sont consacrées. Après l'élection du nouveau gouvernement travailliste en octobre 1964, il rédige un long rapport qui résume pour ses nouveaux maîtres londoniens tout ce qu'il a appris depuis son arrivée à Paris :
- « Le Général est en partie visionnaire, en partie calculateur. Les gens ne voient souvent qu'une partie et non pas l'autre. Les deux sont importantes. Le fait qu'il a une vision un peu irréaliste du rôle de la France ne veut pas dire qu'il est impossible de négocier avec lui, même si la coopération alliée, dont il parle souvent, veut dire pour lui que l'on soit d'accord avec lui. Il a souvent réussi grâce à un exercice de la volonté sans compromis. Il n'aime pas concéder quelque chose sous pression et il se voit (sans beaucoup de justification) comme un superbe négociateur. J'ai souvent pensé qu'un des problèmes, c'est que les gens ne lui parlent pas assez franchement. Mais, par contre, il faut l'approcher avec précaution, en sachant qu'il essaie toujours d'exploiter tous les autres à son avantage [...]. Il a une opinion assez médiocre de l'humanité et sa vision du monde ne ressemble à celle de personne d'autre, sauf peut-être de Mao. Il est impossible de le persuader de faire quelque chose qu'il ne veut pas faire. Il est important d'essayer de comprendre ce qu'il est en train de penser, mais c'est compliqué par le fait que, souvent, il ne dit pas ce qu'il pense, mais ce qu'il veut que son interlocuteur pense qu'il pense ou qu'il souhaite qu'il répète à d'autres. Il croit que tout ce qu'il dit aux autres va être répété. Ses pensées profondes, il les garde pour lui-même [...]. Pour être franc, souvent, il ne dit pas la vérité. Mais, en sa présence, il est presque impossible de se rappeler qu'il est en train de vous tromper, parce que son charme, un peu vieillot et d'une autre époque, est très grand. Toute conversation avec lui est très agréable [...]. Souvent, il mélange une franchise déconcertante avec une duplicité calculée. Pour lui, les relations internationales sont un jeu sur une grande échelle et il le joue avec génie.
- Trois choses dont il faut se méfier : 1°) Souvent, il lance une idée dans l'attente de la voir rejeter, pour lui donner le prétexte d'agir d'une façon déplaisante envers ses alliés (le mémorandum de septembre 1958) ; 2°) Il aime mener une conversation pour que son interlocuteur soit amené à dire quelque chose qui peut être utilisé contre lui. Il n'hésite jamais à rapporter une remarque d'un allié à un autre, tout en

les déformant (par exemple ce qu'il a dit aux Allemands sur la position de Macmillan sur Berlin en décembre 1961) ; 3°) Il incite ses ministres à donner des interprétations ambiguës et différentes de sa politique. Couve et Peyrefitte donnent souvent des interprétations radicalement différentes de ses idées, Couve étant d'habitude le moins fiable. En somme, je n'ai jamais rencontré un personnage plus difficile à manœuvrer »²⁸.

- 19 Dixon prend sa retraite début 1965. Quelques mois auparavant, il publie un ouvrage sur Pauline Bonaparte, dont l'ambassade de Grande-Bretagne avait été la résidence. Ayant lu le livre, en novembre 1964, De Gaulle lui envoie une lettre de remerciements et de félicitations : « L'ouvrage est excellent, d'abord au point de vue de l'Histoire, ensuite en raison du sentiment – car à vous non plus, cette pauvre Pauline n'est pas indifférente –, enfin, parce que votre style est clair et précis »²⁹. Dixon part. Il meurt brusquement après avoir pris sa retraite (22 avril 1965) et n'a jamais pu rédiger des mémoires sur son expérience parisienne. Dans un de ses derniers rapports, il réfléchit sur l'avenir de son propre pays :

« La leçon de l'histoire, il me semble, est que, pour survivre, les nations doivent faire un effort conscient de s'adapter et qu'il n'est pas assez de s'appuyer sur un grand passé avec des préjugés traditionnels [...]. Maintenant que les États-Unis et la Russie sont de grandes puissances et que la Chine s'éveille, nous n'aurons pas la puissance d'empêcher le monde de s'organiser d'une manière qui pourrait nous réduire éventuellement au niveau du Portugal, mais pas, on espère bien, à l'extinction, qui était le sort de la République vénitienne, – sauf à nous rapprocher d'un autre bloc territorial. Nous pourrions nous joindre aux États-Unis, mais sans espoir de les diriger. Nous pourrions espérer de conduire et de diriger l'Europe et nous devons tenter de le rejoindre »³⁰.

- 20 En lisant ces mots, on peut se demander si la vision du monde du Général n'avait pas un peu déteint sur lui.

NOTES

1. Arch. nat., 98AJ.

2. Gladwyn JEBB, *The Memoirs of Lord Gladwyn*, Londres, 1972, p. 100. Sur la carrière de Jebb, voir Sean GREENWOOD, *Titan at the Foreign Office. Gladwyn Jebb and the Shaping of the Modern World*, Leyde, 2008, 472 p.

3. Piers DIXON, *Double Diploma. The Life of Sir Pierson Dixon Don and Diplomat*, Londres, 1968. Sur Dixon, ambassadeur, voir James ELLISON, « Sir Pierson Dixon, 1960-1965 », dans Rogelia PASTRO-CASTRO and John YOUNG (éd.), *The Paris Embassy. British Ambassadors to France (1944-1979)*, Basingstoke, 2013. Je tiens à remercier James Ellison qui m'a procuré la documentation pour la rédaction de cette communication.

4. Oxford, Bodleian Library, MS. Eng.c.6925 Sir Patrick Reilly Memoirs, 1964-1966, p. 66-67.

5. Oxford, Bodleian Library, MS. Eng.c.6926 Sir Patrick Reilly Memoirs, 1967-1968, p. 165-166.

6. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/153916/WF1052/35G, Dixon à Home, 18 novembre 1960.

7. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/161098/WF1052/2, Dixon à Home, 17 décembre 1960.

8. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811, Dixon à Home, 16 octobre 1963.
9. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177875/RF1051/31, Dixon au Foreign Office, 23 octobre 1964.
10. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/169107/CF1011/1, Dixon au Foreign Office, 3 janvier 1963.
11. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811, Dixon à Butler, 12 mars 1964.
12. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/3337, Dixon à Home, 13 juillet 1961.
13. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/160441/CF1022/10, Dixon à Hoyer Millar, 16 novembre 1961.
14. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/3775, Dixon à Home, 22 mai 1962.
15. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/163491/CF1015/83, Dixon à Home, 28 novembre 1962.
16. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/77865/RF1022/44, Dixon à Butler, 22 avril 1964.
17. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177864/RF1022/21 Dixon à Caccia, 14 février 1964.
18. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/163494/CF1022/1 Dixon à Home, 9 janvier 1962.
19. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/169107/CF1011/1 Dixon au Foreign Office, 3 janvier 1963.
20. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177859/RF1011/1. Dixon à Butler, 13 janvier 1964.
21. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811, Dixon à Home, 19 décembre 1962.
22. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811 : *General de Gaulle's Method of Government*, 8 avril 1963.
23. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177864/RF1022/30. Dixon à Caccia, 12 mars 1964.
24. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811 : *Franco-German Relations*, 10 août 1964.
25. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177864/RF1022/30. Dixon à Caccia, 12 mars 1964.
26. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811. Dixon à Caccia, 16 juillet 1963.
27. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/163494/CF1022/1. Dixon à Home, 9 janvier 1962.
28. Kew, National Archives, Arch. du Foreign Office, FO371/177875/RF1051/34. Dixon à Gordon Walker, 19 octobre 1964.
29. Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets. Juin 1958-novembre 1970*, Paris, Plon, 2010, p. 676.
30. Kew, National Archives, Arch. du Premier ministre, PREM11/4811 : *European and Atlantic relations*, 16 juillet 1964.

INDEX

Mots-clés : Dixon (Pierson), Foreign Office, ambassade de Grande-Bretagne en France, Marché commun, politique européenne, Premier ministre britannique

AUTEUR

JULIAN JACKSON

Professeur d'histoire de la France à l'époque contemporaine à la Queen Mary University, Londres

Charles de Gaulle parmi les siens

De Gaulle et les gaullistes à l'Élysée (1959-1969)

Bernard Lachaise

« Je n'ai jamais, vous le savez, fait état du "gaullisme". Mais il ne me serait pas possible d'agir à la tête de l'État sans le concours des hommes qui jugent que c'est nécessaire [...]. Soutenir cette action, cela ne comporte pas qu'on soit de droite ou de gauche ; ni qu'on appartienne à tel ou tel parti et cela n'appelle pas d'encouragements spécifiquement adressés aux uns ou aux autres... »¹.

- 1 Dans cet extrait de lettre du Président de Gaulle à Jean-Claude Servan-Schreiber - qui se revendique du gaullisme de gauche - le 16 juillet 1959, le chef de l'État confirme qu'il n'utilise pas ou peu - publiquement au moins - des mots « gaullisme » et « gaullistes ». Effectivement, il ne le fait pas plus sous la V^e République qu'avant 1958².
- 2 Mais à travers un tel propos, se dessine une définition des gaullistes selon le Président de Gaulle : « l'ensemble des Françaises et des Français qui lui apportent leur concours ». Parmi ces gaullistes figurent donc, dans une acception large, du plus grand nombre aux groupes les plus restreints : les électeurs qui accordent leur confiance au Général dans tous les grands scrutins nationaux (législatifs, présidentiels et référendaires..., à l'exception de celui du 27 avril 1969) ; les adhérents, militants et cadres des mouvements se revendiquant du Général et soutenant sa politique..., même si une adhésion n'est pas une condition obligatoire ; les élus qui accordent leur confiance aux gouvernements nommés par De Gaulle ; les membres du gouvernement nommés par le Général et l'entourage du Général à l'Élysée.
- 3 Aujourd'hui, il est impossible d'évoquer ici tous ces gaullistes... Autour du thème « Charles de Gaulle parmi les siens », je vais centrer mon propos sur cette question de la relation entre le président de la République et les gaullistes, en m'interrogeant sur l'apport des archives de la Présidence.

- 4 Aux sources déjà connues et largement utilisées comme les témoignages écrits et publiés (du général de Gaulle³, de gaullistes⁴, de journalistes⁵) et les autres archives (notamment les fonds Foccart, Christian Fouchet, Lefranc ou Debré⁶), les archives de la présidence de la République constituent un précieux complément. Si elles ne peuvent indiquer les interlocuteurs téléphoniques du Général - mais on sait le maigre usage que De Gaulle fait du téléphone... -, elles renseignent sur les gaullistes que le chef de l'État reçoit en audience ou à déjeuner, sans donner - hélas - le contenu des entretiens ; sur les correspondances qu'il reçoit ; sur les informations concernant les mouvements gaullistes transmises à l'Élysée et sur les commentaires qu'inspirent au Président les propos, voire les propositions, des gaullistes.
- 5 La courte présentation qui va suivre n'a pas la prétention à l'exhaustivité, car elle est élaborée à partir de sondages conservés sous la cote 5 AG 1 (agendas, dossiers sur les partis politiques gaullistes, correspondance avec les parlementaires, dossiers électoraux) et non sur un dépouillement intégral de tout ce qui pourrait concerner le vaste sujet des gaullistes⁷... « Les gaullistes » dont il est question ici, ce sont les élites gaullistes constituées de l'entourage, des membres du Gouvernement, des parlementaires et des cadres dirigeants des mouvements se revendiquant du général de Gaulle, soit le cœur de la famille ou le sommet de la pyramide. Les archives de la Présidence montrent deux caractères des relations entre le chef de l'État et les gaullistes : d'une part, l'étroitesse du « premier cercle » gaulliste, avec lequel Charles de Gaulle est en relation et la primauté des plus anciens compagnons dans ce groupe ; d'autre part, la place disproportionnée occupée par les gaullistes de gauche, par comparaison avec les gaullistes des mouvements majoritaires (UNR-UD-V^e République, UDR).
- 6 Le dépouillement des agendas du chef de l'État, des dossiers sur les partis gaullistes et de la correspondance avec les parlementaires permet de connaître les gaullistes qui ont accès au général de Gaulle à l'Élysée. Quantitativement, il apparaît que le président de la République a un nombre d'interlocuteurs assez réduit dans la famille gaulliste. Cela confirme un trait que nous avons déjà eu l'occasion de démontrer, tant pour les années 1955-1958 qu'entre 1965-1969 à travers le *Journal de l'Élysée* de Foccart et durant les événements de mai-juin 1968⁸.
- 7 Il s'agit principalement, d'une part, des piliers de l'entourage - notamment les « quatre grands » les plus présents (le secrétaire général de l'Élysée, le directeur de cabinet, le secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et pour les affaires africaines et malgaches, le chef d'état-major particulier), qui constituent les plus proches intermédiaires entre De Gaulle et les gaullistes et, d'autre part, du Premier ministre⁹. Puis viennent, en seconde position, des ministres avec une fréquence très liée à leur place dans la hiérarchie du gouvernement. Loin derrière, dans les gaullistes en contact fréquent avec le Président de Gaulle, viennent des membres du Conseil constitutionnel, le Président de l'Assemblée, des présidents de groupes parlementaires et quelques cadres des partis gaullistes. Ainsi, s'opposent clairement l'image du chef de l'État parmi les Français - et d'abord les gaullistes - lors des bains de foule et la réalité d'un quotidien, à l'Élysée, où le Président gouverne avec l'exécutif (Premier ministre et les principaux ministres) et « le super-exécutif - soit le sommet de l'entourage - placé immédiatement sous le chef de l'État », selon la formule de Pierre Viansson-Ponté¹⁰.
- 8 Au sein du « premier cercle » des gaullistes les plus fréquemment en contact avec le chef de l'État, force est de souligner la place des plus anciens compagnons dont ceux de

la Résistance. Une étude des gaullistes pour 1959 le montre, mais elle est confirmée pour 1964-1965 à partir des agendas : plus de la moitié sont des gaullistes de la Résistance, dont certains très proches (Gaston Palewski, Maurice Schumann, Maurice Couve de Murville, Louis Jacquinot, Louis Joxe, Louis Vallon, etc.¹¹). Presque tous - à l'exception de Couve de Murville, Alain Peyrefitte, Edgar Pisani, François Missoffe, Maurice Herzog, François-Xavier Ortoli, Jean-Marcel Jeanneney - ont participé au gaullisme du temps du RPF, dont certains à un très haut niveau de proximité (Georges Pompidou, Louis Terrenoire, Christian Fouchet, Jacques Baumel, Gaston Palewski, André Malraux, Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré, André Astoux, Pierre Billotte, etc.¹²). Cette première génération de gaullistes reste au premier plan au temps de la Présidence. Qu'en est-il de la proximité avec le cercle plus large des milieux politiques gaullistes ?

- 9 Alors que jamais le nombre d'élus gaullistes à l'Assemblée nationale n'a été aussi élevé et que le groupe gaulliste constitue le premier groupe de la majorité, il est frappant de voir la place très modeste occupée par les élus parmi les interlocuteurs ou contacts du général de Gaulle¹³.
- 10 Le chef de l'État en reçoit très peu en audience et les parlementaires écrivent peu à l'Élysée (entre 1966 et 1969). Souvent, il s'agit de demandes d'audience ou de recommandation ou pour... solliciter un fauteuil ministériel, à l'exemple de Jean de Lipkowski¹⁴.
- 11 Seule une poignée d'élus écrivent pour aborder une question de fond, émettre un commentaire argumenté, une proposition ou une analyse plus critique sur un aspect de la politique gouvernementale. Certains de ces courriers, sans se révéler très originaux, n'en apportent pas moins des éclairages intéressants et constituent autant de pièces à verser à l'historiographie de quelques débats ayant marqué la fin de la présidence de Gaulle. Trois exemples méritent d'être retenus : mai 1968 et la sortie de crise, la loi Edgar Faure sur l'enseignement supérieur et l'âge du droit de vote.
- 12 Ainsi, dans la lettre qu'il adresse au général de Gaulle le 29 mai 1968, au plus fort de la crise de mai, Edgar Pisani, député de la 1^{re} circonscription de Maine-et-Loire - ancien ministre -, reprend les critiques contre le gouvernement Pompidou qu'il a prononcées à la tribune de l'Assemblée quelques jours plus tôt et suggère des solutions de sortie de crise à court et long terme. Il y écrit :

« Un événement seul peut sauver l'État [...]. Cet événement, il faut le créer [...]. Pour des raisons de fond et de circonstances, le référendum ne constituera pas cet événement. Il ne vous reste plus qu'une possibilité : assurer le départ de l'équipe gouvernementale, nommer une équipe nouvelle et provisoire, décider de procéder à des élections dans les semaines prochaines et, par là même, suspendre la procédure du référendum. Le gouvernement s'est discrédité par son imprévision, son long refus des réformes, ses maladresses, son long silence depuis le début de la crise [...]. L'équipe nouvelle devra frapper par la nouveauté de ses structures, de son style, de ses membres. Elle devra procéder suivant la méthode du calendrier et s'y tenir [...]. Elle devra adopter, en les transcendant, deux attitudes contradictoires, l'une d'autorité, l'autre de "participation" »¹⁵.
- 13 C'est donc vers un mélange des voies ou des modèles gaullien et ménéstiérisien - notamment sur le calendrier - que Pisani, proche des gaullistes de gauche, oriente le général de Gaulle. Dans cette lettre transparaît le fossé qui se creuse en 1968 sur la perception de la crise, celle qui oppose au sein des rangs gaullistes, les visions d'un

« mai fécond » ou d'un « mai stérile » et qui débouche sur des réponses différentes, analysées par Paul Bacot en 1986 :

« le type d'interprétation "gaullien" reconnaît une légitimité au mouvement de révolte et revendique le monopole des solutions aux problèmes qui sont à son origine. Le type d'interprétation "pompidolien" privilégie une vision négative d'une crise, face à laquelle la seule réponse à court terme n'est pas la réforme, mais la riposte à la subversion »¹⁶.

- 14 Les racines de ces clivages sont antérieures à mai 1968, comme en témoigne, le 9 mars 1966, un autre courrier - accompagné d'un rapport de 14 pages...- d'Edgar Pisani, alors ministre de l'Équipement dans le 3^e gouvernement Pompidou. Pisani situe sa réflexion dans une analyse des élections présidentielles de 1965 et dans la perspective des élections législatives de 1967. Sa lettre s'achève ainsi :

« La vie politique ne peut renaître que par la participation de ceux pour qui le débat institutionnel est dépassé, pour qui la France doit rester attachée à la politique d'indépendance et de paix qu'elle a adoptée, pour qui le vrai débat est désormais celui de la vie de chaque jour et de la modernisation des structures, pour qui seul compte l'effort qui permettra de donner au vieux pays une civilisation toute neuve, *de donner à chacun les moyens d'être un homme heureux, les moyens et le goût d'être un homme actif* »¹⁷.

- 15 Pisani appartenait aux gaullistes en quête de réforme et de participation, impatients et déjà insatisfaits d'une politique gouvernementale insuffisante à leurs yeux en ce domaine.
- 16 Une autre lettre concerne le projet de loi Edgar Faure sur l'enseignement supérieur en 1968. Elle émane de Jean Capelle, député de la 2^e circonscription de la Dordogne, qui écrit au chef de l'État le 1^{er} octobre 1968. Ce n'est pas tant la fonction occupée à cette date par Capelle qui compte que son expérience passée : ancien recteur, il a surtout occupé la plus importante des directions du ministère de l'Éducation nationale, celle de l'organisation et des programmes scolaires entre mars 1961 et décembre 1964¹⁸. En écrivant au chef de l'État, Capelle veut attirer son attention sur les dangers du projet de loi Edgar Faure. Il reprend ici des propos critiques tenus notamment lors des journées parlementaires du groupe UDR à La Baule quelques semaines plus tôt. Parmi les nouveautés du projet sur lesquelles Capelle exprime son inquiétude figurent la question de la sélection et celle du rapport enseignants/étudiants dans les futures instances universitaires.

« Grâce au privilège du libre accès de tous les bacheliers, écrit-il, les facultés subissent une *contre-sélection* car elles reçoivent ce qui restait quand les Grandes Écoles et les écoles fort secondaires ayant vocation à former des cadres moyens, ont recruté leurs propres élèves. Il paraît nécessaire d'affirmer, comme une composante de leur autonomie, la responsabilité, pour les universités, d'assurer leur recrutement ».

- 17 Et pour les affaires disciplinaires impliquant des étudiants, Capelle s'inquiète : « le nombre d'étudiants égal au nombre des autres membres du Conseil est une mesure très dangereuse »¹⁹. Une telle position est loin d'être isolée dans la famille gaulliste car bon nombre de parlementaires sont hostiles à la loi Edgar Faure jugée trop libérale. Les archives présidentielles – pas plus que *Lettres, notes et carnets* - ne conservent la réponse donnée par le chef de l'État à Capelle, mais certains commentaires du général de Gaulle, livrés par Alain Peyrefitte, fournissent des indices. Ainsi, quand en janvier 1968 déjà, Peyrefitte, alors ministre de l'Éducation nationale, envisage d'instaurer la sélection, de Gaulle lui répond : « Mais M. Capelle, comment voulez-vous qu'il dirige convenablement

cette commission [annoncée par le ministre], alors que, du temps où il était chez Fouchet, il n'a jamais poussé vers la sélection ?», ce qui amène Peyrefitte à expliquer : « Si j'ai pensé à lui, c'est qu'il a publiquement pris parti en faveur de la sélection », ce à quoi De Gaulle réplique : « Mais pourquoi n'en a-t-il rien fait quand il était responsable ? » !²⁰ Pourtant, sur la question de la sélection... et de son non aboutissement, de Gaulle avoue quelques mois plus tard, le 9 janvier 1969, sa propre impuissance : « Je suis bien d'accord qu'il faut en venir là, je suis bien d'accord que c'est là le grand problème. Mais comment l'imposer, si le corps enseignant n'en veut pas et recule devant l'obstacle ? ». Sur la loi Faure - désormais votée -, De Gaulle se montre plutôt satisfait, sans enthousiasme, mais confiant :

« Cette loi n'est pas mauvaise en elle-même [...]. La loi est ce qu'elle est. Tout est dans l'application maintenant [...]. J'ai été favorable à la loi d'orientation car elle décentralise. Elle fait régler les problèmes sur le terrain par ceux qui les connaissent. C'est un bon principe. Il reste à savoir comment on l'appliquera ; et puis c'est nécessaire, mais pas suffisant ; nous verrons bien, nous aurons l'œil »²¹.

- 18 C'est en tant que président de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales et aussi en tant qu'ancien ministre qu'Alain Peyrefitte, député de la 4^e circonscription de Seine-et-Marne, transmet au chef de l'État en mars 1969 un dossier qui préconise le droit de vote à 18 ans. La réponse qui lui est adressée n'émane pas directement du général de Gaulle, mais elle laisse présager un refus : « J'ai retiré l'impression, écrit le conseiller, expliquant en avoir parlé avec le Président, qu'il n'était pas opposé au principe de la mesure que vous préconisez, mais qu'il pensait que l'âge de 18 ans, qui est maintenant souvent celui des lycéens, était trop jeune pour être fixé comme étant celui de la majorité pour l'exercice des droits politiques... »²². Peyrefitte appartient à ces rares gaullistes - tels Robert-André Vivien (dès 1964) et Edmond Michelet ou Pierre Dumas en 1968 - qui sont favorables à l'abaissement de la majorité électorale. Mais De Gaulle ne l'est pas : « De Gaulle a foi en la jeunesse, écrit l'historien Gérard Madérier, mais pour ce qui concerne sa maturité, son indépendance d'esprit, condition *sine qua non* de la liberté d'expression à travers le vote, l'entrée dans la vie active ou l'engagement pour la défense de la patrie seraient les deux portes à ouvrir pour s'affranchir de toute tutelle et rendre ainsi sa pleine liberté à la jeunesse pour qu'elle s'insère dans le jeu politique »²³. La place occupée par le gaullisme de gauche dans les relations avec les mouvements gaullistes apparaît disproportionnée par rapport au poids de ces gaullistes dans leur famille politique.

- 19 Tout au long de la présidence, mais principalement durant le premier septennat et en particulier entre 1959 et 1962 - au temps de l'Union démocratique du travail (UDT) -, les gaullistes de gauche attirent fréquemment l'attention de l'Élysée et sollicitent le Général. Ce qui les concerne dans les dossiers sur les partis gaullistes dans les archives de la Présidence l'emporte de loin sur les fiches, notes et correspondance sur l'UNR et ses successeurs²⁴. Dans le fonds Solférino, dans les dossiers du cabinet de Pierre Lefranc, de nombreux documents sont très riches pour l'histoire de la naissance et des débuts de l'UDT, fondée le 14 avril 1959. Ainsi, Louis Vallon envoie au général de Gaulle le 9 mars 1959 une « note succincte sur l'opportunité de constituer une Union démocratique du travail », éclairante sur les motivations et le positionnement des gaullistes de gauche, bien au-delà de la future UDT :

« Des voix acquises au gaullisme en septembre (1958) ont été perdues depuis lors par l'UNR et les socialistes. L'UNR apparaît désormais aux électeurs de gauche comme trop orientée à droite, voire pour certains de ses éléments, à l'extrême-

droite chauvine et fascisante. Favorable à « l'intégration », sourdement hostile aux initiatives prises par le chef de l'État dans l'affaire algérienne, elle éloigne d'elle ceux qui se sentent à la fois gaullistes et hommes de gauche, au moment où la décadence du parti socialiste s'accroît. Il y a désormais place à gauche pour une formation nouvelle, généreuse et humaine, dénuée de dogmatisme ou de sectarisme, soucieuse de consolider les nouvelles institutions, de favoriser l'arbitrage national du général de Gaulle et de concourir à l'établissement d'un nouvel équilibre politique dans notre pays. Il ne lui manque que d'exister ».

- 20 Moins d'un an après la création de l'UDT, ses responsables sollicitent à plusieurs reprises le général de Gaulle. Pierre Billotte et Louis Vallon ont remis au chef de l'État le 23 décembre 1959 un mémorandum sur leur mouvement, son action et ses besoins et ils le sollicitent désormais directement pour lui faire part de leurs soucis financiers. Dans une lettre à René Brouillet, directeur de cabinet du président de la République, le 20 février 1960, Louis Vallon menace de démissionner de ses diverses fonctions – secrétaire général de l'UDT, membre du Conseil économique –, si l'aide promise par le chef de l'État en décembre n'est pas intégralement versée ! Cette « bataille » des responsables de l'UDT – dont le trésorier Claude Bouchinet-Serreulles – pour obtenir l'appui de l'Élysée n'a peut-être pas été gagnée immédiatement. Certes, les archives ne gardent pas de trace de la position personnelle du chef de l'État, mais elles nuancent l'idée souvent reprise selon laquelle « le Général apporte une attention toute particulière à ce que l'UDT ne manque de rien. Il soutient sur ses fonds propres le journal *Notre République* et Étienne Burin des Rozières, secrétaire général de l'Élysée, veille à distribuer des subsides aux dirigeants de l'UDT »²⁵. Sans doute, l'aide du Général à ceux qu'ils considéraient comme ses « meilleures bouteilles » a-t-elle été plus tardive – Burin des Rozières ne devient secrétaire général de l'Élysée qu'en février 1962 – et peut-être moins spontanée qu'on a pu le croire²⁶. Elle a été conquise de haute lutte ! Sans doute ne faut-il pas oublier non plus le propos – non publié à l'époque – du chef de l'État au moment où Clavel s'éloigne de lui :

« J'ai lu l'article de Maurice Clavel. Il bat complètement la campagne. Croit-il que je suis le général de Gaulle pour les « gaullistes » ? Croit-il que je le suis pour Maurice Clavel et à son gré ? Non, je tâche de l'être pour la France. À cet égard, je prétends savoir mieux que personne (gaullistes et M. Clavel compris) ce que je dois faire et comment je dois le faire pour la servir à mesure. Et le reste m'est, non toujours indifférent, mais toujours sans poids et sans effet »²⁷.

- 21 Et ce propos rappelle celui cité initialement dans la réponse du président de la République à Jean-Claude Servan-Schreiber. Le chef de l'État ne veut pas être lié à tel ou tel groupe, quel que soit son « degré » de gaullisme.
- 22 Sans aucun doute, avec les gaullistes, De Gaulle est bien « parmi les siens ». Il a, à plusieurs reprises, employé l'expression, comme dans ce courrier à Jacques Chaban-Delmas, où il parle de René Moatti en rupture avec lui sur l'Algérie en 1960 : « Je considère Moatti, depuis toujours et par définition, comme des nôtres, je dirai même comme des miens. »²⁸
- 23 Au temps de la Présidence, cette « famille » politique lui est précieuse pour mener sa politique. Elle n'a jamais été aussi forte, notamment dans sa représentation parlementaire. Mais elle se divise – sur l'Algérie – et elle est plurielle avec, en particulier, ses « gaullistes de gauche », très minoritaires mais bruyants. Or, De Gaulle, chef de l'État, n'a qu'un seul objectif, la France et il attend des gaullistes un soutien sans faille.

NOTES

1. Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets. Juin 1958-novembre 1970*, éd. par Philippe de Gaulle, préf. de Jean-Luc Barré, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 158.
2. Jean Charlot a relevé cinq citations du mot « gaullisme » par de Gaulle dans Jean-François SIRINELLI (dir.), *Histoire des droites*, Paris, Gallimard, p. 654. Nous y avons ajouté une citation du 6 juillet 1952 dans Bernard LACHAISE (et alii), *Du général de Gaulle à Jacques Chirac. Le gaullisme et les Français*, Bordeaux, Scérén, CRDP d'Aquitaine, 2006, p. 16.
3. Charles DE GAULLE, *Mémoires*, Paris, Plon, 1954-1971 ; *Lettres...*, op. cit. ; *Discours et messages*, Paris, Plon, 1970.
4. Parmi lesquels : Jacques FOCCART, *Journal de l'Élysée*. Tome 1 : *Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)* et Tome 2 : *Le Général en mai 1968-1969*, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1997-1998 ; Alain PEYREFITTE, *C'était de Gaulle*, 3 tomes, Paris, Éd. de Fallois-Fayard, 1994-2000 ; Georges POMPIDOU, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012 ; Michel DEBRÉ, *Trois Républiques pour une France. Mémoires*, 5 tomes, Paris, Albin Michel, 1984-1994 ; Christian FOUCHET, *Mémoires d'hier et de demain*. Tome 1 : *Au service du général de Gaulle* et Tome 2 : *Les Lauriers sont coupés*, Paris, Plon, 1971-1973 ; Yves GUÉNA, *Le temps des certitudes (1940-1969)*, Paris, Flammarion, 1982 ; Bernard TRICOT, *Mémoires*, Paris, Quai-Voltaire, 1994 ; Jean CHARBONNEL, *À la gauche du Général*, Paris, Plon, 1996 ; Jean FOYER, *Sur les chemins du droit avec le Général. Mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, Paris, Fayard, 2006 ; Pierre LEFRANC, *Gouverner selon de Gaulle. Conversations avec Geneviève Moll*, Paris, Fayard, 2008 ; Robert POUJADE, *Avec de Gaulle et Pompidou. Mémoires*, Paris, L'Archipel, 2011.
5. Parmi lesquels : Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Les gaullistes. Rituel et annuaire*, Paris, Le Seuil, 1963 et *Histoire de la République gaullienne*, Paris, Fayard, 1970-1971 ; Michèle COTTA, *Carnets secrets de la V^e République*. Tome 1 : *1965-1977*, Paris, Fayard, 2007.
6. Arch. nat., 5AGF Fonds Foccart, 97AJ Fonds Fouchet, 98AJ Fonds Debré, 569AP Fonds Lefranc.
7. Ni la correspondance, ni les dossiers électoraux n'ont été dépouillés intégralement. Les principaux dossiers consultés pour ce texte sont, dans le fonds Élysée, l'article 5 AG 1/627 et, dans le fonds Solférino, les articles 5 AG 1/1521, 5 AG 1/2232, 5 AG 1/2247 et 5 AG 1/2248.
8. Bernard LACHAISE, « Les visiteurs du général de Gaulle au 5 rue de Solférino au temps de la « traversée du désert » (septembre 1955-mai 1958) », dans *Espoir. Revue de la Fondation et de l'Institut Charles-de-Gaulle*, n° 131, juin 2002, p. 25-30 ; « Les gaullistes à travers le *Journal de l'Élysée* » (1965-1969) », dans « Foccart entre France et Afrique », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 30, octobre 2002, p. 69-76 ; « Les relations entre de Gaulle-Pompidou en mai 1968 », dans Bernard LACHAISE et Sabrina TRICAUD (dir.), *Georges Pompidou et Mai 1968*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009, p. 95-109.
9. Voir Éric CHIARADIA, *L'entourage du général de Gaulle (juin 1958-avril 1969)*, Paris, Publibook, 2011, 824 p.
10. Cité par Éric CHIARADIA, op. cit., p. 731.
11. Palewski a été directeur de cabinet du général de Gaulle (octobre 1942-janvier 1946) ; Schumann, porte-parole de la France libre à Londres ; Maurice Couve de Murville, commissaire aux Finances du CFLN en 1943 ; Jacquinot, commissaire à la Marine du CFLN (novembre 1943-août 1944) ; Joxe, secrétaire général du CFLN, puis du GPRF ; Vallon, directeur adjoint du cabinet du général de Gaulle (janvier 1945-janvier 1946).
12. Pompidou fut chef de cabinet du général de Gaulle de 1947 à 1953 ; Terrenoire et Chaban-Delmas, membres du conseil de direction du RPF (1951-1953) ; Fouchet et Palewski, membres du comité exécutif du RPF (1947-1951) ; Baumel et Malraux, membres du comité exécutif du RPF

(1947-1953) ; Debré, membre du comité exécutif du RPF (1952-1953) ; Astoux, délégué régional du RPF (1949-1953) ; Billotte, membre du conseil de direction du RPF (1949-1952).

13. Le groupe gaulliste à l'Assemblée nationale compte 203 + 13 apparentés (en 1959) = 39 % des députés ; 216 + 17 (en 1963) = 48,3 % ; 180 + 20 (en 1967) = 41 % et 270 + 23 (en 1968) = 60,2 %. Source : Pierre AVRIL (dir.), *Personnel politique français (1870-1988)*, Paris, PUF, 1989.

14. Arch. nat., 5 AG 1/627. Parlement et grands corps : Assemblée nationale et Sénat (1966-1969) [fonds Élysée].

15. Arch. nat., 5 AG 1/627. Parlement et grands corps : Assemblée nationale et Sénat (1966-1969) [fonds Élysée].

16. Paul BACOT, « Crise salutaire » ou « divertissement triste » ? À la recherche d'une certaine idée de Mai 1968 », *Pouvoirs*, n° 39, 1986, p. 68-70. Sur les gaullistes face à mai 1968, voir Bernard LACHAISE, « De Gaulle et les gaullistes face à mai 1968 », dans Bernhard GOTTO, Horst MÖLLER, Jean MONDOT et Nicole PELLETIER (éd.), *Krisen und Krisenbewusstsein in Deutschland und Frankreich in den 1960er Jahren*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012, p. 89-96.

17. Arch. nat., 5 AG 1/2248. Élections législatives 1967 [fonds Solférino].

18. Voir Antoine PROST, « Jean Capelle : profil d'un réformateur » dans *Regards historiques sur l'Éducation en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2007, p. 81-84.

19. Arch. nat., 5 AG 1/627. Parlement et grands corps : Assemblée nationale et Sénat [fonds Élysée].

20. Alain PEYREFITTE, *C'était de Gaulle*, tome 3, Paris, Fayard, 2000, p. 415.

21. *Ibid.*, p. 607-608.

22. Arch. nat., 5 AG 1/627. Parlement et grands corps : Assemblée nationale et Sénat [fonds Élysée].

23. Gérald MADÉRIEUX, « De Gaulle, les gaullistes et la question du droit de vote des jeunes de 1939 à 1969 », dans *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Paris, Plon/Fondation Charles-de-Gaulle, 2005, p. 149-151.

24. Arch. nat., 5 AG 1/1521. UNR-UDT. Groupes parlementaires 1959-1963 [fonds Solférino].

25. Jérôme POZZI, *Les Mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 210.

26. L'expression « meilleures bouteilles » est rapportée par Jean Charbonnel dans *À la gauche du Général*, Paris, Plon, 1996, p. 168.

27. Note du 21 janvier 1966 au sujet d'un article de Maurice Clavel dans *Le Monde*, dans Charles DE GAULLE, *Lettres...*, op. cit., p. 775.

28. Lettre à Jacques Chaban-Delmas le 8 février 1960, citée dans Charles DE GAULLE, *Lettres...*, op. cit., p. 217.

INDEX

Mots-clés : entourage présidentiel, partis politiques, compagnon de la Résistance, gaullisme de gauche

AUTEUR

BERNARD LACHAISE

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bordeaux-III

Les conseillers du général de Gaulle à l'Élysée (1959-1969)

Éric Chiaradia

- ¹ Par conseillers du général de Gaulle, premier président de la V^e République du 8 janvier 1959 au 28 avril 1969, on entend, selon les propres mots du chef de l'État, son « entourage » ou sa « Maison », vocables qui seront repris ensuite par tous ceux qui en ont été et par les chercheurs¹. Ce nombreux ensemble compte presque deux cents personnes pour les deux mandats du général de Gaulle sur un peu plus de dix ans. Parmi eux, 30 % environ sont des militaires, des officiers généraux et supérieurs essentiellement, fait unique dans l'histoire institutionnelle des républiques françaises. Pour autant, civils et soldats sont-ils les conseillers du Président ? Rien n'est moins sûr. Il convient donc d'examiner d'un peu plus près ces cent quatre-vingt-seize hommes qui travaillent dans la première demeure de France, le Palais de l'Élysée. Qui figure dans la proximité du général de Gaulle ? Quel rôle joue-t-on auprès d'une personnalité éminente qui situe son action à un haut niveau historique ? Quelles images ce groupe donne-il de lui-même hier et aujourd'hui ?

Plusieurs types de conseillers dans l'« entourage »

- ² Le 8 janvier 1959, le jour même où est nommé le premier gouvernement de la V^e République - celui de Michel Debré - paraît un arrêté présidentiel qui porte l'en-tête « Présidence de la République. Nominations auprès du Président de la République ». Trois articles identifient, dans l'ordre hiérarchique, le secrétaire général de la présidence de la République, le directeur du cabinet du président de la République et le chef de l'état-major particulier du président de la République, deux hauts fonctionnaires civils et un officier général. Un autre arrêté, daté du même jour, nomme « auprès du Président de la République, Président de la Communauté » le secrétaire général pour la Communauté². Voilà, hérités de la III^e République, en ce qui concerne le secrétaire général et le directeur du cabinet, créés en ce qui concerne le chef d'état-major particulier et le secrétaire général pour la Communauté, les quatre premiers « collaborateurs » du chef de l'État - l'apparition des deux derniers découle de la mise

en œuvre de la Constitution de 1958. En effet, ses articles 5 (« Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. »), 15 (« Le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et les comités supérieurs de la Défense nationale. ») et 21 (« Il est responsable de la défense nationale. ») confèrent au Président de larges pouvoirs. En ce qui concerne la toute neuve Communauté, l'article 80 précise que « le Président de la République préside et représente la Communauté ». L'article 82 signale que « le Conseil exécutif de la Communauté est présidé par le Président de la Communauté ». Le choix de proches collaborateurs s'impose donc.

- 3 Peu à peu, au cours de l'année 1959, l'usage veut que chaque « grand » vienne rendre compte au chef de l'État de son activité, au cours d'une audience quotidienne vespérale, dont la durée varie tant par l'importance des affaires que par l'urgence des événements. Jusqu'en avril 1969 donc, le général de Gaulle voit chaque jour ses quatre principaux « conseillers », à l'exception du samedi et du dimanche, des voyages qu'il entreprend et de ses séjours à Colombey-les-Deux-Églises. Mais rien n'est moins figé, si les circonstances l'exigent. Les agendas présidentiels et le *Journal de l'Élysée* de Jacques Foccart - dont on ne dispose qu'à partir du 31 décembre 1964 - font état de plusieurs conversations quotidiennes, à la suite d'une convocation du général de Gaulle. Le bureau du secrétaire général de la Présidence ne jouxte-t-il pas celui du chef de l'État ?³
- 4 Chaque « grand » s'occupe d'un domaine particulier. Pour reprendre les mots d'Étienne Burin des Roziers, le secrétaire général suit les affaires de l'État, c'est-à-dire l'activité des ministères ; le directeur du cabinet met en relation le chef de l'État et la nation (audiences, réceptions, visites à Paris et en province), le secrétaire général pour la Communauté traite des rapports entre la France et ses territoires africains - indépendants en 1960. Les questions militaires relèvent du chef d'état-major particulier⁴. Pour cela, chacun s'entoure d'assistants qui communiquent avec eux et avec le général de Gaulle par des notes. Quatre conseillers techniques figurent auprès du secrétaire général, en charge respectivement des affaires économiques et financières, des affaires étrangères, des affaires sociales et des questions institutionnelles et juridiques. Il n'y a pas de conseiller technique au cabinet, mais certains chargés de mission, en particulier ceux qui ont en charge les affaires politiques et le service de presse/information, travaillent au contact du général de Gaulle. Une décision du 24 juin 1960, renouvelée par un décret du 16 mai 1961, fait de l'unique conseiller technique du secrétariat général pour la Communauté un véritable secrétaire général adjoint qui remplace son chef. Enfin, à l'état-major particulier, un sous-chef d'état-major est, sans texte publié, aussi admis à travailler auprès du Président. Les autres membres de l'entourage sont les chargés de mission, groupés en équipes autour d'un conseiller technique, et les membres de l'état-major particulier. Ils travaillent d'une manière hiérarchique et verticale et ils rédigent des notes dans leur secteur d'activité. Les trois aides de camp et les agents du protocole, rattachés au cabinet, ont l'avantage d'être au contact permanent pour les premiers, d'organiser les réceptions pour les seconds. Ils ont tous le privilège insigne de côtoyer le général de Gaulle d'une manière continue⁵.
- 5 Mais, dans cette immense cohorte, seulement ceux qui sont ou qui font fonction de conseillers techniques méritent d'être qualifiés de « conseillers », en plus des « quatre grands ». Encore faut-il tenir compte de la durée de leur fonction⁶. Ce groupe restreint

ne compte, pour les dix années de la présidence, que vingt-cinq noms⁷. Pourquoi méritent-ils alors d'intégrer le cercle de proximité du général de Gaulle ?

Peut-on conseiller le général de Gaulle ?

- 6 Henry Kissinger, qui a été adjoint pour les questions de sécurité nationale des présidents Nixon et Ford de décembre 1968 à novembre 1975, a bien défini ce qu'était un conseiller. Ce dernier dispose de la confiance de son chef. Il a accès à lui plusieurs fois par jour. Il figure dans sa proximité en de nombreuses circonstances. Il sait argumenter⁸. Il reste longtemps en poste. Ces critères sont largement valables pendant la république gaullienne. Pourquoi le général de Gaulle accorde-t-il attention et confiance à ses conseillers techniques ? Comment le travail de ces derniers infléchit-il la pratique des institutions dans un sens présidentiel ?
- 7 « Conseiller technique » ne signifie pas « éminence grise », qui décide seule ou au sein d'un groupe. D'après le *Dictionnaire grec-français* d'Anatole Bailly, *tekhné* veut dire « art, habileté à faire quelque chose », d'abord au sens manuel, mais il est aussi question d'« habileté et savoir », d'« art de la parole ou du raisonnement ». Ce savoir, les collaborateurs le tiennent de leur formation. Si le général de Gaulle n'est pas le premier chef de l'État à recruter parmi les anciens élèves des grandes écoles civiles et militaires, il amplifie de beaucoup le mouvement. D'une manière générale, les deux tiers de l'entourage ont passé par une grande école avec une montée en puissance rapide. En 1959, 56,2 % des membres de l'entourage est concerné. En 1969, le pourcentage franchit les trois quarts. Parmi les grandes écoles, l'École nationale d'administration se taille la part du lion avec 18,9 % de l'ensemble des fonctionnaires civils en 1969, en particulier les quatre conseillers techniques du Secrétariat général et les deux chargés de mission les plus importants du cabinet. L'École nationale de la France d'outre-mer domine, avec le même pourcentage, le secrétariat général pour la Communauté. Les officiers généraux sont issus des grandes écoles militaires. En aval des grandes écoles, la part des grands corps de l'État est importante. Si on ne retient que les « quatre grands », un seul, Jacques Foccart, est exportateur de son état. Parmi les vingt-cinq plus proches conseillers, sept (Jacques Foccart, Olivier Guichard, Xavier Babin de Lignac/Jean Chauveau, Pierre Lefranc, Xavier de Beaulaincourt, Pierre Chabrand et Jacques Patin) ne sont ni membres du Conseil d'État, ni de la Cour des comptes, ni du Corps diplomatique, ni de l'Inspection des finances, qui fournissent l'écrasante majorité des membres de l'entourage. En 1969, les « quatre grands » et les principaux conseillers proviennent tous des grands corps de l'État. Le savoir appris dans les grandes écoles et la spécialisation donnée par les corps plaisent au général de Gaulle⁹. Il dépolitise ainsi le sommet de l'État, parce qu'il écarte un entourage partisan, hérité à la fois des républiques parlementaires défunctes et de son cabinet de la présidence du Conseil de 1958-1959, et cela dès 1959-1960. « En somme, j'exerce ma fonction de manière à conduire l'exécutif, à maintenir le législatif dans les limites qui lui sont imparties [...]. Mais, en outre, j'ai activement affaire aux grands Corps qui conseillent l'État, au lieu de n'avoir avec eux que des rapports de forme et de convenance », peut-il écrire plus tard, lorsqu'il retrouve la France des structures¹⁰.
- 8 Pourtant, les politiques, qui ont suivi le général de Gaulle depuis qu'il préside, à partir de 1947, le Rassemblement du peuple français, ne sont pas systématiquement écartés. Ils forment l'autre branche des principaux collaborateurs. Olivier Guichard, chef de

cabinet de 1952 à 1958, devient ensuite directeur adjoint du cabinet en 1958-1959, puis conseiller technique. Jacques Foccart, secrétaire général du RPF à partir de décembre 1954, figure deux fois comme conseiller technique auprès du général de Gaulle de 1958 à 1960, avant d'entamer une longue carrière à la tête du Secrétariat général pour la Communauté. Les Français libres, dont l'engagement militaire remonte à 1940, ne disparaissent jamais non plus. Les secrétaires généraux Geoffroy de Courcel et Étienne Burin des Roziers, le directeur du cabinet Xavier Daufresne de La Chevalerie, Xavier de Lignac, Pierre Lefranc, les généraux Jean Olié, Louis Dodelier, André Lalande, Henri de Bordas, Renaud de Corta, Michel Fourquet, l'amiral Édouard Rivière en sont. Élités de la République et élites patriotiques se côtoient donc au service de l'État. Mais, avec les dernières, le général de Gaulle garde le contact avec la France qui le soutient. Au total, avec les deux groupes, le général de Gaulle a une relation directe avec la France qu'il estime le plus.

- 9 La confiance valorise enfin ceux qui figurent plusieurs fois dans l'entourage. Huit des quatorze « quatre grands » y ont au moins appartenu deux fois entre 1940 et 1969. Huit des vingt-cinq principaux conseillers sont dans le même cas, avec une nette prédilection pour les « politiques » (Xavier de Beaulaincourt, Jacques Foccart, Olivier Guichard, René Journiac, Pierre Lefranc, Jacques Narbonne, Jacques Patin, les généraux Henri de Bordas et Gabriel Gauthier). Dans quelle mesure, alors, ces diverses personnalités forment-elles, pour le général de Gaulle, selon le mot de René Brouillet, « un relais capable de l'aider à réunir le maximum d'éléments d'appréciation et de décision » ?¹¹
- 10 « Ce que le Général attendait de ses collaborateurs était clair : d'abord l'informer, ensuite lui soumettre des éléments de réflexion, enfin, dans les cas où il le prescrivait expressément, transmettre ses directives. Notre devoir était d'accomplir ces missions sans aller au-delà. » Ces propos de Geoffroy de Courcel confirment le témoignage de René Brouillet et ils donnent le ton sur le rôle de l'« entourage », de la disparition du général de Gaulle au début des années quatre-vingt-dix¹². Mais dans les faits et très vite, on a affaire à de véritables conseillers du Président, à la manière américaine. Déjà, le passage à la Présidence du Conseil de juin 1958 à janvier 1959 a préparé le cabinet, dirigé par Georges Pompidou, à des tâches de conception. Plusieurs colloques montrent l'importance de ce dernier dans tous les domaines de l'activité constitutionnelle et législative, d'autant plus que le gouvernement légifère par ordonnance et use du référendum – le 28 septembre 1958 pour faire approuver la nouvelle Constitution ¹³.
- 11 Geoffroy de Courcel indique que la technicité est mise au service d'une pratique présidentielle des institutions : préparation de l'avant-jour du Conseil des ministres, soumission par le secrétaire général et le secrétaire général du Gouvernement du projet d'ordre du jour, communication des dossiers à étudier à l'Élysée, assistance des deux hauts fonctionnaires au Conseil des ministres, établissement du procès-verbal de séance par eux, puis arrêté par le Président¹⁴. La présence silencieuse des « grands » et des principaux conseillers va s'étendre aux comités et conseils qui se créent progressivement. L'élément déclencheur est une crise grave qui se produit en plein cœur de la guerre d'Algérie. La « semaine des barricades » algéroise (24 janvier-1^{er} février 1960) fournit l'occasion, pour le chef de l'État, de mettre sous sa « coupe directe les Affaires algériennes »¹⁵. Sous l'autorité de celui-ci, un Comité des affaires algériennes est institué et son secrétariat est confié au secrétaire général de la Présidence, assisté par un conseiller technique, en l'occurrence Bernard Tricot¹⁶. Dès

lors, la présidentialisation du régime s'élargit avec l'institution de conseils restreints dans tous les domaines (affaires étrangères, affaires africaines et malgaches, affaires économiques et financières, éducation nationale...). Les « quatre grands » et leurs collaborateurs y figurent toujours en tant qu'assistants muets, chargés d'établir un relevé de décisions fidèle à la pensée gaullienne et donc à leur travail en amont¹⁷. Dans un autre domaine, dès février-mars 1959, la « Note Tricot », déduite d'une lecture présidentielle de la Constitution, attribue au chef de l'État la signature de plusieurs décrets réglementaires non soumis à l'examen en Conseil des ministres. Geoffroy de Courcel y ajoute, en mars 1959, les nominations de certaines catégories de fonctionnaires¹⁸. Dans le même temps, une intense pratique référendaire - trois référendums en 1961-1962 - valide les décisions du chef de l'État, décisions auxquelles les conseillers élyséens ont largement contribué. Le soutien du peuple souverain à l'action présidentielle conforte donc son entourage dans un rôle technicien éminent. Ce dernier n'est pas entravé par un écran législatif chronophage et avide de concessions et il dispose du temps pour agir et pour réformer.

Une large contribution à la présidentialisation

- 12 La mise en œuvre de la Constitution en 1959 et l'urgence d'une situation difficile, la guerre d'Algérie, ont donné de la vigueur à l'entourage. Les principaux conseillers ont-ils tenté alors d'avoir une action plus personnelle avec un véritable ascendant ? Les membres du gouvernement, la presse et l'« entourage » dans ses souvenirs donnent une image qui oscille entre intervention et contribution à la mise en œuvre de la politique gaullienne.
- 13 Beaucoup de ministres, d'après leurs témoignages, ont craint de voir limiter leur champ d'action. Jean Foyer, par exemple, a savoureusement décrit, au temps où il était secrétaire d'État chargé des relations avec les États de la Communauté (5 février 1960-18 mai 1961), puis ministre de la Coopération (18 mai 1961-14 avril 1962), la relation qu'il avait avec le secrétariat général de Jacques Foccart. Il a dit que la nomination et l'action de ce dernier en faisaient le véritable ordonnateur de la politique africaine du général de Gaulle. Ces écrits corroborent bien le lien direct qu'avait l'Élysée sur les relations stratégiques entre la France et son ancien empire colonial d'Afrique noire¹⁹. Georges Pompidou, ancien directeur du cabinet du président du Conseil en 1958-1959, Premier ministre depuis avril 1962, rappelle au nouveau secrétaire général de la Présidence Bernard Tricot, les règles du fonctionnement au sommet de l'État : « Le premier collaborateur du Général, c'est moi : le secrétaire général de la Présidence ne doit pas avoir d'idées. » La réponse de Bernard Tricot est dénuée d'ambiguïté, tant la pratique s'est installée depuis près de dix ans : « J'avais répondu que le secrétaire général ne devait pas tenter d'avoir sa politique à lui, mais qu'il ne pouvait pas ne pas avoir d'idées : s'il jugeait qu'elles en valaient la peine et étaient susceptibles d'application, il devait en faire part au Président et si celui-ci l'approuvait, il devait s'efforcer de les faire adopter et appliquer. » Il cite ensuite plusieurs réformes des années 1968-1969, entreprises après le départ de Georges Pompidou, dont une des explications est le conflit avec l'entourage gaullien²⁰. Au fond, Geoffroy de Courcel, lorsqu'il se penche, à la fin de sa vie, sur sa propre expérience, avait tracé la voie, en accord avec les services du Premier ministre, puisqu'il « s'agissait de suggérer au Président et au Premier ministre d'examiner

ensemble certaines questions qui pouvaient devenir urgentes, de leur signaler les risques de divergence au sein du gouvernement ou des administrations civiles et militaires, de veiller à ce que les positions dégagées au cours de ces entretiens fussent bien traduites dans les faits »²¹.

- 14 À l'échelon des conseillers techniques, l'initiative est accélérée par la compétence. De Jacques Foccart à Bernard Tricot, de Jacques Narbonne aux chefs adjoints de l'état-major particulier, l'expertise prime. Elle s'impose aux historiens et elle est étayée par les faits. Jean-Maxime Lévêque, conseiller technique chargé des affaires économiques et financières, confirme bien son rôle prospectif²². Cependant, ses notes, en 1962-1963, lui valent plusieurs entretiens consignés par l'agenda présidentiel. En conséquence, lors de plusieurs conseils restreints, ses idées imposent le plan de stabilisation (de 1963) aux services ministériels²³. De 1959 à 1969, les interférences entre la « Maison » présidentielle et les ministères ne cessent pas, tant les limites des prérogatives semblent floues..., y compris entre les « grands » eux-mêmes !²⁴ Sans doute aussi, le caractère du chef de l'État explique-t-il ces « conflits », en particulier son impatience liée à sa soif d'action²⁵.
- 15 Face à cela, la presse écrite, majoritairement opposée au nouveau régime parce qu'elle y a perdu ses relais d'information, peint la montée du « super-gouvernement » élyséen. Deux journalistes du *Monde*, Pierre Viansson-Ponté puis André Passeron, approfondissent ce concept dès 1960. L'absence de communication avec les journalistes, le silence et le secret qui entourent le travail fondent cette théorie²⁶. D'autres nomment cela, avec un mot promis à un bel avenir, le « Château »²⁷. D'autres enfin, soucieux de régler de vieux comptes de la Libération, exagèrent la victoire de la technocratie et des fonctionnaires qui coûtent cher au budget de la nation²⁸. Sans doute, ces interprétations ont-elles porté et une partie de l'opinion a suivi, comme elle persistait aussi à voir dans les collaborateurs de 1958-1959 un « gouvernement occulte », exécutant de la politique gaullienne²⁹. Pourtant, aussi, fait unique depuis le début de la V^e République, les Français voient l'entourage dans son ensemble. Par deux fois dans l'année - une fois en 1968 et aucune en 1969 -, la télévision publique diffuse l'intégralité des conférences de presse du général de Gaulle. À droite de l'estrade présidentielle figurent les ministres. Face à eux, la caméra montre la « Maison » élyséenne, réunie et imposante, présentée d'une manière uniforme. Mais l'auditeur et le téléspectateur entendent, par la bouche du chef de l'État, l'expertise fournie par les conseillers en attendant de les écouter autrement.
- 16 Après le décès du général de Gaulle, beaucoup, parmi les anciens de l'entourage, font paraître leurs souvenirs sous plusieurs formes, de l'article au recueil, en passant par l'entretien oral. Le premier, Xavier de Lignac, sous son pseudonyme Jean Chauveau, publie un article, « Journaliste avec De Gaulle », le lendemain de la mort du général de Gaulle. D'aucuns continuent encore aujourd'hui avec la même volonté de parler avant de disparaître. Qu'il s'agisse de présenter « l'homme » ou de se raconter, tous valorisent un âge d'or où chacun avait sa place sous l'œil bienveillant d'un chef exigeant³⁰. Si les répétitions fabriquent souvent de la « mémoire morte », si beaucoup se sont tus - en particulier les « grands », ce qui produit encore plus de « mémoire morte », si les plus éloignés du général de Gaulle ont beaucoup écrit, il n'en demeure pas moins que les souvenirs de l'entourage se hissent au niveau de la mémoire de l'État. Pour le public, encore nombreux à regarder avec nostalgie les « années De Gaulle » dans une ère bien morose depuis la mort du héros, ces textes, qui suivent les *Mémoires*

d'espoir, entretiennent un phénomène que l'académicien Pierre Nora nomme « gaullogogie ». Ils sont une des ressources, incontournable, de l'Histoire. Mais ils n'en délivrent pas moins « une certaine idée de la France », dans laquelle, d'une manière ou d'une autre, ils projettent la leur³¹.

- 17 Avec près de deux cents personnes masculines entre janvier 1959 et avril 1969, l'entourage gaullien est dense. Même le nombre moyen annuel accroît l'impression de masse ! Une hiérarchie rigoureuse isole ceux qui ont accès au général de Gaulle de ceux avec qui la communication physique est rare. Les nominations du 8 janvier 1959 se font « auprès du Président de la République » et elles valorisent les « quatre grands ». Par leur longue fréquentation du général de Gaulle, par leur présence à ses côtés en de multiples manifestations et par leur silencieuse compétence, ils appartiennent à la catégorie des « conseillers » aux avis écoutés proposée par Henry Kissinger. Les nombreux échanges avec le chef de l'État, renforcés par des réunions périodiques entre eux, contribuent à déterminer une part de l'avenir.
- 18 Leurs collaborateurs, quelques conseillers techniques, quelques chargés de mission, certains officiers généraux accèdent aussi au général de Gaulle. Ce qu'ils disent et ce qu'ils écrivent a, pour le chef de l'État, une grande valeur. Leur permanence renforce la confiance que leur porte leur chef. Les autres agents voient le général de Gaulle, lui fournissent aussi des notes, mais ils ont un rôle moindre. En résumé, le rang dans la « Maison » présidentielle et les spécificités de chacun, soit par la rencontre antérieure avec Charles de Gaulle, soit par l'appartenance aux grands corps de l'État, soit par la carrière, aident à la mise en œuvre de la décision présidentielle.
- 19 La presse écrite critique les gens de l'ombre, qui dépossèdent les ministres et le Parlement de leurs attributions. C'est inexact, mais la montée en puissance de l'« entourage » débute dès 1959-1960 et elle accompagne une intense pratique référendaire qui valide les décisions du chef de l'État - des décisions auxquelles les conseillers principaux sont fortement associés. Grâce à son arbitrage qui décide, le président de la République conduit l'exécutif, bien servi par les collaborateurs efficaces qui suivent des secteurs déterminés, en poste sur une durée qui permet d'agir. Au palais présidentiel, la vie est réglée sur celle du général de Gaulle, avec un protocole strict, mais qui laisse une large part à l'humain. En effet, on ne perd jamais de vue le général de Gaulle, qui vous connaît, en bon militaire et en bon chef. Même le départ du service ne rompt pas l'attachement réciproque que l'on se porte. On peut donc transposer, sans craindre l'erreur, les phrases que le président de la République a destinées aux membres du gouvernement de Michel Debré : « Aussi longtemps qu'ils furent en place, j'ai porté sincèrement à tous estime et amitié. De tous, j'ai reçu des témoignages d'attachement. Chez tous, j'ai senti la conviction que l'œuvre de renouveau menée à mon appel par leur équipe était à la dimension de l'Histoire. »³²

Obsèques du maréchal Juin, 1er février 1967

Le général de Gaulle s'adresse à Bernard Durand, introducteur des ambassadeurs, chef du Protocole et, à ce titre, membre de la « Maison » présidentielle. Au troisième rang, derrière Georges Pompidou, Jacques Foccart s'entretient avec Étienne Burin des Roziers ; le secrétaire général du Gouvernement, Jean Donnedieu de Vabres, précède le vice-amiral d'escadre Jean Philippon, tourné vers la droite et qui cache, en partie, le chargé de mission Gilbert Pérol [selon les indications de Pierre Bas et Philippe de Maistre, conseillers-maîtres (h) à la Cour des comptes].

Coll. part.

NOTES

1. Charles DE GAULLE, *Mémoires d'espoir. Le renouveau, 1958-1962*, Paris, Plon, 1970, p. 309. Le mot « Maison » apparaît, par exemple, sous la plume du général de Gaulle le 9 avril 1960, dans une lettre à son directeur de cabinet, René Brouillet, pour féliciter la qualité du service des personnels lors de réceptions récentes [Charles DE GAULLE, *Lettres, notes et carnets*, Paris, Plon, 1985, p. 346-347]. Le secrétariat du général de Gaulle adresse une lettre non datée (fin décembre 1970-début 1971) aux « anciens Membres des Maisons civile et militaire du général de Gaulle ». « *L'entourage* » et *De Gaulle*, ouvr. coll. sous la dir. de Gilbert Pilleul, Paris, Plon, 1979, a, le premier, étudié les « conseillers » de l'ancien Président. Je renvoie, pour l'ensemble du texte, à Éric Chiaradia, *L'Entourage du général de Gaulle, juin 1958-avril 1969*, Paris, Publibook (coll. « Sciences Humaines et Sociales Histoire »), 2011, 824 p.

2. Trois secrétaires généraux se succèdent (Geoffroy de Courcel, 8 janvier 1959-14 février 1962 ; Étienne Burin des Roziers, 14 février 1962-30 juin 1967 ; Bernard Tricot, 30 juin 1967-28 avril 1969). Il y a aussi trois directeurs de cabinet (René Brouillet, janvier 1959-28 juillet 1961 ; Georges Galichon, 28 juillet 1961-23 janvier 1967 ; Xavier Daufresne de La Chevalerie, 23 janvier 1967-28 avril 1969). Deux titulaires occupent le Secrétariat général pour la Communauté et pour

les Affaires africaines et malgaches : Raymond Janot (8 janvier 1959-21 mars 1960) et Jacques Foccart (21 mars 1960-2 mai 1969). Passent à la tête de l'état-major particulier les généraux Guy de Grout de Beaufort (8 janvier 1959-1^{er} avril 1960), Jean Olié (1^{er} avril 1960-1^{er} mars 1961), Louis Dodelier (1^{er} mars 1961-1^{er} décembre 1962), Gabriel Gauthier [air] (1^{er} décembre 1962-25 mai 1964), l'amiral Jean Philippon (25 mai 1964-28 juillet 1967) et le général André Lalande (28 juillet 1967-28 avril 1969).

3. Jean LACOUTURE, *De Gaulle. Tome 3 : Le souverain 1959-1970*, Paris, Seuil, 1986, p. 16.

4. Étienne Burin des Rozières, *Retour aux sources. 1962, l'année décisive*, Paris, Plon, 1986, p. 8-9. Jacques Foccart, secrétaire général pour la Communauté, s'agrége les rapports avec les territoires d'outre-mer et les affaires politiques. Ce schéma théorique, vu de loin, est globalement respecté. Dans le détail, les interférences demeurent. Jacques Foccart est en rapport avec des membres du Secrétariat général et de l'état-major particulier [Pierre BAS, *Secrets, manœuvres, chocs et volte-face de Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy*, Perpignan, Éd. Alexandra de Saint-Prix, 2012, p. 143-144]. Georges POMPIDOU [*Lettres, notes et portrait 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012] confirme, en ce qui concerne le cabinet [p. 300-305 : lettre de Georges Pompidou à René Brouillet, 16 janvier 1960]. Le répertoire *Archives de la Présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969)* indique ce phénomène, qui ne disparaît pas avec le temps et que nous avons déjà remarqué.

5. Tous les aides de camp ont peu ou prou laissé des souvenirs ou des archives - pour ces dernières, le colonel Gaston de Bonneval [Arch. dép. Cher]. Parmi les dernières publications, les mémoires de l'amiral François FLOHIC, deux fois aide de camp (1959-1963 et 1965-1969) : *De Gaulle intime. Un aide de camp raconte*, Paris, L'Archipel, 2010, 160 p. Jean-Paul ALEXIS, agent du Protocole de 1960 à 1965, a laissé une narration vivante, très centrée sur « l'entourage » : *Au protocole du général de Gaulle. Souvenirs insolites de l'Élysée*, Paris, Perrin, 1999.

6. Le contre-amiral Georges Flichy est nommé le 15 avril 1969, deux semaines avant le départ du général de Gaulle.

7. Les conseillers techniques du Secrétariat général chargés des questions juridiques et institutionnelles, Jacques Boitreaud (8 mai 1962-27 mai 1966), Bernard Ducamin (27 mai 1966-28 avril 1969) et Bernard Tricot (8 janvier 1959-23 mars 1962) ; les conseillers techniques chargés des affaires étrangères, Pierre Maillard (1^{er} octobre 1959-27 avril 1964) et René de Saint-Légier de La Sausaye (27 avril 1964-28 mars 1969) ; le conseiller technique chargé des affaires économiques et financières, Jean-Maxime Lévêque (18 mars 1960-16 avril 1964) ; le conseiller technique chargé de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, Jacques Narbonne (28 janvier 1963-6 septembre 1967) ; les conseillers techniques, Jacques Foccart (8 janvier 1959-21 mars 1960) et Olivier Guichard (8 janvier 1959-10 juin 1960) ; les chargés de mission du cabinet presse/information, Pierre-Louis Blanc (23 septembre 1967-28 avril 1969), Xavier de Lignac [Jean Chauveau] (8 janvier 1959-19 mars 1963) et Gilbert Pérol (19 mars 1963-23 septembre 1967) ; les chargés de mission affaires politiques, Henri Coury (1^{er} octobre 1959-3 août 1968), Pierre Lefranc (8 janvier 1959-25 septembre 1961) et Gilbert Masson (6 mars 1968-28 avril 1969) ; le chargé de mission chef du secrétariat particulier, Xavier de Beaulaincourt (8 janvier 1959-28 avril 1969) ; les conseillers techniques du secrétariat général pour la Communauté, René Journiac (10 janvier 1967-28 avril 1969) et Alain Plantey (8 janvier 1959-10 janvier 1967) ; les chefs adjoints de l'état-major particulier, les généraux de brigade aérienne Michel Fourquet (8 janvier 1959-1^{er} octobre 1960), Philippe Maurin (1^{er} octobre 1960-1^{er} novembre 1962), Gabriel Gauthier (1^{er} novembre-1^{er} décembre 1962) et Henri de Bordas (31 août 1966-15 avril 1969), le contre-amiral Édouard Rivière (1^{er} décembre 1962-1^{er} septembre 1963) et le général de brigade Renaud de Corta (1^{er} septembre 1963-31 août 1966) forment ce groupe, auquel s'ajoutent les deux secrétaires administratifs du Conseil supérieur de la magistrature, Pierre Chabrand (29 mars 1959-29 octobre 1965) et Jacques Patin (30 octobre 1965-28 avril 1969), par ailleurs chargé de

mission au Secrétariat général. Le général de Gaulle cite la plupart de ces noms dans *Le Renouveau*, 1958-1962, *op. cit.*, p. 296 et 309.

8. Henry KISSINGER, *À la Maison blanche 1968-1973*, Paris, Fayard, 1979, p. 49-50.

9. *De Gaulle et les élites*, dir. Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux, Paris, La Découverte, 2008, particulièrement les contributions d'Alain LARCAN, « De l'élitisme selon le général de Gaulle, avant 1940 » [p. 17-34] et de Marie-Christine KESSLER, « L'impératif des grands corps » [p. 77-94].

10. Charles DE GAULLE, *Le Renouveau*, 1958-1962, *op. cit.*, p. 297.

11. « L'Entourage » et *De Gaulle*, *op. cit.*, p. 35.

12. *De Gaulle et ses Premiers ministres, 1959-1969*, Paris, Plon, 1990, p. 25.

13. *Un politique : Georges Pompidou*, dir. Jean-Paul Cointet, Bernard Lachaise, Gilles Le Béguec et Jean-Marie Mayeur, Paris, PUF, 2001, 456 p. ; *Georges Pompidou, directeur de cabinet du général de Gaulle, juin 1958-janvier 1959*, dir. Bernard Lachaise, Gilles Le Béguec et Frédéric Turpin, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006.

14. *De Gaulle et ses Premiers ministres, 1959-1969*, *op. cit.*, p. 27, qui reprend Charles DE GAULLE, *Le Renouveau*, 1958-1962, *op. cit.*, p. 285-286. Roger BELIN, *Lorsqu'une République chasse l'autre, 1958-1962 Souvenirs d'un témoin*, Paris, Éd. Michalon, 1999, confirme l'importance du changement. Le secrétaire général du Gouvernement de 1958 à 1964 écrit : « Le 13 janvier 1959, le premier Conseil des ministres de la V^e République se réunit à l'Élysée sous la présidence du général de Gaulle [...]. Je ne suis plus seul à la petite table qui m'est réservée : Geoffroy de Courcel, secrétaire général de la présidence de la République, s'installe à côté de moi. De Gaulle m'avait, quelques jours auparavant, informé de sa présence, en précisant que cela ne changeait en rien mes attributions. C'est un signe de l'importance du rôle que vont jouer désormais les collaborateurs du Président et, en particulier, du premier d'entre eux. »

15. Charles DE GAULLE, *Le Renouveau*, 1958-1962, *op. cit.*, p. 91.

16. *De Gaulle et ses Premiers ministres*, *op. cit.*, p. 30.

17. Jacques NARBONNE [*De Gaulle et l'éducation. Une rencontre manquée*, Paris, Denoël, 1994] cite de nombreux documents.

18. *De Gaulle et ses Premiers ministres, 1959-1969*, *op. cit.*, p. 28, et Jean FOYER, *Sur les chemins du droit avec le Général. Mémoires de ma vie politique, 1944-1988*, Paris, Fayard, 2006, p. 99.

19. Jean FOYER, *op. cit.*, p. 136 et 196-198 : « Il était en effet, je le crois, attaché au Général *perinde ac cadaver*. Mais, comme nous l'avons vu faire à trop de collaborateurs de l'Élysée, il pratiquait avec dextérité l'art de suggérer que ses vues étaient celles du Président et qu'il était, au moins dans son domaine, le médiateur nécessaire, l'intercesseur obligatoire. », et Maurice VAÏSSE, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p. 483-484, indique que l'Élysée contrôle la politique africaine grâce au rôle central, de proximité, joué par Jacques Foccart. Frédéric TURPIN, « Jacques Foccart et le Secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », « Les entourages des chefs de l'État de Mac-Mahon à Valéry Giscard d'Estaing », *Histoire@Politique Politique, culture, société*, revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po, n° 8, mai-août 2009, a bien cerné le rôle exact du secrétaire général.

20. Bernard TRICOT, *Mémoires*, Paris, Quai-Voltaire, 1994, p. 220. D'après Bernard Ducamin, disparu en mars 2012, les notes des conseillers techniques du Secrétariat général au secrétaire général, destinées à tirer les leçons de la crise de Mai 1968, visent à relancer, à partir de l'été 1968, l'action réformatrice sous l'égide du général de Gaulle et donc de coupler, comme entre 1958 et 1962, « gouvernement » des techniciens et référendum [« Bernard Tricot, 1920-2000 », *Cahiers de la Fondation Charles-de-Gaulle*, n° 8, 2001, p. 98-99]. Georges POMPIDOU [*op. cit.*, p. 377-379 : lettre de Georges Pompidou à Étienne Burin des Rozières, 17 mai 1965] reproche au secrétaire général de s'adresser directement aux ministres, y compris au secrétaire d'État auprès du Premier ministre.

21. *De Gaulle et ses Premiers ministres, 1959-1969*, op. cit., p. 25, où il parle des « directives du Président de la République ».
22. Jean-Maxime LÉVÊQUE et Alain PLESSIS, « Les mécanismes de décision du général de Gaulle dans le domaine de la politique économique et financière, « La politique économique et financière du général de Gaulle, 1958-1969 », *Cahiers de la Fondation Charles-de-Gaulle*, n° 15, 2005, p. 134 : « Naturellement, nous soumettions au secrétaire général, à l'intention du Général, d'autres notes, plus longues et approfondies, détachées de l'actualité immédiate et traitant de problèmes sur lesquels nous estimions qu'il devait réfléchir, et éventuellement réagir. Le Général nous faisait alors savoir s'il désirait que nous lui en parlions pour creuser avec lui la question abordée. »
23. *Ibid.*, p. 140-142.
24. Jacques FOCCART, *Tous les soirs avec De Gaulle. Journal de l'Élysée, I, 1965-1967*, Paris, Fayard, 1997, p. 141 (5 mai 1965 : « ne pas contrarier le général de Gaulle »), p. 145 (7 mai 1965 : interférences avec le ministre délégué à la Coopération) et p. 147 (10 mai 1965 : conflit de compétences au sein des structures élyséennes), par exemple... Et les différences congénitales entre les entourages contribuent à aviver les tensions par crainte de la « Maison » présidentielle [Pierre BAS, op. cit., p. 89].
25. Jean FOYER, op. cit., p. 132 : « Le chef de l'État, avec lequel le travail n'était pas simple, dont il importait de prévenir l'agacement, inspirait à ses collaborateurs une immense admiration. » Jean MAURIAC, *Le Général et le journaliste. Conversations avec Jean-Luc Barré*, Paris, Fayard, 2008, p. 246 : « Et le Général pouvait se montrer vite agacé... ». Michel TAURIAC, *Vivre avec De Gaulle. Les derniers témoins racontent l'homme*, Paris, Plon, 2008, intitule plusieurs de ses chapitres « coléreux », « impatient », « intransigeant », « secret »... Les deux recueils de Guy THUILLIER, *Pour une histoire de la bureaucratie en France*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999 et 2001, défrichent une histoire quotidienne d'un « entourage ». Elle relève de l'ingénierie, un terrain où l'historien, prudent, doté de compétences juridiques et de psychologie, fixe ses règles, en particulier celles de l'exploitation des sources.
26. Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Les Gaullistes. Rituel et annuaire*, Paris, Ed. du Seuil, 1963, intègre, dans son dictionnaire, dix membres importants de l'entourage. Presque à chacun, il est appliqué les qualificatifs de « discret », « ombre », « secret », « sobriété secrète », « se taire », « l'ombre, l'homme de confiance, l'émissaire, la parole et le silence » (Olivier Guichard, p. 130). Isabel BOUSSARD, « Entourages », dans *Dictionnaire De Gaulle*, dir. Claire Andrieu, Philippe Braud et Guillaume Piketty, Paris, Robert-Laffont, (coll. « Bouquins »), 2006, p. 439-431.
27. Jean FERNIOT, *Je recommencerais bien. Mémoires*, Paris, Grasset, 1991, p. 320. Le rédacteur en chef à *France-Soir* évoque ses rencontres nombreuses, mais infructueuses, avec plusieurs « grands » [p. 270-271].
28. Henry COSTON, *Onze ans de malheur. Le règne infernal*, Paris, Publ. Henry Coston, 1996 (1^{re} éd. 1970), p. 104-105.
29. Serge BERSTEIN, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001, p. 224.
30. Michel TAURIAC, op. cit., accorde une attention particulière aux petits personnels. Pierre Bas, chargé de mission au Secrétariat général de janvier 1959 à octobre 1962, est le dernier à avoir fait paraître ses mémoires en 2012.
31. Pierre NORA, « Les Mémoires d'État », et « Gaullistes et communistes », dans *Les lieux de mémoire*, t. 1 et 2, dir. Pierre Nora, Paris, Gallimard Quarto, 1997, p. 1417 et p. 2498-2499.
32. Charles DE GAULLE, *Le Renouveau, 1958-1962*, op. cit., p. 290. Isabelle BOUSSARD, art. cité, écrit justement qu'« ils figurent parmi les acteurs de la grandeur de la France ».

INDEX

Mots-clés : entourage présidentiel, Conseil des ministres, secrétaire général de la Présidence

AUTEUR

ÉRIC CHIARADIA

Docteur en histoire, professeur en lycée

L'entourage du général de Gaulle

Une figure exemplaire : René Brouillet

Jean-Yves Perrot

- 1 Pour un non historien de formation ou de métier, fût-il passionné et attentif au bon soin des archives, il est sans doute naturel d'éprouver un sentiment mêlé de fierté et d'imprudence, d'avoir accepté l'honneur de participer à une journée d'étude sur l'entourage du général de Gaulle.
- 2 Mais ce scrupule, un élément contribue, sinon à le surmonter tout à fait, en tout cas à le conjurer quelque peu, c'est le fait de présenter ce témoignage à quelques jours, presque une semaine exactement, avant la date du vingtième anniversaire de la disparition, le 28 novembre 1992, de René Brouillet, puisque c'est de lui qu'il s'agit et, de surcroît, de le faire en présence de son fils, mon ami Alain Brouillet.

Un profil classique pour l'entourage du général de Gaulle

- 3 Les caractéristiques personnelles et professionnelles qui sont les siennes ne le distinguent guère, à première vue, de nombreux membres de l'entourage gaullien.
- 4 René Brouillet est en effet d'abord un résistant. Aux côtés de Gaston Palewski, qui était avec le Général à Londres au temps de la France libre, il incarne au sein du cabinet, en 1944, où il entre, dès le 27 août, deux jours après la Libération de Paris, la Résistance intérieure. Dès 1938, sa réaction instinctive face aux accords de Munich, qui le cueillent à Prague, où il fait la connaissance d'Hubert Beuve-Méry, correspondant du journal *Le Temps*, peu de temps avant de rencontrer Georges Bidault, alors éditorialiste à *L'Aube*, préfigure ce que sera sa réaction face à la défaite et à l'occupation nazie. Il est d'ailleurs significatif que Brouillet passe, en 1944, de la direction du cabinet de Bidault, président du Conseil national de la Résistance, fonction dans laquelle Bidault a succédé à Jean Moulin, à la fonction de directeur-adjoint du cabinet du chef du Gouvernement provisoire de la République.

- 5 Passage d'autant plus naturel et aisé, que René Brouillet fait alors partie de cette petite cohorte de hauts fonctionnaires qui, aux côtés de Michel Debré et dans la droite ligne de certains travaux conduits avant-guerre au sein du Cercle polytechnicien d'études économiques (plus connu sous le nom de X-crise), ont préparé le cadre administratif nécessaire au rétablissement des institutions républicaines et au redressement de la France. Alors conseiller référendaire à la Cour des comptes, où il est entré après avoir réussi le concours de l'auditorat en 1938, Brouillet est de ceux qui, selon le témoignage de Michel Debré, cachent pendant la guerre, au milieu des liasses de la Cour, des secrets plus lourds encore que ceux des comptes.
- 6 La deuxième caractéristique qui apparente Brouillet au profil classique des collaborateurs directs du Général tient à sa formation, à son parcours de brillant sujet, qui lui a permis, après avoir obtenu plusieurs prix au Concours général, d'intégrer l'École normale supérieure, dont le prestige est alors à son zénith, en ces temps où l'ENA, dont il sera plus tard l'un des fondateurs, n'existe pas encore et où les écoles de commerce n'ont en rien pris la place qui est devenue la leur. Il est d'ailleurs, en parallèle, diplômé de ce qui s'appelle encore l'École libre des sciences politiques.
- 7 La troisième caractéristique non distinctive – si l'on ose dire – de René Brouillet par rapport à l'entourage du Général tient à son appartenance à la haute fonction publique civile, successivement à la Cour des comptes, où il entre en 1938 comme major de sa promotion au concours de l'auditorat, puis au Corps diplomatique, au sein duquel, après y avoir été détaché dès 1946, il se fait titulariser en 1959 jusqu'à y être élevé, en 1969, à la dignité d'ambassadeur de France.

Un membre du cercle immédiat du Général

- 8 René Brouillet fera partie pendant au total plus de six ans de l'entourage direct du Général, dont, d'une certaine façon, on pourrait soutenir, sans exagérer, qu'il n'est jamais vraiment sorti, même lorsque ses fonctions l'en ont, en apparence, physiquement éloigné.
- 9 Il est d'abord, du 27 août 1944 au 20 janvier 1946, directeur-adjoint du cabinet du chef du Gouvernement provisoire de la République. Période fondatrice, au cours de laquelle les gaullistes issus de la guerre et de la Résistance vont jeter – et d'abord entre eux, j'y reviendrai – les bases humaines de la geste gaullienne. Sur le rôle personnel de René Brouillet pendant cette période, on dispose essentiellement de témoignages indirects : celui notamment de Claude Mauriac qui, grâce au double sésame de son père et de l'amitié de Claude Guy, se trouve exercer, à 30 ans tout juste, les fonctions de secrétaire particulier du Général ; celui de Michel Debré, dans le tome 1 de ses *Mémoires*, intitulé *Trois Républiques pour une France* ; celui, enfin, plus récent, de Georges Pompidou, à travers la correspondance qu'il a échangée, depuis cette période jusqu'à la fin de sa vie, avec René Brouillet.
- 10 De ces témoignages concordants, plusieurs points se dégagent : d'abord une atmosphère particulière de camaraderie et d'amitié, dont beaucoup garderont une sorte de définitive nostalgie. Il est assez aisé de la comprendre : elle naît du sentiment qu'éprouvent ces tout jeunes trentenaires (Brouillet est né en 1909, Pompidou en 1911, Debré en 1912, Claude Mauriac en 1914, ...) de la chance historique qui est la leur de participer à la reconstruction de la France. Sentiment particulièrement fort pour cette

génération qui a vécu le « coup de faux » de mai 1940 comme une troisième épreuve pour la France, après la saignée de 1914-1918 et la défaite de Sedan, qu'avait pourtant déjà suivie une tentative de « réforme intellectuelle et morale », dont tous ces jeunes esprits, lecteurs de Taine et de Renan, sont, à l'époque, encore tout pénétrés.

- 11 Deux témoignages sont très représentatifs de leur état d'esprit : celui, d'abord, de Michel Debré : « je resterai au cabinet du Général jusqu'à son départ [...]. J'y approfondirai mon amitié profonde et fidèle pour deux ambassadeurs de France, René Brouillet et Étienne Burin des Rozières [...]. Enfin, j'y fais la connaissance d'un jeune chargé de mission, ami de René Brouillet, le normalien Georges Pompidou, avec lequel je me lie »¹ ; celui, ensuite, de Georges Pompidou : « Dis bien à Donnedieu que je ne l'oublie pas. Je n'ai pas retrouvé et je ne suis pas près de retrouver l'atmosphère amicale du petit cabinet que nous formions tous les trois »².
- 12 Brouillet, de son côté, est soucieux de la charge - matérielle et morale - immense que porte son patron. Pour le soulager quelque peu, il propose à De Gaulle de transférer à son ministre d'État Jules Jeanneney, auprès de qui il a commencé entre février 1939 et septembre 1940, comme chef-adjoint de cabinet à la présidence du Sénat, l'exercice du droit de grâce. Mais il se heurte alors à un refus catégorique, dont la motivation ne peut que le toucher profondément : « l'exercice du droit de grâce est la prérogative la plus haute d'un chef d'État, qui n'a de comptes à rendre qu'à Dieu »³.
- 13 Ensuite, à partir du 9 juin 1958 jusqu'en janvier 1959, René Brouillet est secrétaire général aux Affaires algériennes, fonction dont il n'est pas besoin de souligner à quel point, en ces années-là, elle suppose un lien de confiance absolue avec le général de Gaulle.
- 14 Dans son dernier tome, depuis longtemps attendu, sur l'histoire de la IV^e République, intitulé *De Gaulle à Matignon*, Georgette Elgey évoque le rôle de René Brouillet dans cette fonction, créée le 9 juin 1958 et directement rattachée à celui qui est encore le dernier président du Conseil de la IV^e République⁴.
- 15 Après quatre années passées en Tunisie comme secrétaire général du Gouvernement tunisien, poste sensible dans cette période marquée par la remise en cause de la présence de la France, Brouillet a continué d'entretenir des liens étroits avec les autorités locales, qui lui rendent d'ailleurs visite à Rome, où, après avoir retrouvé Georges Bidault au Quai d'Orsay comme directeur adjoint de son cabinet entre 1951 et 1953, il est, de 1953 à 1958, conseiller à l'ambassade de France auprès du Saint-Siège.
- 16 Sans doute est-ce cette expérience réussie en Tunisie, doublée de la confiance absolue du Général, qui lui vaut, bien qu'il connaisse peu l'Algérie, d'être nommé secrétaire général aux Affaires algériennes. Il y a conduit, du 25 avril au 4 mai 1958, un « voyage d'études et d'information », à la tête d'une délégation de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. Le 4 juin 1958, il s'envole d'ailleurs pour l'Algérie avec le Général et trois ministres, Jacquinot, Guillaumat et Lejeune. Assez curieusement, c'est de façon très indirecte, dans une lettre adressée au cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, que Brouillet explicite sa position sur l'Algérie. On ne sera pas surpris, compte tenu de sa personnalité, de constater qu'il le fait en des termes plus moraux que politiques : « je pense, pour ma part que, lorsqu'une cause est juste, elle doit être défendue jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte. Je pense aussi que l'on peut traiter et discuter avec l'erreur et l'injustice lorsqu'on est vainqueur ; jamais, ajoute l'ancien résistant, lorsqu'on est vaincu. L'armistice de 1940, ajoute-t-il, m'a toujours paru une monstruosité ». On croirait lire Camus... Et le grand serviteur de l'État d'ajouter aussitôt

à l'adresse du cardinal, accusé par certains d'être un « mauvais Français », simplement pour s'être entretenu, en marge d'un congrès de l'Action catholique générale, avec deux représentants du FLN, dans une formule qui n'est pas sans rappeler la stricte séparation des ordres évoquée par le Christ lui-même entre Dieu et César - où l'on pourrait, sans exagération, voir la racine même du principe de laïcité - : « sauf à se déclarer en révolte contre la loi, c'est au Gouvernement ou à ses représentants, et à eux seuls, qu'il incombe d'agir »⁵.

« Tout ce qui était important au sujet de l'Algérie, écrit le Général dans le tome 1 de ses *Mémoires d'espoir*, était évoqué, sous ma présidence, au sein d'un conseil restreint réunissant les ministres - et d'abord le Premier - les hauts-fonctionnaires et les généraux intéressés, René Brouillet [...] ayant à centraliser les affaires comme secrétaire général »⁶.

- 17 Brouillet s'attache, dans cette petite équipe, le concours de deux membres du Conseil d'État, Bernard Tricot et Pierre Racine, qui affichent, l'un et l'autre, la conviction que seuls les Algériens pourront régler les problèmes de l'Algérie, en allant, s'il le faut, jusqu'à l'indépendance. Si Brouillet lui-même, conformément à son éthique de toujours, se garde d'afficher la moindre position personnelle sur le sujet, le choix qu'il fait, en toute connaissance de cause, de ces deux collaborateurs n'en vaut sans doute pas moins indication sur ce qu'il sait ou sur ce qu'il sent, dès cette époque, de l'inclination, sur ce sujet si douloureux, de la pensée du général de Gaulle lui-même, sur laquelle l'éclaire d'ailleurs son ami Georges Pompidou, alors directeur du cabinet du Général à l'Hôtel Matignon.
- 18 Dans son livre de souvenirs, sobrement intitulé *Mon général*, Olivier Guichard évoque comment, au début de la V^e République, s'établirent les relations entre Pompidou et Brouillet : « le nouveau secrétaire général pour les Affaires algériennes avait peu pratiqué le Général depuis 1946 et ses délicieux scrupules, son sens aigu de la nuance psychologique, son extrême sensibilité l'amenaient à avancer avec circonspection dans une aventure dont il prévoyait la fin ». Après ce remarquable portrait psychologique de Brouillet, Olivier Guichard ajoute : « Pompidou guida ses premiers pas avec beaucoup de finesse. Ce n'était qu'un juste retour des choses puisque Brouillet, en 1945, au cabinet du Général, en avait fait autant pour lui. Leur entente profonde, née bien avant la guerre, ne connut pas de faille jusqu'en 1974 ».⁷
- 19 Entre-temps, en effet, la chrysalide Pompidou est devenue papillon : « quand, en 1945, René Brouillet avait amené Pompidou au cabinet du Général pour suivre les questions d'éducation nationale, celui-ci, fidèle à son habitude, avait dû le prendre de confiance et le voir relativement peu. Puis le jeune normalien était devenu maître des requêtes. Sa formation se complétant, il avait appris en peu de temps parce qu'il travaillait vite ; tout le monde l'aimait bien : le Général en fit son cabinet civil à lui tout seul »⁸.
- 20 Enfin, de 1959 à 1961, René Brouillet est à l'Élysée comme directeur de cabinet du chef de l'État. Il fait partie de ceux que Pierre Lefranc appelle « les quatre grands de la maison », ceux que « le Général voyait chaque jour de la semaine »⁹, à savoir le secrétaire général, alors Geoffroy de Courcel, le secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches, alors Jacques Foccart, et le chef d'état-major particulier.
- 21 Dans l'organisation que met en place le général de Gaulle à son arrivée à l'Élysée, l'organe-clé est le secrétaire général, en charge des affaires de l'État : « il représente le chef de l'État auprès des ministres et du Premier d'entre eux, de l'armée, de l'administration, des corps de l'État, des ambassadeurs. Il porte la parole royale et, au

pied du mur, prend des initiatives – et d’abord celles d’en référer ou non au souverain ». ¹⁰ René Brouillet en prend la direction en 1959. Sa double proximité personnelle avec le chef de l’État depuis 1944 et avec le Premier ministre Michel Debré, à qui le lie une amitié ancienne et indéfectible, en fait un rouage important de la relation entre les deux hommes. Elle se révélera particulièrement précieuse pendant l’affaire algérienne, notamment lors de la semaine des barricades à Alger et lorsque, le 4 novembre 1960, c’est à Brouillet que reviendra le soin de prévenir Michel Debré que le général de Gaulle a procédé à un second enregistrement de son discours télévisé où, pour la première fois, il parle de « république algérienne », phrase capitale « qui vaut promesse d’indépendance » et annonce un prochain référendum.

- 22 Michel Debré aura beau protester, ce sera en vain ; le processus qui conduira à l’indépendance vient de franchir une étape décisive et irréversible.
- 23 De par sa fonction, René Brouillet est bien sûr, comme au sein de tout cabinet, celui qui, avec le secrétaire général, distribue la parole à ceux - huit ou dix, pas plus - qui forment le noyau dur de la machine élyséenne. Les échanges sont brefs ; il s’agit en quelques minutes - le temps de chacun est compté - d’évoquer « les faits saillants et les questions à traiter ».
- 24 À René Brouillet, en plus des repas officiels (« vous devez, lui dit le Général, me faire recevoir tout ce qui compte dans le pays »), revient le soin particulier de composer le cercle des déjeuners restreints, ceux qui se déroulent dans la salle à manger privée de l’appartement, à partir d’une consigne simple que lui a donnée le Général pour fixer ce que doit être, à ses yeux, le nombre idéal de convives : « plus que les Grâces, moins que les Muses », soit entre quatre et huit personnes ¹¹.
- 25 À lui, comme à tous, s’impose une obligation, que son tempérament personnel le conduit à respecter avec sans doute plus de facilité que beaucoup d’autres : celle du silence absolu sur ce qu’il leur est donné de connaître des affaires du pays dans le cadre de leur charge. Même à une époque où Internet n’existe pas encore et où les médias sont moins inquisiteurs qu’aujourd’hui, on imagine aisément les sollicitations de toute nature qui entourent les membres du cabinet du général de Gaulle. Comme l’a écrit plaisamment Pierre Lefranc, en acceptant de rester bouche cousue, « nous acceptons la désagréable situation de passer soit pour des comparses, soit pour des imbéciles, le plus souvent pour les deux » ¹². Pas sûr que Brouillet d’ailleurs aurait repris à son compte cette formulation : pour lui, ce silence va de soi ; il participe du devoir d’État et il est en quelque sorte le revers de l’honneur qu’il y a à servir le général de Gaulle.
- 26 Discret par tempérament et par vocation, René Brouillet s’est rarement exprimé sur le général de Gaulle. À sa mort, Alain Peyrefitte écrira : « il aurait eu tant de choses à révéler dans des *Mémoires* ! Mais il s’interdisait d’écrire et presque de parler. C’était la grandeur d’une servitude choisie » ¹³. Le témoignage qu’il a donné le 28 novembre 1974 n’en est que plus éclatant : « Au service de l’État, au service de la France, Charles de Gaulle, jusqu’au bout, scrupuleusement, a été fidèle à lui-même [...] Il est, il demeure celui que j’aurai vu se fixer le plus haut, avec la plus totale abnégation, la barre, que, au nom de ce qu’il considérait comme le devoir, il s’assignait pour mission de franchir » ¹⁴.
- 27 Bel hommage, où l’admiration le dispute à la fidélité et dont l’analyse n’est pas absente : Brouillet témoigne d’un destin conçu et exécuté chaque jour dans l’exigence du service, dans le désintéressement, dans l’impératif de se hisser et de se maintenir constamment

au niveau le plus élevé, parce qu'il est le seul qui permette de trouver des réponses adaptées à l'intérêt national.

- 28 Pour le général de Gaulle, la quintessence du pouvoir tient en effet dans le service rendu au pays. Il en est la seule justification, la seule raison d'être. Dès que disparaissent les conditions qui permettent de le rendre utilement et efficacement, le Général s'efface : de là, le sens de ces deux démissions, celle du 20 janvier 1946 et celle du 27 avril 1969. Là où d'autres vivent l'exercice du pouvoir comme un instrument de jouissance personnelle, qui n'exclut d'ailleurs pas toujours le sentiment du devoir et peut même parfois avantageusement coexister avec lui, le Général porte une vision sacerdotale, voire sacrificielle, de l'exercice du pouvoir suprême, directement liée en lui à ce que d'aucuns ont pu qualifier de « rigueur janséniste ». Est-il besoin de souligner à quel point cette conception élevée du service trouvait écho chez René Brouillet, dont le parcours et les convictions ne pouvaient que se reconnaître dans cette vision gaullienne du service de l'État et du pays ?
- 29 Après avoir rappelé ce parcours, parfaite illustration de la méritocratie républicaine, Georgette Elgey souligne qu'à l'égard du général de Gaulle, avec qui (depuis qu'il a été directeur-adjoint de son cabinet en 1944) il est toujours resté en contact, « René Brouillet éprouve une admiration sans borne, qu'il ne cherche pas à dissimuler ; il ne supporte pas la moindre critique formulée à son encontre ». « En 1970, écrit-elle, à la nouvelle de sa mort, cet homme, si réservé, éclate en sanglot et pleure comme un enfant ». Il vit le service de l'État comme un apostolat, allant jusqu'à dire à ses collaborateurs : « vous servez l'État, vous êtes comme un prêtre »¹⁵.

Une figure forte et singulière

- 30 Mais, au delà de ces présences successives - pendant au total près de six ans dans l'entourage direct du Général -, le rôle propre de René Brouillet permet de le considérer comme une figure forte et singulière au sein de cet entourage - trait d'autant plus remarquable que tout, dans la personnalité de cet homme, que je tiens personnellement pour un salésien, au sens où saint François de Sales disait que « le bien fait peu de bruit et le bruit peu de bien », se situe dans la retenue et dans la discrétion.
- 31 Cette singularité, je la discerne autour de trois caractéristiques. Brouillet réussit d'abord le tour de force d'être fidèle à la fois au Général et à celui qui fut, avec Jules Jeanneney, l'un de ses premiers patrons, à savoir Georges Bidault. Et ce, bien sûr, malgré les dissensions, puis les dissensions irrémédiables survenus, à propos de l'Algérie, entre Bidault et De Gaulle. La singularité de Brouillet tient aussi au fait que la vie lui a permis d'avoir une contribution personnelle très particulière et décisive dans la structuration durable et essentielle de l'entourage du Général, puisque c'est lui qui y a fait pénétrer Georges Pompidou, grâce aux liens d'amitié qui existaient entre eux. Enfin et surtout, la particularité de Brouillet tient au registre qui était le sien, que l'on peut tenter de cerner en regardant ce que furent les vrais choix personnels, dans la carrière de René Brouillet, en dehors de sa participation directe à l'entourage du général de Gaulle.
- 32 À l'aune de ce critère, ce qui frappe, c'est l'appétence de René Brouillet pour la Rome vaticane, plus précisément pour participer à la représentation de la France auprès du Saint-Siège. Au total, en deux séjours, séparés l'un de l'autre par une période de cinq ans passée au service du Général, René Brouillet choisit d'y être affecté, d'abord

comme ministre-conseiller, de 1953 à 1958, lorsqu'il quitte le cabinet de Georges Bidault au Quai d'Orsay, puis comme ambassadeur auprès du Saint-Siège de 1963 à 1974, séjour dont le succès et la durée exceptionnels lui vaudront d'accéder, en 1969, à la dignité d'ambassadeur de France. Soit, au total, plus de quinze ans passés auprès du Saint-Siège.

- 33 Selon les termes d'Édouard Balladur, alors Premier ministre, dévoilant le 26 novembre 1993, à Saint-Louis des Français, au terme d'une messe-anniversaire célébrée par le cardinal Etchegaray, une plaque qui perpétue la mémoire de René Brouillet dans cette ville qu'il a tant aimée, « cette mission récapitule toute sa vie »¹⁶ dans une « vocation qui lui a permis, en un même mouvement, d'accomplir son devoir terrestre dans l'exercice des responsabilités nationales, tout en vivant sa foi comme la lumière et l'aiguillon de sa vie »¹⁷.
- 34 Cette conciliation, si naturelle pour l'enfant de Cleppé, qui avait, dans une époque pourtant si frontale idéologiquement, celle du début du XIX^e siècle, reçu de son père Antonin, instituteur laïc, les fondements de son savoir, tandis qu'il apprenait les rudiments du latin du curé de la paroisse, René Brouillet l'a manifestée avec éclat, en mettant en résonance, au service de la paix du monde et du développement des peuples, la diplomatie gaullienne et les initiatives diplomatiques audacieuses du pape Paul VI, de Bombay à Jérusalem en passant par les Nations unies.
- 35 Nul doute qu'à cette aune, la proximité particulière - peut-être faudrait-il dire unique - entre lui et le général de Gaulle se situait, pour paraphraser Péguy, à « la jointure du charnel et du spirituel ». C'est sans aucun doute dans cet esprit qu'il entendit le général de Gaulle exalter les liens historiques entre la France et l'Église catholique en péroration de son allocution prononcée devant la communauté catholique française de Rome, réunie villa Bonaparte, le 31 mai 1967, au terme de sa visite officielle au pape Paul VI, dans des termes que je vais me permettre de rappeler : « l'Église est éternelle et la France ne mourra pas. L'essentiel, pour elle, est qu'elle reste fidèle à ce qu'elle est et, par conséquent, fidèle à tous les liens qui l'attachent à notre Église. C'est le cas et c'est pourquoi, quoi qu'il arrive, et quels que soient les dangers des événements, quelles que soient les crises, quels que soient les drames que nous avons à traverser, par dessus tout et toujours, nous savons où nous allons : nous allons, même quand nous mourons, vers la vie »¹⁸.
- 36 Paroles inimaginables et sans doute imprononçables aujourd'hui, dans une France que son évolution a conduit à réaffirmer, en le revisitant, son principe de laïcité, souvent si difficile à comprendre pour des étrangers. Mais paroles essentielles, prononcées en toute connaissance de cause, et qui, tout en éclairant, d'abord, les ressorts profonds de la pensée et de l'action du général de Gaulle, éclairent aussi, me semble-t-il, la couleur particulière, ou pour mieux dire la couleur propre, qui fut celle de l'action de René Brouillet dans l'entourage du Général.
- 37 Sans doute faut-il, en effet, pour comprendre la fidélité de René Brouillet à Charles de Gaulle et surtout la couleur propre qu'elle a donnée à son destin professionnel, mais aussi à son destin tout court, aller à la racine de ce qui, en profondeur, les unit : leur foi chrétienne. Dans son livre *Une vie sous le regard de Dieu*, Laurent de Gaulle, petit-neveu du Général, souligne sa « conviction que, sans la foi et une relation singulière et régulière avec Dieu, Charles de Gaulle n'aurait pas existé tel que nous le connaissons. Il n'aurait pas accompli son œuvre de salut pour la France et une partie du monde »¹⁹. Dans tous les épisodes de sa longue vie, Laurent de Gaulle discerne « les symptômes

d'un grand croyant, la marque chrétienne, franciscaine parfois, de l'homme sur le dirigeant », le tout « empreint d'un infaillible respect de la laïcité et de l'impartialité de l'État »²⁰.

- 38 Dès 1941, en répondant à un journal égyptien, de Gaulle ne déclarait-il pas : « Je suis un Français libre. Je crois en Dieu et en ma patrie »²¹ ? Faut-il rappeler en outre que, symboliquement, le général de Gaulle réservait au pape le premier exemplaire de l'édition originale de chaque volume de ses *Mémoires* ?
- 39 Jamais, sans doute, Charles de Gaulle, chef de l'État et président d'une République laïque, n'ira plus loin dans l'expression publique de sa foi que dans cette allocution qu'il prononce au Vatican le 31 mai 1967, devant le pape Paul VI, puis, quelques heures plus tard, devant la communauté française catholique de Rome à la villa Bonaparte. Ce n'est évidemment pas un hasard si René Brouillet se trouve à cet instant à ses côtés, sans doute habité, en entendant ces paroles, davantage par le sentiment d'une pleine communion spirituelle entre eux, que par la satisfaction fonctionnelle - pourtant si intense... - qu'éprouve, dans ces minutes, l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.
- 40 Que René Brouillet fût un homme de fidélité, les symboles qu'il choisit de faire figurer sur le pommeau de son épée d'académicien que lui remit Michel Debré le disent assez : la croix de Lorraine y côtoie la tour de son village natal, celle du château des comtes du Forez ; la cathédrale de Carthage y voisine avec la coupole de Saint-Pierre, aux côtés d'une évocation discrète de son épouse et de ses sept petits-enfants.
- 41 Cette fidélité discrète qui est sa marque, Brouillet la manifestera jusqu'au bout. Le 12 novembre 1970, jour des obsèques du Général, il est à Colombey. Mais, bien sûr respectueux des dernières volontés du Général, il n'est pas dans l'église, réservée ce jour-là à la famille du Général, à l'ordre de la Libération, aux habitants du village. Non loin de là, à côté de la librairie Piot, Brouillet regarde à la télévision la retransmission de la cérémonie, en compagnie de Geoffroy de Courcel, d'Étienne Burin des Rozières, d'Étienne Dénery et de Pierre-Louis Blanc, tous désireux de pouvoir se recueillir ensuite au plus vite sur la tombe du Général²².
- 42 L'émotion qu'il ressent alors, on en trouve la trace dans une lettre qu'il adresse, quelques jours plus tard, le 16 novembre 1970, à Georges Pompidou : « Mon cher Georges, pas plus que toi et moi ne nous a trouvés prêts le départ de ce monde de nos pères par le sang et la chair ; pas davantage nous n'étions préparés à cette disparition du Général et, maintenant plus que jamais, nous mesurons la place qu'il tenait au cœur de nos vies. »²³
- 43 On ne saurait trop solliciter la pensée d'un tel homme. C'est pourquoi vous me permettez, en terminant, de citer simplement la dédicace que le général de Gaulle apposa sur la photographie- souvenir qu'il lui confia en 1961, lorsqu'il quitta l'Élysée pour devenir ambassadeur de France en Autriche : « À René Brouillet, mon témoin dans l'effort, mon compagnon sur la route, mon ami d'hier, d'aujourd'hui et de demain »²⁴.

NOTES

1. Michel DEBRÉ, *Trois Républiques pour une France : mémoire*, Paris, Albin Michel, 1984, p. 365.
 2. Lettre de Georges Pompidou à René Brouillet du 14 juillet 1946, dans Georges POMPIDOU, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 179.
 3. François BROCHE, *Le dernier jour du général de Gaulle*, Paris, Éd. de l'Archipel, 2010.
 4. Georgette ELGEY, *De Gaulle à Matignon*, Paris, Fayard, 2012.
 5. Arch. nat., 110AJ Fonds René Brouillet.
 6. Charles DE GAULLE, *Mémoires d'espoir*, Paris, Plon, 1970, p. 51.
 7. Olivier GUICHARD, *Mon Général*, Paris, Grasset, 1980, p. 367.
 8. Olivier GUICHARD, *op. cit.*, p. 444.
 9. Pierre LEFRANC, *Avec qui vous savez*, Paris, Plon, 1979.
 10. Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Histoire de la République gaullienne*, Paris, Fayard, 1980, tome 1, p. 141 : « Le cabinet est plus léger [...] ; c'est l'organe de fonctionnement interne de la Présidence ou plus exactement des affaires de la Nation, c'est à dire des contacts avec les forces vives du pays ».
 11. Arch. nat., 110AJ Fonds René Brouillet.
 12. Pierre LEFRANC, *Avec qui vous savez*, Paris, Plon, 1979.
 13. Alain PEYREFITTE, *Le Figaro*, 28 novembre 1974.
 14. Arch. nat., 110AJ Fonds René Brouillet.
 15. Georgette ELGEY, *De Gaulle à Matignon*, Paris, Fayard, 2012.
 16. Édouard BALLADUR, « Allocution du Premier ministre M. Édouard Balladur », *Messe célébrée le 26 novembre 1993 à Saint-Louis-des-Française par S. E. Monsieur le cardinal Roger Etchegaray en présence de Monsieur Édouard Balladur et inauguration d'une plaque à la mémoire de S. E. Monsieur René Brouillet, ambassadeur de France*, plaquette-souvenir, s. l., p. 11.
 17. *Ibid.*, p. 12.
 18. Arch. nat., 110AJ Fonds René Brouillet.
 19. Laurent DE GAULLE, *Une vie sous le regard de Dieu. La foi du général de Gaulle*, Paris, Éditions de l'Œuvre, 2009, p. 19.
 20. Laurent DE GAULLE, *op. cit.*, p. 19.
 21. *Journal d'Égypte*, 20 avril 1941.
 22. Pierre-Louis BLANC, *Retour à Colombey*, Paris, Éd. PDGR, 2011.
 23. Arch. nat., 110AJ Fonds René Brouillet.
 24. Archives privées Noëlle Brouillet.
-

INDEX

Mots-clés : Brouillet (René), entourage présidentiel, Pompidou (Georges), ambassade de France auprès du Saint-Siège, haute fonction publique, Résistance intérieure, secrétariat général aux Affaires algériennes, secrétariat général du Gouvernement tunisien

AUTEUR

JEAN-YVES PERROT

Conseiller maître à la Cour des comptes, en service détaché ; président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)

Yvonne de Gaulle

Frédérique Neau-Dufour

- 1 La place d'Yvonne de Gaulle au sein d'une journée d'étude consacrée à Charles de Gaulle ne se dessine pas aisément. Au-delà de sa fonction d'épouse, son rôle aux côtés du Général semble bien contingent, à tel point qu'il serait aisé de conclure qu'avec ou sans elle, le destin de Charles de Gaulle eût sensiblement été le même. Pourtant, l'image de Charles de Gaulle reste paradoxalement liée à celle d'Yvonne de Gaulle, comme si ce couple, que caractérisent sa fidélité et sa longévité, participait de l'épopée gaullienne, en révélait les valeurs et annonçait la face apparente d'une histoire intime très protégée. C'est dans cette perspective qu'une approche biographique d'Yvonne de Gaulle prend son intérêt.
- 2 Le principal écueil, lorsque l'on souhaite évoquer la femme du fondateur de la V^e République, est l'étroitesse du chemin. Soit l'on cantonne Yvonne à ses fonctions de première dame, et l'exercice devient rapidement fastidieux. Son influence est certes indéniable, mais ne suffit pas à en faire un personnage politique à part entière. Quant aux autres facettes de sa vie, peu accessibles au chercheur, elles restent finalement assez banales. Soit l'on inscrit Yvonne de Gaulle dans le sillage de son mari, en s'appuyant sur la chronologie gaullienne et en observant point par point l'attitude de sa femme en telle ou telle circonstance. Tout aussi lassant, l'exercice présente l'inconvénient de noyer Yvonne de Gaulle dans l'ombre de son époux et de la priver de son existence propre.
- 3 Pour éviter ces deux travers, il paraît nécessaire d'autonomiser Yvonne de Gaulle, c'est-à-dire d'insister sur les traits propres de sa personnalité, pour considérer ensuite comment elle participe à l'œuvre de son mari, ou au contraire s'extraie parfois de celle-ci.
- 4 Bien que rarement mentionnée, une évidence s'impose : Yvonne de Gaulle est une gaulliste de la première heure et même la première de tous les gaullistes. Le « Ce sera lui ou personne », qu'elle prononce après sa rencontre initiale avec le jeune capitaine de Gaulle en 1920, inaugure ce que sera plus tard le gaullisme politique : un lien inconditionnel à un homme plutôt qu'à un parti, avec ce que cela suppose de fidélité, de foi, de sacrifice et parfois d'intransigeance.

- 5 En dépit de son antériorité et de son intensité, le gaullisme d'Yvonne de Gaulle est rarement pris en considération par les collaborateurs du Général et par les chercheurs. Il est vrai que cette femme, discrète et réputée conservatrice, semble à mille lieues de l'élan, de l'audace et de la modernité constitutifs du gaullisme politique. Au contraire, elle incarne avant tout, pour la majeure partie de l'opinion, la « femme de » par excellence, vouée à son mari et n'ayant d'autre mission que de le servir. La jeune Yvonne Vendroux a du reste été éduquée dans ce seul objectif par sa famille de la haute société calaisienne : « Je me demande à quoi va s'employer Yvonne toute la journée », écrit sa mère en 1918, alors que sa fille âgée de 18 ans est sortie de l'école depuis longtemps. « Je renoue pour elle des relations que la guerre a distendues »¹. L'intention est claire : trouver un bon parti pour sa ravissante fille, qui ne manque pas de prétendants mais se montre exigeante sur le choix.
- 6 À une époque où les femmes sont encore des mineures sur le plan civique, civil et financier, le mariage d'Yvonne de Gaulle en 1921 la place logiquement sous l'autorité de son mari. Le fait qu'il soit un officier renforce sa dépendance, car l'astreinte sociale est particulièrement forte dans le milieu militaire. Au régiment et bien souvent dans le civil, la fonction supprime l'individu et les épouses s'effacent derrière le grade de l'homme : Yvonne de Gaulle devient successivement Madame le capitaine de Gaulle, Madame le commandant de Gaulle, avant de devenir plus tard Madame le général, puis Madame la présidente... La démission de Charles de Gaulle de ses fonctions de chef de l'État en avril 1969 marque finalement l'accès de son épouse à une certaine autonomie, ou, du moins, lui restitue l'intégralité de sa vie privée. Une lettre qu'elle écrit le 6 octobre 1969 en témoigne : « Puisque la mode est aux simplifications, adressez vos lettres s'il vous plaît à Madame Charles de Gaulle »².
- 7 Le gaullisme se présente comme une alliance spécifique du verbe et de l'action. Pour De Gaulle, le verbe n'est autre chose que l'annonce du geste ; le geste n'est autre chose que la mise en œuvre du verbe et l'écriture des *Mémoires* permet de boucler par l'écriture ce cycle vertueux. Autant dire que le gaullisme d'Yvonne de Gaulle demeure sans exception étranger à cette démarche. Si son mari présente et commente son action dans de nombreux discours, messages, notes, Yvonne de Gaulle reste radicalement muette sur tout ce qui concerne le domaine public. Elle est certes une épistolière assidue qui entretient des dizaines de correspondances, mais elle ne semble pas avoir laissé de notes, ni de journal, ni rien qui puisse nous renseigner sur sa vision du monde. La plupart de ses lettres se résument à des commentaires sur ses thématiques préférées, résumées de la sorte par le colonel Jean d'Escienne, qui fut un des aides de camp de son époux : « Il y avait pour Madame de Gaulle trois sujets [...] inépuisables. Il s'agissait, sans ordre de préférence, des enfants, des fleurs et des voyages »³.
- 8 Maladivement discrète, elle érige dès le départ un mur opaque et infranchissable entre sa vie privée et sa vie publique. Vis-à-vis des journalistes qu'elle considère comme des fouineurs prêts à tout pour récolter des informations, elle développe une méfiance qui tourne à la paranoïa. Ses prises de parole publiques ne sont pas rares ; elles sont inexistantes. Alors que son mari fut le « général Micro » de la Seconde Guerre mondiale, puis se distingua par sa maîtrise de la langue française tant à l'oral que dans ses écrits, il n'existe aucune interview d'Yvonne de Gaulle, aucun enregistrement de sa voix. Quant à ses apparitions télévisuelles ou photographiques, elles sont systématiquement liées à celles de son époux, dont elle apparaît comme la compagne, l'ombre portée, presque caricaturale à force d'être protocolaire. Même Jackie Kennedy,

en un seul cliché resté célèbre, dégage plus d'intimité avec le Président de Gaulle qu'Yvonne de Gaulle, en des milliers de supports iconographiques officiels...

- 9 Une telle description est certes décevante, mais elle appelle un questionnement. Comment se fait-il qu'Yvonne de Gaulle soit restée pendant des décennies résumée à l'image qu'elle a cherché à donner d'elle-même, celle d'une femme simple et sans intérêt, un brin revêche ? Pourquoi les collaborateurs du général de Gaulle furent-ils si rares à prendre sa défense (le colonel d'Escienne fait partie de ceux-là, de même que Pierre-Louis Blanc et, sur le tard, André Malraux) et si prompts à l'accabler (Claude Guy étant l'un des plus tranchants) ? Pourquoi, derrière la femme en apparence indifférente au monde, nul ou presque n'a voulu voir une gaulliste originale ? Le dédain que l'entourage du général de Gaulle montre à l'égard d'Yvonne de Gaulle n'empêche pourtant pas cette dernière de bénéficier d'une réelle sympathie au sein de l'opinion, ni d'avoir été aimée de son grand homme de mari toute une vie durant. Dès lors, il faut se détacher des apparences et s'intéresser de plus près à cette femme venue au gaullisme par des voies détournées, qui n'a cessé de soutenir le fondateur du mouvement et de jouer tour à tour pour lui un rôle de vigie et de référence. La connivence qui règne entre elle et lui explique la solidité du couple de Gaulle autant que son amour si réservé en public et si chrétien dans son enracinement.
- 10 Bien qu'Yvonne de Gaulle ait laissé peu d'écrits, plusieurs sources de première main permettent de travailler sur son parcours. Un certain nombre de témoignages oraux restaient à recueillir, notamment ceux des épouses des collaborateurs du général de Gaulle. Martine de Courcel, épouse du secrétaire général de l'Élysée Geoffroy de Courcel, Solange Galichon, épouse de Georges Galichon, directeur de cabinet du président de la République, et Éliane Dromer, épouse du conseiller technique pour l'économie, les finances et le social au secrétariat général de la Présidence, ont notamment accepté de répondre à mes questions et de me dévoiler les lettres échangées avec Yvonne de Gaulle. Le seul et immense regret qui me reste est de n'avoir pu obtenir les confidences d'Élisabeth de Boissieu, détentrice de tout un pan de l'histoire gaullienne, mais fidèle comme sa mère à un vœu de silence absolu sur sa vie. Les sources écrites sont heureusement généreuses. La Fondation Charles-de-Gaulle détient une partie des archives du protocole de l'Élysée ainsi que deux dizaines de cartons de lettres de condoléances reçues par Yvonne de Gaulle après la mort de son mari. Le principal fonds se trouve cependant à la Fondation Anne-de-Gaulle, créée en 1946 par Yvonne de Gaulle pour accueillir des jeunes filles handicapées mentales. La fondation est son œuvre. Elle en est la présidente et veille avec un soin sourcilieux à son existence, ce qui l'amène à écrire plusieurs fois par semaine, de 1946 à sa mort, aux sœurs qui tiennent l'établissement et qui lui sont très proches. Ses lettres fourmillent de détails et de commentaires privés et politiques – mais celles qui concernent la période 1958-1969 ont hélas disparu, sans doute par la volonté d'Yvonne de Gaulle en personne.
- 11 À partir des éléments ainsi rassemblés, un premier constat s'impose : de tous les intimes, de tous les proches du général de Gaulle, de tous les gaullistes, Yvonne de Gaulle est celle qui a connu le personnage sur la plus longue durée, de 1920 à 1970. Pour autant, sa chronologie ne se confond pas avec celle de Charles de Gaulle. Sa jeunesse calaisienne relève d'un autre univers, et ses années de veuvage également. L'année 1946, qui marque la fin d'une époque pour son mari, constitue le début d'une nouvelle aventure pour Yvonne de Gaulle, qui crée cette année-là de toutes pièces la

fondation dont elle devient présidente. À l'inverse, certaines dates-clés de l'épopée gaullienne lui échappent en totalité : c'est ainsi qu'Yvonne de Gaulle n'entend pas l'appel du 18 Juin et ignore jusqu'au lieu où se trouve alors son mari. De même, elle est encore en Algérie au moment de la fameuse descente des Champs-Élysées, qui marque le triomphe du libérateur de la France le 26 août 1944.

- 12 Sur un plan moins anecdotique, il faut souligner qu'Yvonne de Gaulle est un témoin de premier plan de la période antérieure au 18 juin 1940, fondatrice à tous les égards : de 1920 à 1940, à une époque où le cercle qui entoure de Gaulle est encore étroit et les témoignages rares, Yvonne de Gaulle assiste à la maturation de l'homme, à la naissance de sa pensée, à son affirmation. Elle a épousé un officier, mais découvre rapidement une personnalité exceptionnelle. Comme le souligne Marcel Jullian, elle « voit tout de suite sa singularité. De Gaulle est un chef avant d'exister. Sa réalité de chef de guerre ou de chef d'État existe au moment du mariage. C'est certain. Comme dit Philippe de Gaulle : « Dès 14 ans, j'ai su que j'avais un monument historique à la maison. »⁴ Dans l'entre-deux-guerres, Charles de Gaulle partage avec son épouse la teneur de ses réflexions et lui confie la relecture de ses articles. Le couple inaugure ainsi un mode d'échange plus profond que l'on ne pense. Bien qu'Yvonne de Gaulle ne soit ni de près ni de loin une intellectuelle, son mari sollicite son jugement et l'associe à sa réflexion pendant les cinquante années qui suivent. Elle reçoit à sa table les bâtisseurs du gaullisme et les écrivains, les élus et les hommes influents, les intimes et assiste ainsi à l'élaboration d'un courant de pensée unique en son genre.
- 13 À l'autre extrémité de la chronologie, il n'est pas anodin qu'Yvonne de Gaulle survive de neuf ans à son mari. Quoique repliée dans une grande solitude à La Boissierie puis, la dernière année de sa vie, dans une institution religieuse à Paris, elle a le temps d'observer et de commenter ce qu'il advient du gaullisme sans De Gaulle. Son attitude peut être rapprochée de celle de son frère Jacques-Philippe Vendroux, élu gaulliste de Calais, que la mort du Général laisse politiquement orphelin : « Aujourd'hui, déclare-t-il en 1971, aucune formation politique ne me paraît qualifiée pour se dire héritière du gaullisme »⁵. La veuve de De Gaulle exprime une même sévérité. Dans ses courriers, elle distingue ainsi les « vrais », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas failli à la fidélité gaulliste, des autres, qui ont trahi en rejoignant le camp de Valéry Giscard d'Estaing. Parmi les premiers, elle range sans doute Michel Debré et certainement Jacques Chaban-Delmas. Parmi les seconds, beaucoup d'autres, comme le montre sa réaction lors des législatives de mars 1973. Tandis que l'UDR se rapproche à cette occasion des républicains indépendants menés par Giscard d'Estaing, Yvonne de Gaulle commente : « Je n'admets pas qu'il y ait des arrangements avec ceux qui ont combattu le Général. On manque de fermeté. »⁶
- 14 Dans ce contexte, elle se conçoit comme une référence en matière gaulliste et juge la réaction de l'opinion au travers des innombrables lettres qu'elle reçoit à Colombey. C'est du reste le seul signe d'importance qu'elle accepte de s'accorder après la mort de son mari : « Les gens semblent inquiets et, bien qu'il ne puisse plus rien pour eux, se tournent vers le Général à travers moi. »⁷ Son attitude atteint une sorte de paroxysme lors des présidentielles de 1974. Au premier tour, elle vote logiquement en faveur de Jacques Chaban-Delmas. Mais les résultats l'ébranlent : avec seulement 15,11 % des voix, son favori doit laisser la place au second tour à un duel entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, qu'Yvonne de Gaulle surnomme « le diable » dans ses lettres, sous prétexte que l'expression est une trouvaille de sa femme de chambre. Que

faire ? À l'âge de 74 ans, son esprit de rébellion reste entier : « Je pensais rester chez moi, mais apprenant que le village en faisait autant - sauf les mauvais -, je me suis décidée, et en mettant une photo du Mémorial⁸ dans l'enveloppe, ce qui n'a trompé personne au dépouillement mais a fait voter quelque 170 contre le diable, comme dit ma dévouée soubrette. »⁹

- 15 Au-delà de la chronologie, qui inscrit Yvonne de Gaulle dans la longue durée de l'épopée gaullienne, une même vision du monde l'unit à son mari. Leur communauté de vues résulte d'un certain nombre de facteurs, et tout d'abord de leurs origines socialement proches. Le fait que le mariage des deux jeunes gens ait été arrangé favorise sans conteste l'existence d'un terreau de valeurs communes et d'un ancrage régional similaire. Même si les puristes insistent à juste titre sur ce qui distingue le Pas-de-Calais du Nord, Yvonne de Gaulle est une femme du « Nord », autant que son mari. Le goût des paysages rudes, une certaine austérité de mise, une fibre sociale et catholique la caractérisent. Philippe de Gaulle confirme que « par éducation et par réflexe, elle partage les mêmes convictions et les mêmes façons de vivre que son mari ». Il évoque également « les coutumes de *leur* milieu »¹⁰.
- 16 L'humain est au cœur de l'éducation et des préoccupations de la jeune fille, élevée par sa mère selon les préceptes de la charité chrétienne. Dans le Calais de sa jeunesse, elle visite les malades et les démunis. Plus tard, femme d'officier, elle vient en aide aux familles de soldats dans la peine. Devenue Première dame, elle inscrit son action dans cette filiation et cherche à apporter son soutien aux cas les plus désespérés. Les Français lui écrivent beaucoup : en 1965, elle reçoit par exemple 645 lettres en moyenne par mois, dont la plupart émanent de laissés-pour-compte et sont rédigées dans un français approximatif. C'est à eux que la femme du Président accorde le plus d'attention, allant jusqu'à leur répondre personnellement et leur accordant les subsides qu'ils réclament. Le lien qu'Yvonne de Gaulle entretient avec ceux qu'elle appelle « les plus humbles » est constitutif de sa personnalité. Ce trait est fondamental pour comprendre sa philosophie et son rôle auprès du Général. Élevée dans le luxe et l'insouciance, Yvonne de Gaulle conçoit sa vie d'adulte dans une logique de dépouillement progressif. Son mariage avec un militaire la prive d'emblée des conditions de vie auxquelles elle était habituée. L'hôtel particulier de Calais est remplacé par un petit appartement parisien et la nuée de domestiques par une unique bonne à tout faire. Cela ne dérange nullement la jeune mère que la simplicité ravit. La naissance d'Anne en 1928 renforce considérablement ce trait : handicapée mentale, la petite fille incarne la cohorte des faibles parmi les faibles, des simples d'esprit et des innocents, dont Yvonne devient le défenseur acharné. C'est en ce sens qu'elle crée en 1946 une fondation destinée à recueillir les jeunes filles handicapées mentales, à la condition expresse que cela soit « exclusivement des jeunes filles indigentes bénéficiant des secours de l'Assistance publique »¹¹, condition qu'elle résume plus abruptement dans une autre lettre : « La Fondation n'est pas faite pour les gens à millions »¹². Le passage par le palais présidentiel n'y change rien. Yvonne de Gaulle est consciente du caractère temporaire des gloires terrestres – « Nous voilà donc en meublé ! »¹³, dit-elle de l'Élysée - et refuse de se laisser emporter dans le courant d'une notoriété qui ne lui revient pas. Pour retrouver l'humilité de la vraie vie et « avoir l'air d'une femme normale », il lui arrive même de laver de temps en temps les chaussettes de son mari dans le lavabo des appartements privés¹⁴ !

- 17 Cette modestie est intimement liée au catholicisme et sans doute au mysticisme qui habitent les De Gaulle. Elle peut être mise en relation avec la confiance que le Général fait en 1940 au père Lenoir, aumônier de la France libre, au sujet de sa fille Anne : « pour un père, Monsieur l'aumônier, c'est une bien grande épreuve. Mais pour moi, cette enfant est aussi une grâce ; elle est ma joie, elle m'aide à dépasser tous les échecs et tous les honneurs et à voir toujours plus haut »¹⁵.
- 18 Un autre trait commun aux époux De Gaulle est leur rapport à la modernité. La cause est entendue en ce qui concerne le général de Gaulle qui, pour être né au XIX^e siècle, n'en a pas moins porté la France sur le chemin de la modernisation. Son épouse conserve en revanche une image plus rétrograde, notamment en ce qui concerne les mœurs, et incarne la tradition plutôt que l'avant-garde. Un relatif pessimisme l'anime indéniablement, qui la retient d'approuver tous les changements rapides qui marquent la société française des années soixante. De sa correspondance ressort le sentiment que son monde est menacé. Elle regrette l'ingratitude des Algériens qui combattent pour leur indépendance, se plaint de la baisse des vocations ecclésiastiques, est effrayée par une crise de Mai 1968 qu'elle ne comprend pas.
- 19 Pour autant, elle ne reste nullement enfermée dans une conception datée des choses. Son expérience de la vie, notamment la naissance de son enfant trisomique, mais aussi la prodigieuse ouverture que lui procure sa vie de Première dame, avec ses innombrables rencontres et voyages - « je me demande combien de présidentes battront mes records »¹⁶ - l'amènent à prendre des positions inattendues. Cela est particulièrement vrai dans le domaine social et familial, au sujet duquel de Gaulle la consulte par principe. L'exemple le plus saisissant est à cet égard le rôle déterminant qu'elle joue en faveur de l'adoption de la loi sur la pilule contraceptive. Le groupe de personnes, qui, autour de Lucien Neuwirth, portent le projet, ne sait comment procéder pour évoquer auprès du général de Gaulle un sujet aussi délicat. À l'étonnement de tous, Alexandre Sanguinetti suggère de passer par Yvonne de Gaulle. Il faut dire que la Première dame est un rouage décisif lorsqu'il s'agit de toucher le général de Gaulle sur des thèmes particuliers. Pierre-Louis Blanc l'a bien compris : « quand je souhaitais entretenir le général de Gaulle de sujets de son ressort exclusif, j'avais recours au moyen utilisé par la famille : j'écrivais à Madame de Gaulle et lui demandais de transmettre mon message à son mari »¹⁷. Dans le cas de la loi Neuwirth, Yvonne de Gaulle se montre un soutien sans faille et appuie auprès de son époux la pertinence d'une loi visant à aider les femmes à mieux gérer leur procréation. Elle-même, après la naissance d'Anne en 1928, avait été confrontée à la question de mettre ou non au monde d'autres enfants. Âgée alors de 28 ans et bien que profondément croyante, elle est finalement restée sans autre descendance que ses trois enfants (Philippe en 1921, Elisabeth en 1924, Anne en 1928).
- 20 Moderne sous certains angles, profondément attachée pour le reste aux valeurs traditionnelles de la France dans laquelle elle a grandi, Yvonne de Gaulle reste viscéralement attachée au 18 Juin, événement à ses yeux fondateur, inimitable mais aussi indépassable - c'est son côté pessimiste. Bien qu'elle n'ait pas entendu l'appel lancé sur les ondes de la BBC, elle saisit immédiatement la portée du geste et sa signification historique. Elle pourrait désapprouver pareille folie, qui place sa famille dans une situation pour le moins chaotique ; elle soutient son mari sans hésiter.
- 21 C'est à l'aune du 18 Juin qu'il faut comprendre le refus par Yvonne de Gaulle du RPF, ce mouvement politique lancé par Charles de Gaulle en 1947. Pour la plupart des

collaborateurs de Charles de Gaulle, l'opposition d'Yvonne de Gaulle à voir son mari se lancer dans l'aventure politique est un signe d'égoïsme et de petitesse de vue. Selon Claude Guy, son souhait est avant tout de garder son mari pour elle, bien à l'abri à La Boisserie. Il s'agit d'une méprise sur les motivations d'Yvonne de Gaulle, qui est avant tout préoccupée par la préservation de l'aura acquise par son mari au cours de la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs dialogues rapportés par le même Claude Guy l'attestent. En septembre 1946, dans le salon de La Boisserie, Charles de Gaulle confie à son aide de camp : « Il faut refaire le 18 Juin ». Il s'attire la réplique suivante de son épouse : « Peuh ! Le 18 Juin ! Mon pauvre ami, personne ne vous suivra ». Charles, piqué au vif, est furieux : « Mais fichez-moi la paix, Yvonne. Je suis assez grand pour savoir ce que j'ai à faire »¹⁸. Le projet d'un mouvement politique inquiète Yvonne de Gaulle dans la mesure où il risque de pervertir la légitimité historique de Charles de Gaulle et de « le faire descendre dans cette boue »¹⁹ des manœuvres politiciennes, lui qui justement condamne les divisions provoquées par les partis... L'analyse est pertinente et se trouve corroborée par les faits quelques années plus tard.

- 22 Après la mort de son mari, Yvonne de Gaulle reste la vigie du gaullisme historique. Durant les neuf dernières années de sa vie, elle ne sort plus guère de La Boisserie, mais ne manque pas de se rendre très régulièrement durant l'hiver 1971-1972 sur le chantier de la Croix de Lorraine en cours de construction à Colombey-les-Deux-Églises. À cet égard, elle s'affirme peu à peu comme la gardienne de la mémoire gaullienne. Ainsi, elle a une idée très claire de la façon dont doivent s'organiser les diverses cérémonies d'hommage : « Je souhaite que [l'inauguration de la Croix de Lorraine] ait lieu un 18 juin matin et que ce soit une cérémonie patriotique uniquement, le 9 novembre étant réservé au souvenir religieux »²⁰.
- 23 Il est finalement impossible de se contenter de l'image convenue qu'Yvonne de Gaulle a cultivée d'elle-même toute sa vie. Personnalité secrète, assurément, mais nullement fade, elle ressemble à la femme que Charles de Gaulle décrit dans un entretien avec Michel Droit, resté fameux : « la ménagère veut le progrès, mais elle ne veut pas la pagaille »²¹.
- 24 Gaulliste intransigente sur certains chapitres, puriste du 18 Juin, elle apporte aussi à son mari un véritable ancrage dans le terrain. Cette femme pragmatique qui fait ses courses elle-même, connaît les prix et parle avec les gens, incarne à la perfection le bon sens populaire. Les petites gens ne lui sont nullement étrangers, ni leurs aspirations. Aux côtés du grand Charles, de son domaine réservé et de sa capacité à façonner une France présente dans le monde, Yvonne reste plus facile d'accès. Sa figure attachante contribue à humaniser le grand homme. Les dizaines de milliers de lettres qu'elle reçoit après le 9 novembre 1970 témoignent des sentiments que les Français lui portent. Beaucoup s'adressent à « Chère madame », « Madame la Présidente », « Madame la Générale » et même « Mon Général » (!), mais les plus nombreuses sont simplement intitulées : « Chère tante Yvonne »... L'auteur d'un de ces courriers résume avec une grande simplicité le rôle joué par Yvonne auprès de son mari : « Pendant que les hommes s'occupent des affaires du monde, nous, les femmes, sont [sic] occupées à façonner les hommes et les femmes de demain ». Un rôle apparemment cantonné à la sphère intime, mais dont les ramifications portent beaucoup plus loin, jusque dans la vie de la société.

NOTES

1. Marguerite Vendroux à son fils Jacques-Philippe Vendroux, 19 octobre 1918 [Jacques-Philippe VENDROUX, *Yvonne ma sœur*, Paris, Plon, 1980, p. 65].
 2. Yvonne de Gaulle à la sœur supérieure de la Fondation Anne-de-Gaulle, 6 octobre 1969 [Fonds de la Fondation Anne-de-Gaulle, 2, 1].
 3. Colonel Jean d'Escienne, entretien avec l'auteur, 4 juin 2009.
 4. Marcel JULLIAN, *Dimanche magazine*, 17 janvier 1982.
 5. Cité par Jérôme POZZI, « Le gaullisme de Jacques Vendroux : entre fidélité et intransigeance », *Revue du Nord*, Villeneuve-d'Ascq, 2012.
 6. Yvonne de Gaulle à Georges Galichon, 15 novembre 1972 [Arch. privées Galichon].
 7. Yvonne de Gaulle à Georges Galichon, 14 janvier 1973 [Arch. privées Galichon].
 8. Il s'agit du Mémorial Charles-de-Gaulle, croix de Lorraine de près de 45 m, érigée sur la colline de Colombey-les-Deux-Églises et inaugurée le 18 juin 1972 en hommage au Général. Yvonne de Gaulle montre un profond attachement à ce monument.
 9. Yvonne de Gaulle aux époux Galichon, 30 mai 1974 [Arch. privées Galichon].
 10. Philippe DE GAULLE, *Mémoires accessoires*, t. 1, Paris, Plon, 1997, p. 125.
 11. Yvonne de Gaulle au ministre de l'Intérieur, 15 mai 1945 [Fonds de la Fondation Anne-de-Gaulle, carton 1, dossier 6, 11 ter].
 12. Yvonne de Gaulle à la sœur Madeleine du Calvaire, 19 octobre 1955 [Fondation Anne-de-Gaulle, carton 3/1].
 13. Selon Marcel JULLIAN, *Yvonne de Gaulle*, Paris, Stock, 1982, p. 167.
 14. Témoignage de Claude Legrand, nièce d'Yvonne de Gaulle, recueilli par l'auteur le 8 février 2006.
 15. Cité par Philippe DE GAULLE, *De Gaulle mon père*, t. 1, Paris, Plon, 2003, p. 509.
 16. Marcel JULLIAN, *Madame de Gaulle*, p. 100.
 17. Pierre-Louis BLANC, *De Gaulle au soir de sa vie*, Paris, Fayard, 1990, p. 183.
 18. Claude GUY, *En écoutant de Gaulle*, Paris, Grasset, 1996, p. 117.
 19. Claude GUY, *op. cit.*, p. 146.
 20. Yvonne de Gaulle à Martine de Courcel, 7 janvier 1972.
 21. Entretien avec Michel Droit, 15 décembre 1965.
-

INDEX

Mots-clés : entourage présidentiel, politique sociale, Première dame, histoire des femmes, palais de l'Élysée

Index géographique : Colombey-les-Deux-Églises

AUTEUR

FRÉDÉRIQUE NEAU-DUFOUR

Agrégée et docteur en histoire, directrice du Centre européen du résistant déporté, Schirmeck

Charles de Gaulle devant l'objectif

Les représentations de Charles de Gaulle, président de la République

Sources photographiques du fonds 5 AG 1 des Archives nationales

Marie-Ève Bouillon

- 1 Les photographies conservées dans le fonds présidentiel de Charles de Gaulle, loin d'être abondantes en comparaison avec les fonds présidentiels de la IV^e République et de tous les présidents suivants de la V^e République, sont de provenances variées. Intéressantes à étudier, elles apportent différents éclairages, correspondant à ces différentes provenances, sur la fonction de représentation du président de la République.
- 2 Deux ensembles peuvent être distingués : celui du service photographique de la présidence de la République¹, qui comprend 8500 prises de vues réalisées majoritairement à l'Élysée et dans les résidences présidentielles de 1959 à 1969, et un second ensemble de 2000 tirages et albums environ, intégrés aux dossiers de voyage et déplacements du général de Gaulle², dont l'origine est soit publique (ministère de l'Intérieur), soit mixte ou privée (ambassades, presse, anonymes).
- 3 Certaines séries sont inédites et uniques : celle du service photographique de l'Élysée, dont sont conservées les matrices (négatifs), traduit l'activité présidentielle jour par jour. Des albums photographiques, offerts en cadeau au président de la République par le pays d'accueil, ont été constitués spécifiquement pour lui et illustrent certains de ses voyages à l'étranger.
- 4 D'autres séries furent produites par des institutions extérieures et ont été envoyées en copie pour information aux services de la Présidence, comme c'est le cas des albums photographiques de déplacements en province du chef de l'État, produits et envoyés par le ministère de l'Intérieur. Enfin, des tirages de presse, diffusés à de multiples exemplaires, illustrent les voyages à l'étranger et les déplacements en province.
- 5 Cette présentation succincte prend en compte les photographies dans leur matérialité (annotées, au sein d'un album, d'une planche contact ou d'un ensemble). Elle esquisse, pour le service photographique de l'Élysée, les thèmes représentés et insiste sur la particularité des prises de vue. La diversité des producteurs de photographies est

également abordée, l'objectif principal étant de susciter l'intérêt des chercheurs du domaine pour des travaux approfondis.

Les fonds d'origine publique

Le service photographique de la présidence de la République

- 6 À la demande du Président Vincent Auriol au préfet de Police, un service photographique est créé à l'Élysée le 9 septembre 1952. Le photographe, détaché de la préfecture de police auprès des services de sûreté de la Présidence, a pour mission, en 1952, d'accompagner le Président dans les sorties officielles et les sorties privées. Il se tient à disposition de l'Élysée pour des photographies d'urgence (personnalités reçues par le Président ou manifestation de tout ordre à l'Élysée)³. À l'heure actuelle, le service photographique de l'Élysée, dont les photographes sont généralement des gardes républicains, dépend encore du commandement militaire.
- 7 Le premier reportage de ce service photographique représente le Président Vincent Auriol dans sa propriété de La Bordette à Muret. Sept ans après, en 1959, au moment de la passation des pouvoirs entre René Coty et Charles de Gaulle, le fonds du service se compose déjà de 8000 clichés. Leur utilisation, décrite dans une note de la Présidence du 6 janvier 1959, consiste notamment en un tirage d'épreuves fournies à la presse avec l'accord du service d'information du Palais⁴. Ces photographies étaient destinées, au moment de la création du service et au début du mandat de Charles de Gaulle, à être diffusées au grand public par la presse, ainsi qu'en interne à l'Élysée, pour confectionner des albums ou être dédiées et adressées par le Président aux personnes représentées.
- 8 Cependant, ces photographies ne furent que très rarement diffusées par la presse. Les grandes agences de presse, qui se développent sensiblement dans les années cinquante, fournissent notamment aux magazines des ensembles prêts à l'emploi sur l'actualité, notamment présidentielle. Ces derniers n'ont plus besoin de faire appel à l'Élysée pour se procurer des images. Les photographies du service ne semblaient être diffusées que lorsque l'événement n'était pas couvert par les agences. Ce fonds constitue donc une « réserve documentaire », comme une prise de note visuelle des activités officielles du Président.
- 9 Le fonds comprend des négatifs sur support souple en acétate de cellulose, de format 6 x 6, numérotés individuellement ainsi que des planches de tirages de lecture. Ces planches, qui constituent des documents de travail pour les photographes, permettaient un repérage plus rapide et une lecture plus aisée. Les photographes pratiquaient uniquement le noir et blanc. Les prises de vues sont organisées par reportage, chronologiquement, sur des planches de tirages de lecture, et présentent des traces de sélection et parfois de recadrage des images.
- 10 Aucun tirage d'époque du service photographique n'a été conservé pour cette période, contrairement aux époques précédentes et suivantes.

Fig. 1. Allocution radiodiffusée et télévisée du général de Gaulle, 27 mai 1965

Planche de tirages par contact, reportage 1767.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 2. Visite en France du prince et de la princesse de Liechtenstein, 26 mai 1965

Planche de tirages par contact, reportage 1777.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

- 11 Certains thèmes sont récurrents dans la production du service : les visites des chefs d'État étrangers, les remises de décoration, les chasses présidentielles, la réception de

personnalités, les allocutions radiodiffusées et télévisées, les conférences de presse sont autant d'impératifs de la fonction présidentielle dont il convient de garder trace.

- 12 Lors des visites en France des chefs d'État étrangers, les photographies produites sont codifiées et correspondent à une succession d'étapes protocolaires : l'accueil sur le perron de l'Élysée, l'entretien dans le salon doré, l'échange de présents, le dîner officiel ; chaque moment fait l'objet d'une série de clichés.

Fig. 3. Entretiens entre le général de Gaulle et John Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis, 31 mai 1961

Reportage 1400.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 4. Visite en France de Mohammad Reza Pahlavi, Shah d'Iran, et de sa femme Farah Diba, 11-14 octobre 1961

Reportage 1428.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 5. Dîner offert en l'honneur d'Hassan II, roi du Maroc, 27 juin 1963

Reportage 1605.

Arch. nat., 5 AG 1/1054. © Archives nationales.

Fig. 6. Entretiens entre le général de Gaulle et Nikita Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'URSS, 24 mars 1960

Reportage 1309.

Arch. nat., 5 AG 1/1052. © Archives nationales.

- 13 L'importance de la visite détermine le nombre de séquences représentées. Ces photographies constituent un complément des dossiers d'archives papier qui contiennent les menus, les plans de table, la liste des invités. Elles documentent la vie protocolaire à l'Élysée et créent ainsi un témoignage visuel exhaustif, contribuant à définir le rôle du Président dans la plus haute institution de la République⁵.

Fig. 7. Déjeuner en l'honneur des chefs de gouvernement de l'Europe des Six, 10 février 1961

Reportage 1377.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 8. Signature du traité de l'Élysée, 22 janvier 1963

Reportage 1435.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

- 14 Les conseillers proches de Charles de Gaulle peuvent être représentés à leur bureau. Ces photographies sont plutôt éparses et inégalement présentes dans la production du service ; en revanche, les photographies de groupe des gouvernements sont systématiques. Un ensemble important de photographies d'identité est par ailleurs conservé par le service photographique de l'Élysée⁶, pour des questions administratives.

Fig. 9. Georges Galichon, directeur de Cabinet, 4 mars 1965

Reportage 1754.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 10. Premier gouvernement de Georges Pompidou, 18 avril 1962

Reportage 1476.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

- 15 Les cérémonies protocolaires (remise de décoration ou remise de lettres de créance par les ambassadeurs) ou les cérémonies « traditionnelles » n'ayant aucun caractère politique (arbre de Noël ; offrande de muguet, le 1^{er} mai) rythment chaque année le mandat présidentiel et font l'objet de reportages réguliers.

Fig. 11. Remise de décoration à René Cassin, vice-président du Conseil d'État, dans le salon doré, 6 octobre 1959

Reportage 1280.

Arch. nat., 5 AG 1/1052. © Archives nationales.

Fig. 12. Remise des lettres de créance par Boualem Moussaoui, premier ambassadeur d'Algérie, dans le salon des Ambassadeurs, 30 septembre 1963

Reportage 1626.

Arch. nat., 5 AG 1/1054. © Archives nationales.

Fig. 13. Arbre de Noël à l'Élysée, 14 décembre 1961

Reportage 1443.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 14. Fête nationale. Le général de Gaulle salue les chefs d'États africains, 14 juillet 1967

Reportage 1959.

Arch. nat., 5 AG 1/1056. © Archives nationales.

Fig. 15. Offrande de muguet traditionnel par les Forts et les Belles des Halles, 1er mai 1965

Reportage 1771.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

- 16 Les photographies réalisées lors des chasses présidentielles à Rambouillet, à Marly ou à Chambord sont l'exclusivité des photographes du service photographique de l'Élysée, la presse n'étant pas autorisée à participer à ces événements. Le général de Gaulle est assez rarement visible sur les clichés, excepté lors du passage en revue du tableau de chasse.

Fig. 16. Chasse à Rambouillet, 17 décembre 1964

Reportage 1735.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 17. Chasse à Rambouillet, 31 octobre 1961

Reportage 1435.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

- 17 Les personnalités reçues à l'Élysée, souvent en lien avec l'actualité, sont photographiées dans le cadre de reportages, en général sur le perron de l'Élysée.

Fig. 18. Réception des membres de l'expédition française en Terre Adélie, 20 avril 1959

Reportage 1241.

Arch. nat., 5 AG 1/1052. © Archives nationales.

Fig. 19. Réception en l'honneur des médaillés olympiques de Grenoble et de Mexico, Jean-Claude Killy et Marielle Goitschel interviewés sur le perron de l'Élysée, 19 décembre 1968

Reportage 2079.

Arch. nat., 5 AG 1/1057. © Archives nationales.

- 18 Les allocutions radiodiffusées et télévisées ainsi que les conférences de presse représentent la partie la plus importante de la production du service. La totalité de ces interventions furent documentées de 1959 à 1969

Fig. 20. Allocution radiodiffusée et télévisée du général de Gaulle, le lendemain du putsch des généraux, 23 avril 1961

Reportage 1393.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 21. Allocution radiodiffusée et télévisée du général de Gaulle pour annoncer aux Français sa candidature aux élections présidentielles, 4 novembre 1965

Reportage 1823.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 22. Conférence de presse du général de Gaulle à l'Élysée, 11 avril 1961

Reportage 1388.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

Fig. 23. Conférence de presse du général de Gaulle à l'Élysée, 31 janvier 1964

Reportage 1669.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

- 19 Outre un intérêt documentaire évident, du fait de l'exhaustivité proposée sur la vie protocolaire à l'Élysée, cet ensemble offre un témoignage de l'intérieur de l'institution⁷. La proximité des photographes du service avec le Président et leur présence permanente à ses côtés en font des témoins de premier ordre. Le regard qu'ils portent sur l'activité présidentielle diffère de celui de la presse, dont les images sont plus largement diffusées. Les prises de vue du service photographique de l'Élysée ne sont pas contraintes par une nécessité commerciale (la vente auprès de rédactions) et ne présentent pas d'effet particulier ou d'originalité, contrairement aux photographies de presse qui doivent répondre à certains critères de prosécogénie⁸ pour être publiées.
- 20 L'absence de contraintes médiatiques et commerciales donne d'ailleurs aux prises de vue des caractéristiques inédites.
- 21 Lors des allocutions télévisuelles, le hors-champ est bien visible, à travers le décor, ou dispositif médiatique, mis en place pour l'occasion, laissant comprendre comment l'image vue par les téléspectateurs est construite. L'allocution se passait dans la salle des fêtes de l'Élysée, mais un décor plus sobre composait le fond de l'image.

Fig. 24. Allocution radiodiffusée et télévisée du général de Gaulle, 31 décembre 1964

Reportage 1738.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 25. Entretien télévisé avec Michel Droit, avant le référendum sur la création des régions et la réforme du Sénat, 10 avril 1969

Reportage 2109.

Arch. nat., 5 AG 1/1057. © Archives nationales.

- 22 Les séquences d'images correspondant au déroulé de l'événement ou des discours sont conservées. Pour chacun des événements représentés, la totalité de la séquence est conservée, ce qui permet d'analyser chaque moment, telles les attitudes du général de Gaulle avant et après les conférences de presse.

Fig. 26. Conférence de presse, planche-contact, 4 février 1965

Reportage 1748.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

- 23 Les prises de vue de l'activité présidentielle sont réalisées indépendamment de l'actualité brûlante, dont les images de presse rendent compte en général. Ici, il s'agit de l'activité parallèle du Président, parfois en décalage avec l'actualité en dehors de l'Élysée, comme dans le cas de cette vue prise en mai 1968.

Fig. 27. Remise des lettres de créance par Robert Sargent Shriver, ambassadeur des États-Unis en France, 25 mai 1968

Reportage 2033.

Arch. nat., 5 AG 1/1057. © Archives nationales.

- 24 Une documentation complète du protocole est réalisée, jusqu'aux cadeaux, bouquets, tables et décorations.

Fig. 28. Voyage en France du président de la République libanaise et de Madame Helou, cadeaux échangés lors de cette visite, 5-7 mai 1965

Reportage 1772.

Arch. nat., 5 AG 1/1055. © Archives nationales.

Fig. 29. Arbre de Noël à l'Élysée, 14 décembre 1961

Reportage 1443.

Arch. nat., 5 AG 1/1053. © Archives nationales.

- 25 Les photographes de l'Élysée proposent une vision extérieure aux pratiques médiatiques, une mise en abyme en quelque sorte du reportage photographique. Ils mettent en scène par exemple le quotidien médiatique à l'Élysée, notamment la ruée de journalistes dans la cour.

Fig. 30. Voyage en France d'Harold Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne, la ruée des photographes dans la cour de l'Élysée, 24 janvier 1967

Reportage 1921.

Arch. nat., 5 AG 1/1056. © Archives nationales.

- 26 Des photographies ratées de rencontres importantes existent également. Il s'agit de photographies qui ne correspondent pas aux canons exigés notamment par les photographies de presse (des premiers plans hâtifs avec une chaise ou la tête d'un personnage). Elles remplissent parfaitement, en revanche, leur rôle de document et ont été, pour cette raison, conservées dans cette production, alors qu'elles auraient probablement été éliminées du choix définitif d'une agence de presse.

Fig. 31. Entretiens entre le général de Gaulle et Alexis Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, 1er-9 décembre 1966

Reportage 1905.

Arch. nat., 5 AG 1/1056. © Archives nationales.

- 27 Ces particularités, du fait du statut du producteur, révèlent un ensemble digne d'intérêt comme une production homogène et non comme une série d'illustrations. Le fonds du service photographique de la Présidence, malgré son apparente répétitivité, propose en effet une vision élargie et renouvelée de l'activité présidentielle.
- 28 Il présente une continuité technique et thématique de la IV^e République (1952) à 1971, sous la Présidence de Georges Pompidou. À cette date, le service change de format de prise de vues et opte pour la pellicule 24 x 36. De plus, ses missions s'élargissent : un photographe du service suit dorénavant le Président en province et à l'étranger. La photographie en couleur apparaît à partir de 1982⁹ sous la présidence de François Mitterrand et est utilisée exclusivement à partir de 1989. La photographie numérique remplace progressivement l'argentique à partir de 2003, sous la Présidence de Jacques Chirac, et est stockée sur CD-Roms, puis, pour les périodes plus récentes, sur disques durs.

Le service central photographique et d'identité du ministère de l'Intérieur

- 29 Le service central photographique et d'identité du ministère de l'Intérieur, créé en 1907¹⁰, assure la couverture des déplacements du chef de l'État en province jusqu'en 1971, date à laquelle le service photographique de l'Élysée prend le relais. Ces photographies consistent particulièrement en des vues d'ensemble des foules

accueillant le président de la République. Elles sont réunies en albums, par déplacement, donnés à la présidence de la République.

Fig. 32. Voyage du général de Gaulle dans les départements des Ardennes, Marne, Haute-Marne et Aube, 22-29 avril 1963

Album de photographies du ministère de l'Intérieur.

Arch. nat., 5 AG 1/209. © Archives nationales.

Fig. 32bis. Voyage du général de Gaulle dans les départements des Ardennes, Marne, Haute-Marne et Aube, 22-29 avril 1963

Album de photographies du ministère de l'Intérieur.

Arch. nat., 5 AG 1/209. © Archives nationales.

Les sources d'origine privée ou indéterminée

- 30 La plupart des photographies de sources privées ou indéterminées complètent les dossiers relatifs aux voyages officiels à l'étranger et aux déplacements en province du chef de l'État, qui sont composés de documents relatifs à l'organisation matérielle et aux retombées médiatiques.

Les albums photographiques offerts au président de la République

- 31 Des albums photographiques furent offerts au Président à l'occasion de ses voyages, notamment par les chefs d'État des pays accueillants. Les auteurs des photographies ne sont que rarement mentionnés.
- 32 L'album offert au Président lors de son voyage en URSS, du 20 juin au 1^{er} juillet 1966, est un objet de propagande, dont les légendes font à chaque page un éloge des deux pays. En première page, on peut lire par exemple : « Puisse s'étendre la coopération soviéto-française dans l'intérêt de la consolidation de la paix universelle, de la sécurité européenne et internationale ». L'ensemble retrace, en quelques étapes clés choisies scrupuleusement, le déroulement du voyage.

Fig. 33. Album relié offert au général de Gaulle lors du voyage en URSS, 20 juin-1er juillet 1966

Arch. nat., 5 AG 1/132. © Archives nationales.

Fig. 33bis. Album relié offert au général de Gaulle lors du voyage en URSS, 20 juin-1er juillet 1966

Arch. nat., 5 AG 1/132. © Archives nationales.

- 33 Le voyage du Président de Gaulle en Pologne, du 6 au 12 septembre 1967, fut également l'objet d'un reportage par des photographes sur place : une boîte-coffret contenant soixante-quatre photographies (anonymes), offerte en cadeau, est maintenant conservée dans le fonds présidentiel.

Fig. 34. Boîte-coffret contenant 64 tirages du voyage en Pologne du général de Gaulle, 6-12 septembre 1967

Arch. nat., 5 AG 1/153. © Archives nationales.

Tirages de presse et anonymes

- 34 Concernant les voyages du président de la République à l'étranger, la grande majorité des photographies conservées dans le fonds sont des tirages de presse. Des photographes de presse accrédités prenaient en effet part au voyage avec le président de la République et reversaient ensuite à la Présidence un exemplaire de leurs prises de vue. Ces tirages présentent parfois le nom de l'agence au dos et rarement celui du photographe. Des photographies sont envoyées également par les ambassades ou par les services accueillants.

Fig. 35. Voyage au Canada du général de Gaulle, 15-28 juillet 1967

Photographies envoyées à la Présidence par le commissariat général/section française de l'Exposition universelle et internationale de Montréal de 1967.

Arch. nat., 5 AG 1/150. © Archives nationales.

Fig. 36. Voyage au Canada du général de Gaulle, 15-28 juillet 1967

Photographies envoyées à la Présidence par Paris-Match.

Arch. nat., 5 AG 1/150. © Archives nationales.

- 35 Les photographies conservées aux Archives nationales dans le fonds 5 AG 1 proviennent de multiples auteurs, qui dépendent de structures publiques ou privées. Les différents

producteurs d'images offrent plusieurs traductions possibles d'un même sujet et leur identification précise permet de reconstituer leur intention, la destination des images et donc la raison d'être initiale de la prise de vue. Il peut s'agir de photographies de presse, dont l'origine est avant tout commerciale, de photographies du service photographique de la Présidence, plus administrative, et de photographies offertes au président de la République par les chefs d'État étrangers, plus politique. Cette coexistence fait, de ce fonds photographique si particulier, toute la richesse.

NOTES

1. Arch. nat., 5 AG 1/1052-1057.
 2. Arch. nat., 5 AG 1/110-258.
 3. Note du secrétaire général adjoint de la Présidence du 7 août 1952 (Arch. nat., Fonds Pierre Lefranc, 569AP/306, dossier 4).
 4. Note de la Présidence du 6 janvier 1959 (Arch. nat., Fonds Pierre Lefranc, 569AP/306, dossier 4).
 5. Pascal GENESTE, « Photographier le chef de l'État sous la V^e République : le fonds du service photographique de la présidence de la République », dans *Des images et des mots, les documents figurés dans les archives*, Paris, CTHS, 2010, p. 53-68.
 6. Cet ensemble fut versé en février 2010 aux Archives nationales et se trouve conservé dans les archives du service photographique de l'Élysée sous la cote AG//SPH.
 7. Les photographes dépendent encore actuellement du commandement militaire de l'Élysée.
 8. André GUNTHER, *Qu'est-ce que la prosécogénie ?*, Atelier des icônes, 17 mars 2012 [<http://culturevisuelle.org/icones/2337>].
 9. Un ensemble de reportages a été effectué en couleur pendant la IV^e République (il s'agit de diapositives en Kodachrome) [Arch. nat., 4AG/452-453].
 10. Émilie CHARRIER et Sylvie LE GOËDEC, *Fonds photographique du service central photographique et d'identité du ministère de l'Intérieur (F/7/16312-17006)*, répertoire numérique détaillé, Paris, Archives nationales, 2011. <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/series/pdf/f7-fonds-photo.pdf> (consulté le 4 mars 2013).
-

INDEX

Mots-clés : Auriol (Vincent), Coty (René), reportage présidentiel, histoire de la photographie, voyage présidentiel

AUTEUR

MARIE-ÈVE BOUILLON

Chargée d'études documentaires aux Archives nationales, adjointe à la chargée de mission pour la photographie.

Conclusions

Serge Berstein

- 1 La publication de l'inventaire des archives présidentielles du général de Gaulle, dont Agnès Magnien et Nicole Even ont évoqué la formation, la structure et les contenus, était impatientement attendue par les historiens contemporanéistes spécialistes de la V^e République, impatience qui peut paraître paradoxale, dans la mesure où le développement spectaculaire de l'histoire du temps présent a donné lieu depuis plusieurs décennies à de nombreuses et fort utiles recherches sur l'histoire du gaullisme. On ne compte plus en effet les mémoires, analyses, essais, tentatives de synthèse, travaux universitaires consacrés à la décennie gaullienne, sans compter les nombreux et remarquables colloques organisés par la Fondation Charles-de-Gaulle afin d'explorer les divers aspects de l'action et de la personnalité du général de Gaulle.
- 2 Quelle est donc la valeur ajoutée apportée par les archives au *corpus* de connaissances historiques d'ores et déjà acquis par ces travaux ? Elle apparaît irremplaçable pour les historiens, précisément parce que les documents qu'elles contiennent n'ont pas été faits pour eux, mais représentent les traces de l'activité quotidienne du sommet de l'État dans sa gestion des affaires de tous ordres qui relèvent de ses attributions et dont la plupart n'ont pas été portés, au moment de leur rédaction, à la connaissance du public. C'est en s'appuyant sur des documents inédits qu'Olivier Beaud a pu, par exemple, évaluer l'intervention du Président ou de son proche entourage dans les procédures intentées contre certains publicistes pour offenses au chef de l'État.
- 3 Or, la lecture de l'inventaire révèle l'immensité du territoire qu'il couvre durant les dix années qui ont changé la France, celles de l'époque des Trente Glorieuses et de l'effort d'adaptation du pays à un univers bouleversé par le phénomène de la grande croissance dans son économie, ses structures sociales, ses modes de vie, sa culture, ses mentalités. Et c'est un éclairage remarquable sur cette évolution dans tous les domaines que fournissent les archives ainsi mises à la disposition du public
- 4 D'abord sur l'homme qui préside à cette mutation, ce personnage fascinant, complexe, presque impossible à cerner qu'est le général de Gaulle, tel que le décrivent les ambassadeurs britanniques à Paris évoqués dans la contribution de Julian Jackson et qui se trouve au cœur même de l'ensemble puisque, comme l'ont répété tous les intervenants, dans le système de la V^e République, « tout remonte à l'Élysée ». Et l'essai

de Didier Maus sur l'écriture de la Constitution révèle sa méthode de direction : inspirer, écouter, contrôler et trancher.

- 5 Ensuite, sur l'entourage proche du général de Gaulle, ce cercle étroit de familiers, conseillers, hauts fonctionnaires, experts qui fournissent en toute discrétion au chef de l'État informations, avis, analyses. En mettant à part le cas d'Yvonne de Gaulle, traité par Frédérique Neau-Dufour à partir d'archives complémentaires, des communications ont campé certains de ces proches, le groupe des conseillers de l'Élysée (Éric Chiaradia), les gaullistes (Bernard Lachaise), René Brouillet, directeur du cabinet (Jean-Yves Perrot).
- 6 Au-delà de ce cercle, les archives éclairent le fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Depuis l'élaboration d'une politique au niveau de l'Élysée jusqu'à la décision prise en Conseil des ministres, c'est le processus décisionnel, ce Graal de la recherche historique, qui permet de toucher du doigt la réalité de l'exercice du pouvoir, qui se trouve ainsi mis en lumière.
- 7 Enfin, l'inventaire permet de connaître, à travers les différents domaines de l'action gouvernementale, les multiples secteurs dans lesquels s'exerce l'action publique du général de Gaulle. On a là un immense continent de possibles recherches, d'une incroyable richesse, dont Maurice Vaïsse a donné aux participants au colloque un rapide aperçu en montrant ce que les archives apportent de connaissances nouvelles sur le sujet, cependant déjà très labouré, du « domaine réservé » (Défense, Affaires étrangères, Algérie).
- 8 En dépit de leur extraordinaire richesse, les archives de la Présidence du général de Gaulle ne suffisent cependant pas à dire le dernier mot de l'histoire de cette féconde période de l'histoire nationale. Et les rédacteurs de l'inventaire ont utilement rappelé, dès le début de celui-ci, l'existence de multiples autres sources qu'il est indispensable de croiser avec celles qu'ils ont inventoriées pour se faire une idée plus juste de la réalité historique qu'évoquent les unes et les autres, insistant ainsi sur la méthodologie fondamentale (mais parfois oubliée) de cette discipline critique qu'est l'histoire.
- 9 À l'issue de ce bref mais riche aperçu sur le contenu de l'inventaire, les historiens ne peuvent que témoigner leur reconnaissance aux archivistes des Archives nationales pour avoir mené à bien le travail colossal de mise à la disposition des chercheurs de cet ensemble incomparable que constituent les archives du général de Gaulle, président de la République.

INDEX

Mots-clés : entourage présidentiel, appareil gouvernemental

AUTEUR

SERGE BERSTEIN

Professeur émérite des universités à la Fondation nationale des sciences politiques